
S!lence
N°323
Mai
2005
4 €
6 FS
S!lence
Ecologie • Alternatives • Non-violence
Santé
Les soins par les abeilles
Décroissance
Diminuer notre vouloir d'achat
Constitution
Vers une Europe militaire !
L'écologie au quotidien



Sommaire

Dossier

Alternatives

Brèves

VU de l'intérieur...

LYON

Ecologie au quotidien

Silence vous invite à un débat dans ses locaux le vendredi 20 mai, à 18 h autour du thème de ce dossier. Vous pourrez à cette occasion découvrir le numéro de juin.

En chantier

Sous réserve, les prochains dossiers seront consacrés *au voyage au coin de la rue* (juin), *les alternatives en Nord-Pas-de-Calais* (été), *la désobéissance* (septembre)...

Handicapés

Dans l'éventualité d'un dossier sur la question, *S!lence* cherche des contacts et des témoignages de lieux d'accueils pour personnes handicapées adultes ayant des pratiques alternatives. Merci de nous répondre par courrier.

Obiettivo Decrescita



Alors que la version française du livre *Objectif décroissance* atteint les 10 000 exemplaires vendus, une version italienne vient de paraître.

Errata

■ Dans la "BD du mois" du numéro 321, nous annoncions que le Prix Tournesol était revenu à Manu Larcenet pour *Le retour à la terre, tome III.* Le prix est bien revenu à cet auteur mais pour *Le combat ordinaire* que nous présentions également dans cette chronique.

■ Dans le numéro 322, page 8, une photo montre une maison solaire en Ontario... au Canada et non aux Etats-Unis comme indiqué par erreur.

Pas d'annonces de voitures

Une petite annonce est parue dans le numéro 321... portant sur la vente d'une voiture. Nous avons décidé a posteriori que cette première serait aussi une dernière.

Ami-e-s de S!lence

■ **27 juillet - 4 août : rencontre d'été.** Pour sa quatrième édition, la rencontre se tiendra en Périgord, du mercredi 27 juillet au jeudi 4 août. Pour participer, il faut adhérer à l'association des Ami-e-s de *S!lence* (5 €) ; le prix de la semaine en camping, avec trois repas par jour est de 42 €. La nourriture est végétarienne et biologique. Avec l'inscription (20 juin dernier délai), il est demandé de verser 15 € d'arrhes.
Comme l'an passé, cette rencontre sera précédée à partir du mercredi 20 juillet par une semaine de préparation. L'association recherche des bénévoles pouvant aider à l'installation (nettoyage du terrain, aménagement de douches solaires, montage du chapiteau, etc.). Merci de prendre contact dès maintenant pour préparer les équipes.
La rencontre elle-même est gérée par tous, tant du point de vue des tâches communes que des ateliers où chacun peut faire profiter les autres de ses dons, connaissances, expériences.
Les Ami-e-s de S!lence, c/o Florence de Luna, 21c, rue Pierre-Brunier, 69300 Caluire. Courriel : flodeluna@tiscali.fr, tél : 03 44 20 24 65 ou 05 58 90 07 81.

■ **Ouest.** Suite aux rencontres de Brocéliande de l'été 2004 et avant les rencontres des Ami-e-s de *S!lence* 2005, des rencontres préparatoires sont envisagées en Bretagne et Pays de Loire. Débats autour des idées de *S!lence* : décroissance, non-violence, alternatives, végétarisme... Les personnes intéressées pour de tels moments de convivialité peuvent prendre contact avec *Alexis et Bleuen au 02 97 93 42 92.*

■ **Centre-Limousin.** Quelques lecteurs et/ou Ami-e-s de Silence proposent une rencontre au vert (entre Creuse et Indre) pour le week-end des 11 et 12 juin... voir plus. Pour plus de détails et la mise au point : *François et Virginie, tél : 02 54 30 14 50.*

N° 324 (juin) : clôture des articles et comité de lecture samedi 30 avril à 14 h.
Clôture des brèves : mercredi 4 mai à 12 h.
N° 325-326 (juillet-août) : clôture des articles et comité de lecture : samedi 28 mai à 14 h
Clôture des brèves : mardi 31 mai à 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 6 avril 2005.

Bulletin d'abonnement page 47

LE MOIS DE LASSERPE







HIVER 2005 : VAGUE DE FROID

PAS DE PANIQUE J'AI RACHETÉ DES DROITS POUR RÉCHAUFFER L'ATMOSPHÈRE

LASSERPE.



Editorial 

Agir localement

Si les problèmes écologiques et sociaux doivent être pensés "globalement" (au niveau du "globe"), la mise en pratique de nos idées, au niveau local, dans notre quotidien est indispensable pour être crédibles.

Les idéologies qui ont marqué le vingtième siècle (le communisme, le fascisme et maintenant le libéralisme) ont montré les dangers évidents d'attendre un changement autoritaire par le haut.

Agir au quotidien, réfléchir à nos gestes seul, en famille, au travail, dans la commune, permet non seulement d'approcher une plus grande cohérence de vie, mais aussi d'expérimenter sans cesse, dans diverses directions, de faire des erreurs, de revenir en arrière quand il le faut, d'ouvrir de nouveaux chemins, d'enrichir la diversité des alternatives possibles, d'enrichir les formes de solidarités.

Pour les théoriciens, la lecture du dossier qui suit, sur les gestes que font nos lecteurs, peut sembler modeste… comme peuvent sembler modestes de nombreux combats associatifs. Pourtant se changer soi-même doit accompagner la volonté de convaincre les autres. S'exposer, prendre des risques, c'est plus difficile que discourir. Mais au moment où l'élite essaie de nous imposer une constitution à la botte des multinationales, c'est sans doute une démarche plus proche de ce que devrait être la démocratie.

Comme le disait Gandhi : "l'arbre est dans la graine, comme la fin dans les moyens". Alors semons…

Michel Bernard ■

L'écologie au quotidien



Côté Jardins/ Francis Mainard

Nous poursuivons ici la publication de vos réponses au questionnaire lancé en 2003. De quoi prendre conscience de la richesse de nos pratiques.

La partie sur l'écologie au quotidien du questionnaire était composée de quatre questions appelant des réponses relativement courtes puis trois autres questions demandant des développements plus longs. Les quatre premières questions portaient sur les choix qualifiés d'écologiques que les personnes mettent en pratique à un niveau individuel (ou familial), à un niveau collectif, dans leur travail ou qui sont mis en place dans leur commune. A partir des réponses que nous avons reçues, nous avons préparé des tableaux présentant les choix les plus cités. Nous inscrirons aussi quelques réponses entières explicitant ces dé marches ou présentant des points de vue originaux.

Les tableaux font assez clairement apparaître les choix écologiques en vogue qui sont en train de se propager à une partie de plus en plus importante de la population et ceux, plus marginaux, qui restent l'œuvre d'écologistes plus "radicaux". Reste qu'il est important de souligner que tout le monde n'est pas égal face à la possibilité de faire des choix écologiques : le clivage ruraux/citadins est par exemple bien présent : il est en effet aussi difficile de faire du compostage pour quelqu'un-e habitant en ville que de ne pas utiliser de voitures pour quelqu'un-e habitant en campagne. Par ailleurs, certaines catégorisations ne nous permettent que très partiellement d'approcher des réalités sûrement très complexes. Ainsi "consommer du bio", qu'est-ce que ça veut dire ? Acheter une fois de temps en temps du pain dans une boulangerie bio ou refuser tous produits non certifiés "AB" ? D'ailleurs, consommer du bio à tout prix, est-ce plus ou moins écologique que consommer exclusivement des produits locaux ? Ainsi on peut s'interroger sur la qualité écologique de certains choix revendiqués. Parler esperanto, est-ce écologique ? Rouler au GPL, avec du gaz importé de Russie, est-ce bien écologique ?

A partir de réponses reçues, nous constatons comment il est difficile d'être écologiste à 100% aussi bien individuellement (parce que nous avons acquis une conscience écologiste, fruit de la culture à laquelle on s'est ressourcé depuis longtemps) qu'avec nos proches qui n'ont pas fait cette démarche (voir la partie sur la famille). Il semble que peu de lecteurs et lectrices de *S!lence* soient impliqué-e-s dans des pratiques collectives écologiques : peu de personnes se sont dites impliquées dans des Sels (systèmes d'échanges locaux), des achats groupés ou des Amap (association pour le maintien de l'agriculture paysanne). Serait-ce difficile de faire des choses dans le domaine collectif hormis sensibiliser, montrer l'exemple (prendre des autostoppeurs…) ou militer dans un groupe politique ? Les lecteurs et lectrices de *S!lence* sont-ils-elles individualistes ou est-ce le propre de l'écologisme de rester dans une sphère individualiste ? Il semble évident que vivre dans un environnement économique et social qui ne nous incite pas toujours à faire collectivement ces gestes ne facilite pas la tâche : ainsi dans la partie sur le travail ou la commune, on voit très bien les regrets exprimés par certain-e-s par rapport aux structures et aux personnes qui les entourent peu ou pas engagés dans des démarches écologistes.

Une fois de plus, il ne faut pas rechercher dans les lignes qui suivent une explication exhaustive de ce qu'est l'écologie au quotidien, mais bien plus une approche de ce que ce concept représente dans l'imaginaire des lecteurs et lectrices de *S!lence*.

Les choix écologiques au niveau individuel

259 personnes ont répondu à cette question demandant d'indiquer quels étaient les choix qualifiés d'écologiques mis en pratique à un niveau individuel.

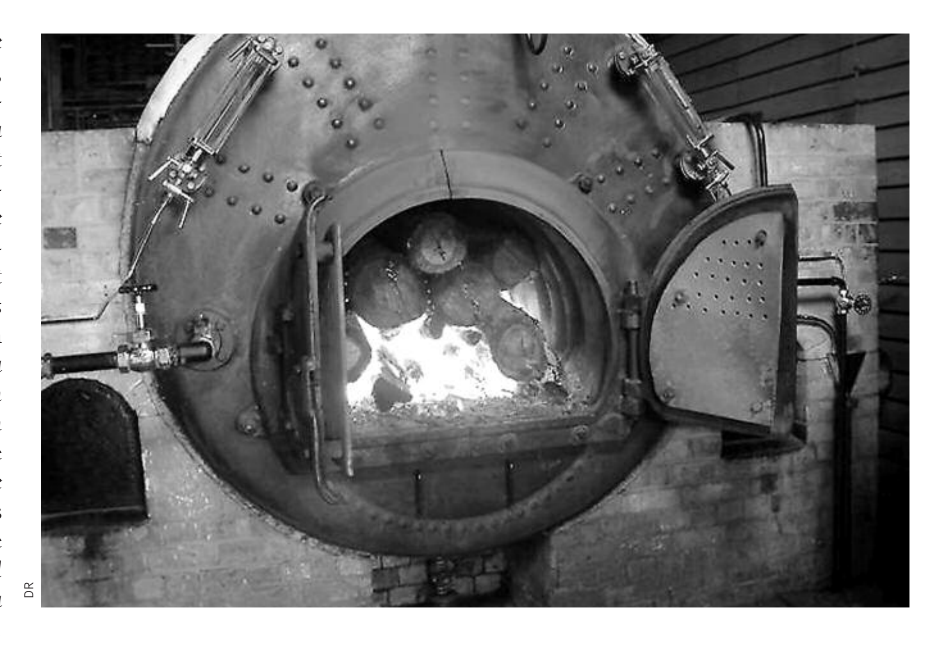
Faire le tri des déchets	121
Consommer du bio	117
Faire des économies d'énergie	77
Réfléchir à sa consommation	75
Se déplacer à vélo	67
Consommer local	63
Avoir un jardin (bio)	55
Etre végétarien-ne (voire végétalien-ne)	41(10)
Utiliser la voiture le moins possible	40
Se déplacer avec les transports en commun	37
Eviter emballages ou sacs plastiques	29
Faire du recyclage	27
Se déplacer à pied	26
Se chauffer au bois	25
Boycotter certains produits et les grandes surfaces	23
Utiliser des ampoules économes	22
Ne pas avoir de voiture	21
Utiliser les« énergies renouvelables » (chauffe eau solaire, panneaux solaires…)	20
Avoir une vie simple	20
Avoir des éléments de bio construction	19
Réduire au minimum ses déchets	18
Faire de la récupération	16
Ne pas avoir de télé	16
Lutter contre les gaspillages	14
Rouler au GPL	12
Choisir des vacances différentes (ne pas prendre l'avion, ni les circuits touristiques…)	10
Se chauffer le minimum (ou pas du tout)	9
Ne pas avoir de téléphone portable	7
Récupérer l'eau de pluie	7
Faire des cueillettes	4
Avoir un compte à la Nef	4
Avoir des toilettes sèches	4
Parler espéranto	4
Limiter l'utilisation d'appareils électroménagers	4

"Je me nourris de végétaux et champignons déclare fièrement un jeune programmateur en informatique*, me déplace à vélo, en train, ou à pieds, cueille des fruits, jette moins de un kg de déchets par mois, n'ai pas de réfrigérateur, de produits vaisselle et de cosmétiques"* alors qu'une commerçante proche de la retraite pointe que son acte personnel *"le plus important c'est de n'avoir eu qu'un seul enfant"*. Un saisonnier trentenaire a, quant à lui, *"démissionné de son poste de vendeur agricole pour ne plus cautionner les dealers phytosanitaires et essaye un retour à la terre avec la création d'un troupeau ovin et la location d'un potager"*. Se sent-il proche de cet ingénieur de plus de cinquante ans qui *"fait des confitures avec tous les fruits bio du jardin et transforme les tissus usagés en sacs…"*, de cette enseignante proche de la retraite qui *"essaye de valoriser au mieux son environnement immédiat, avec la production de lait de chèvre, l'autonomie en eau, le chauffage au bois ou les panneaux photovoltaïques"* ou encore de ce reporter-cinéaste-pépiniériste qui dit avoir une *"vie tribale et une alimentation sauvage" ?*

Au niveau familial…

La deuxième question demandait de dire quels étaient les choix écologiques au niveau familial, dans le cas où ils seraient différents de ceux de la personne répondant au questionnaire. Cela peut s'expliquer de deux façons. Soit ces choix sont identiques, soit ils sont plutôt différents comme nous le montrent ces quelques réponses reçues.

"Ma famille est indifférente à l'écologie sauf ma mère", déplore un étudiant, rejoint par un chauffeur de plus de quarante ans qui s'attriste *"les membres de ma famille ne sont que des moutons, ils suivent le système"* et par cette palefrenière soulignant qu'elle est *"et de loin, la plus écolo de la famille"*. Alors que cette jeune animatrice s'amuse de ce que *"sa famille est végétarienne, mais du genre à raffoler des chips et des yaourts sucrés allégés"*, un ingénieur à la retraite annonce lui que *"sa copine est une ancienne RPR : on mange en compromis. Parfois du bio mais acheté en super marché"*. *"J'ai le souci,* déclare une greffière, *de transmettre ma prise de conscience à mes enfants"*. Cependant ces derniers sont-ils comme ceux de cette agente touristique qui *"ont encore du mal à s'afficher volontaires pour l'écologie et à sortir du système de consommation ?"*. Enfin ce jeune étudiant, qui *"apparaît comme radical ce qui suscite des tensions"*, est sûrement dans le même genre de situation délicate que cette tout aussi jeune animatrice qui *"fait régulièrement des tentatives de dialogue, plus ou moins abouties"*…


DR

Au niveau collectif

Quelles sont les actions collectives concernant l'écologie mises en pratique par les lecteurs et lectrices de S!lence ? (154 réponses)

Essayer de sensibiliser à l'écologie (discussions, éducation des enfants, montrer « l'exemple ») 38
Militer (anti-nucléaire, végétalien, promotion du vélo, promotion des énergies renouvelables, au sein des Verts, participer à des manifs…) . . .27
Faire du covoiturage (ou prendre des auto-stoppeur-euses) 26
Avoir des pratiques d'entraide, de partage (mutuallisation de matériel ou des connaissances, participation à un SEL…) 25
Aide à des associations (soutien financier, adhésions) 17
Faire pression sur des élu-e-s (groupe de pression pour tri, pédibus ou méthode HQE haute qualité environnementale, lobbying anti-nucléaire) 8
Faire du jardinage ou agriculture bio avec un groupe (amis, scolaire, insertion) 7
Participer à une Amap (groupement producteur-consommateurs) 4
Faire des achats groupés 4


DR

"L'exemple est une manière éducative certaine, développe cette infirmière, *j'ose faire des remarques à une attitude contraire à mes valeurs"* alors que cette accompagnatrice en montagne déclare *"faire de l'écologie relationnelle en communiquant de façon simple et conviviale"*. Tout le monde n'a certes pas les moyens de cet instituteur quarantenaire qui *"en tant qu'adjoint au maire, a impulsé le développement HQE, mis en place un espace info-énergie et développé l'utilisation solaire"* ou de cet ancien sous-directeur général de l'Organisation mondiale de la santé qui *"cherche à influencer des parlementaires honnêtes et influents"*. Par contre, l'action de ce phytopatologiste qui a *"demandé la mise en place du tri sélectif aux dernières municipales"* semble bien plus accessible. Pourquoi pas non plus s'inspirer des actes de ce prof qui *"publie un site Internet gratuit pour apprendre à faire un chauffe eau solaire"*, de ce "rentier" qui, avec des amis *"est en train de mettre en place un projet de vie sauvage, autour d'une tribu intentionnelle en total partage économique"* ? Ou de ce facteur trentenaire qui *"écrit des articles sur l'auto-production, aide sur des lieux alternatifs, anime des ateliers sur l'auto-production, et participe à une cantine autogérée…"* ?

Au travail

Quels choix qualifiés écologiques sont réalisés par les lecteurs et lectrices de *S!lence*, dans le cadre de leur travail ? (146 réponses)

Faire attention aux déchets (limitation, tri, recyclage divers)...................................85
Aucun 26
Sensibiliser les collègues ou les personnes fréquentées 24
Réfléchir à sa consommation (faire des économies d'énergies, éteindre les veilleuses, limiter les achats…)..................................20
Lutter contre les gaspillages.......................17
Consommer bio 14
S'y rendre à pied ou à vélo.........................10
Consommation équitable (choix de matériaux « éthiques », commerce équitable) 10
Travailler dans l'agriculture biologique..........6
Y aller en covoiturage 5
Se chauffer au bois 4

Il y a beaucoup d'exemples de possibles gestes écologiques selon les types de travail. Ainsi un radiologue *"évite les examens inutiles (films de radiographie) en expliquant les dangers de rayons"* ; un ouvrier agricole *"cherche à produire moins mais plus propre"* ; un ébéniste *"refuse les chantiers au-delà de 100 km, utilise du bois local et valorise les déchets"* ; un musicien déclare ne travailler *"qu'en acoustique avec des instruments et voix en direct sans aucune technologie"* ; une jeune enseignante-chercheuse *"explique à des élèves ingénieurs les enjeux écologiques"* ; un psychiatre *"travaille sans rendez-vous et accueille gratuitement les marginaux"* ; une agricultrice quarantenaire dit faire de

"l'agriculture bio dynamique par un travail assez manuel et peu de machines" ; une jeune fille annonce que *"sa pratique d'étudiante aux beaux-arts lui a fait introduire des notions de déchets et d'écologie à l'école"*. Cependant ce n'est pas toujours possible de pouvoir mettre en pratique ses idéaux dans le cadre du travail. Ainsi ce chauffeur travaillant pour une imprimerie déplore que *"rien n'est fait, je me heurte à un mur réactionnaire"* tout comme ce professeur qui a *"vraiment les mains liées : gaspillage de papier, ordinateur qui ronfle toute la sainte journée…"*. Si rien ne peut être fait, ne devraient-ils pas s'inspirer des actes de ce psychothérapeute qui a *"cessé de travailler à 52 ans pour avoir moins d'argent et pour vivre mieux"* ou de cet ancien gérant de compagnie de théâtre qui déclare que *"le choix le plus sain que je viens de faire c'est de démissionner…"*. Une démarche à laquelle se joignent quatre autres personnes ayant répondu à notre questionnaire…

Dans la commune

Quels sont les choix, qualifiés d'écologiques, que mettent en pratique les communes où habitent les lecteurs et lectrices de *S!lence* ? (189 réponses)

Mise en place du tri des déchets	91
Aucun	51
Bon réseau de transports en commun	31
Aménagement de pistes cyclables	20
Promotion énergies renouvelables (éoliennes, équipements solaires)	7
Du bio dans lieux de restauration municipaux (cantines, ...)	6
Eteindre les lumières publiques après 1 heure du matin	5
Réduire la place de la voiture	5
Refus d'installations (usine, OGM, produits toxiques)	5
Assainissement de l'eau	4
Aménagement de l'environnement (espaces verts, littoral)	4
Mise en place des pédibus	3

Et voici d'autres exemples d'actions entreprises dans les communes citées dans le questionnaire. Cela pourrait peut-être donner des idées à certain-e-s : *"distribution de bacs à compostage aux particuliers pour diminuer le volume des ordures ménagères"* ; *"charte de non-utilisation de bois exotiques, location de vélos, des parkings en périphérie près du tramway"* ; *"prime pour installations solaires, espaces verts sans pesticides"* ; *"Tréguier, un port, refuse le déchargement des amonitrates"* ; *"mise en place d'une équipe de travail pour retenir l'eau dans les vallées"* ; *"études et actions contre le bruit"* ; *"refus d'une centrale au charbon"* ; *"alimentation d'origine locale dans les cantines scolaires"* ; *"Tous ! Même avoir une installation photovoltaïque non justifiée économiquement"*. Mais il y a eu aussi une cinquantaine de réponses déplorant l'attitude des communes qui ne semblent pas vraiment être préoccupées par l'écologie ; pour preuve les réponses de type *"reléguer les classes sociales basses, les populations immigrées et les marginaux à la périphérie de la ville !"* ; *"il n'y a même pas de trottoirs dignes de ce nom !"* ; *"A peine un pseudo-tri…"* ; *"Dans l'Aude la mafia socialiste règne en maître…"* ; *"ma commune a fait le choix du tourisme à outrance, avec toutes les conséquences polluantes qui en découlent"*.


Bedzed : logements sociaux à Londres, un modèle architectural

1) Toits avec jardins, capteurs solaires et ventilation. DR


2) appartements. DR

Les trois autres questions appelaient des développements plus longs, nous reproduisons ici des parties des réponses que nous avons reçues. Première question : quels sont vos actes en relation aux questions abordées par la problématique de la décroissance, de la lutte contre la marchandisation, du commerce équitable, de l'entraide, de la convivialité, de l'autonomie…?

Entre analyse…

"Mes actes et ceux de ma famille tiennent compte de la décroissance. Quand mon mari a commencé à travailler, j'ai trouvé que nous avions trop d'argent. Pour l'instant nous économisons pour construire une maison, mais après il est hors de question que les deux travaillent. Nous avons autre chose à faire…" (secrétaire).

"Chez moi tout est guidé par l'envie de changer de société, c'est ma problématique de vie et je n'ai pas d'autres envies" (étudiant).

"J'ai l'impression que ces actes convergent en faveur d'un changement de société et que d'une manière ou d'une autre, on y retrouve l'expression à la fois de décroissance et d'autonomie" (agriculteur).

"J'habite dans un village rural et ce qui est sûr, c'est que les paysans ne sont pas écolos. Par contre, la différence se voit entre un urbain qui fait construire une grosse villa avec tout ce que cela implique comme pollution et les ruraux de toujours qui eux semblent être naturellement dans la décroissance, du moins dans la petite consommation" (jeune animatrice).

…et pratique

"Pour la décroissance : économies d'énergies, moins de transports, mode de vie simple, énergies renouvelables. Pour la lutte contre la marchandisation : local, recyclage, entraide, médecines parallèles, énergie renouvelable (…)" (ingénieur retraité).

"Je suis en temps partiel volontaire, je refuse d'aller au boulot en voiture, je limite mes achats liés à la mode ou au superflu, et ne rentre pas dans la culture des cadeaux" (professeur).

"Pour la lutte contre la marchandisation : jardin, échanges de services, localement, créer un collectif local, mais les gens sont trop différents. Nous devons terroriser par l'info avant la catastrophe" (formateur en insertion).

"J'évite les consommations inutiles, je répare, recouds et garde le plus longtemps possible, passe régulièrement à Oxfam solidarity. (...) je vis seul depuis mes 19 ans, j'ai même vécu dans un bâtiment en bois, sans électricité ni eau" (ouvrier trentenaire).

"Je fais des récups, du jardin bio, des réparations dans le voisinage, je me déplace à pied, à vélo, en train ou en stop, énergies renouvelables : se fabriquer des équipements, lutte contre gaspillage, achats d'occasion, être au moins végétarien, achats locaux" (moniteur dans un centre social).

"Faire des réductions supplémentaires de consommation, tabac, vin, démissionner du boulot, participer à un éco-village" (ouvrier).

Mais alors quels seraient les actions et moyens à mettre en place pour renforcer cette tendance ?

Sensibilisation

"Développer le lectorat de S!lence au-delà des irréductibles gaulois" (cheminot).

"Informer des avantages économiques des gestes écologiques sans penser plus loin que le local ; harceler la grande distribution, faire des campagnes de boycott" (ingénieur).

"Il faudrait être visible par des vélos, des composteurs collectifs, des ateliers dans la rue, des portes ouvertes dans les immeubles. Il faudrait créer des événements festifs qui font participer les gens et qui leur donnent envie d'aller plus loin" (instit et facteur).

"La décroissance à laquelle on ne pourra pas échapper n'est à mon avis pas encore inscrite dans la mentalité des gens qui depuis plusieurs siècles ont accepté que leur propre existence soit remplacée par la machine. (...) Il faudrait donc que l'homme veuille reprendre sa place (le moi) et qu'il remette l'autre (la machine) à sa place (...). L'autonomie ne peut se faire que par le renoncement de l'autre (voiture climatisée, divers objets de consommation), par l'acceptation de soi ce qui est toujours un renoncement de soi afin d'être utile pour les autres" (jeune ouvrier).

Commencer par se changer

"Dans tout changement, commencer par soi et résister à la tentation d'imposer des changements aux autres – blocage garanti ! – au contraire cultiver la patience et la détermination (...), être capable de témoigner de son expérience et de ses engagements sans culpabiliser les autres (les "méchants" automobilistes et les "égoïstes" consommateurs de bio et de café équitable dans les supermarchés)" (étudiant).


DR
Education à l'environnement.

"On pourrait se passer du pétrole dans nos transports" (menuisier).

"Se passer du superflu et acheter uniquement l'indispensable, regarder peu la télé, ne pas utiliser des transports polluants, réfléchir à la nécessité d'aller toujours plus vite et plus loin" (personnel Atos).

"Beaucoup plus de bonnes volontés, de motivation, de courage et d'amour" (guide touristique).

"Il faut faire un travail de réflexion très important, lié au travail d'information. Il faudrait pouvoir disposer d'outils collectifs : rencontres, table ronde, colloques, réunions en tout genre. Dans une région où vit un nombre significatif de lecteurs de S!lence, ces rencontres pourraient commencer…" (instituteur proche de la retraite).


DR
Jardin pédagogique.

"Le premier impératif est de trouver notre temps, s'approprier notre temps, avec une réduction du temps de travail. Moins de temps salarié : moins de revenus : moins de possibilités d'achat : plus de temps ! Par exemple avec mon compagnon, depuis que nous travaillons moins nous avons retrouvé la jouissance du faire ! (...)" (infirmière).

Puis changer le monde… mais comment ?

"Créer des groupes locaux partout et qu'ils fassent du concret plutôt que de discuter entre militants dans les manifs. Ça veut dire s'échanger les pratiques et les infos et les moyens (ateliers collectifs, biblio communes) mais aussi se soutenir : par des chantiers festifs, des groupes de recherche collectifs" (instituteur et facteur).

"Mutualiser les outils et les expériences en utilisant et en rassemblant ce qui a déjà été fait, multiplier les groupes locaux, dans lesquels on échange des expériences et on se soutient pour changer notre quotidien avec également la possibilité d'aller plus loin par des actions collectives" (étudiant).

"Le deuxième type de moyens consiste à favoriser notre libération pratique sur tous les plans. Il s'agit de s'engager, de participer à toutes les initiatives permettant l'indépendance, la résistance et l'émancipation concrètes vis-à-vis des structures étatiques ou capitalistes et l'émergence d'une société nouvelle, non autoritaire, décentralisée, égalitaire et écologiste. L'implication dans des Sels, des réseaux d'échanges de savoirs et de compétences, des réseaux producteurs-consommateurs de type Amap, des chantiers participatifs, des initiatives économiques autogérées, des zones de gratuité, des jardins collectifs, des occupations de terres ou de bien immobiliers laissés en jachère pour raisons spéculatives... vont dans ce sens" (graphiste).

"Lutter contre la pub et en faire comprendre méfaits, actions originales d'éducation populaire, développer les lieux alternatifs, développer des sociétés coopératives, que des groupes qui défendent l'écologie politique ne fassent pas des concessions à ceux qui prônent la pensée unique" (moniteur dans un centre social).

"Aujourd'hui il y a une inexistence d'organisation d'actions de communications culturelles publiques en faveur d'un cadre de vie vivable. Si nous voulons continuer à étudier notre système solaire, notre galaxie, notre cosmos, il va falloir se donner la main. L'occasion, ce sont des espaces publics avec des actions concrètes organisées : il ne s'agit


DR

Fabrication collective de confitures.

pas de manifs ou de revendications. Il s'agit d'animations et de revendications, comme par exemple des pièces de théâtre" (anonyme).

"Unir nos forces syndicales ou associatives; l'éclatement fait la richesse de mouvement mais aussi sa faiblesse politique" (professeur).

"Il est nécessaire que l'action devienne un peu plus collective car nos actes dérisoires de résistances individuelles sont décourageants de leur faible efficacité" (vendeuse).

"Il faut des vraies politiques de développement des énergies renouvelables, des vraies politiques de vie associatives, abandonner le transport routier au profit du rail, et mettre en place une vraie politique agricole en faveur du bio" (ingénieur retraité).

"L'écologie ne doit pas devenir une idéologie" (professeur).

"J'ai peur que bien souvent, l'écologie se résume à une bonne conscience (le commerce équitable ne remet pas fondamentalement en cause l'économie libérale, le développement durable est un oxymore) plutôt qu'à une réelle volonté collective ou individuelle, d'inverser le cours des choses. Le bilan est pourtant beaucoup plus grave que ce que les experts imaginaient. Pour lutter contre cet état d'esprit, proche du découragement, je vois beaucoup de moyens de lutte : se faire entendre par des tracts et manifs. Jouer les cassandres : insister sur les conséquences beaucoup plus graves que ce que l'on veut bien nous faire entendre. Faire comprendre autour de soi que tout ne repose pas sur les élus et que nous avons un pouvoir individuel : celui d'une consommation responsable. Il faut avoir de la ténacité" (ingénieur).

Quels sont les obstacles, depuis votre niveau individuel, jusqu'au niveau le plus collectif ?

"Tradition, fric, individualisme, assistanat" (secrétaire).

"Cupidité, peur, jalousie, lâcheté, bêtise, individualisme forcené" (guide touristique).

"Egoïsme, bêtise, lâcheté de ceux qui peuvent changer les choses, le travail, le pouvoir" (précaire).

"Flemme, amour du confort, de notre individualisme, attachement à faire des économies. Manque de législation interdisant certaines matières et certaines pratiques" (instituteur).

Obstacles individuels

"Les murs dans nos têtes" (ouvrier agricole quarantenaire)

"Nous ! et notre difficulté à communiquer. Collectivement, les obstacles paraissent insurmontables, par exemple pour ce qui est du tri sélectif (...)" (agriculteur).

"L'indifférence ou la résignation de la population ; la gratuité dans les relations humaines est rare, ne pas oser s'afficher pleinement différent, pas mettre des structures en conformité avec ses convictions, la timidité, la pensée unique, l'omniprésence des multinationales et de la pub, la difficulté pour beaucoup d'envisager une alternative à société de consommation, le syndrome Nimby, la complexité de la législation" (moniteur).

"Il faut décoloniser notre pensée. C'est lutter chaque instant contre les médias, la pub, les clichés. Se défaire de la TV (...) Comment apprendre à débattre (c'est le fondement de la démocratie, non) ? Donc réapprendre à débattre, s'écouter, créer les conditions de la démocratie participative mais c'est bien difficile" (infirmière).

"D'abord psychologique : la peur de se différencier, d'être subversif" (mécanicien).

"Sommes-nous vraiment prêts à changer radicalement nos façons concrètes d'agir et consommer ? La difficulté est dans le renoncement aux facilités et futilités que notre adhésion implicite au système nous offre en compensations immédiates de nos manques profonds. Je vois d'énormes résistances en moi pour mettre en acte concrètement au quotidien de ma vie les prises de conscience déjà faites. Je ressens dans mon entourage encore plus de résistances, malgré toutes les informations dont nous disposons, si nous les recherchons un peu. Le plus urgent c'est de connaître ce qui se fait et ce qui marche. Quand elles ne sont pas dans des milieux très marginaux mais à l'échelle d'un quartier ou d'une ville, ça aide, ça devient quelque chose de moins impossible à faire" (instituteur proche de la retraite).

"Même ceux qui s'en défendent (écologistes radicaux ou anarchistes) peuvent parfois manifester s'en sans rendre compte des contradictions flagrantes montrant qu'ils ne sont pas totalement guéris du système libéral. En disant cela, il est important de souligner que je ne vois pas un "mieux" entre "moi" (cherchant un autre modèle de société) et "les autres" (se complaisant dans la société de consommation), car je n'y mets pas de jugements de valeurs : je pense qu'il est difficile pour tout le monde de sortir de cette manipulation, comme c'est encore difficile pour moi de voir comment elle touche peut-être encore certains aspects de ma vie individuelle. Cela nécessite une véritable et profonde insurrection des consciences (Théodore Monod) (...)" (ingénieur).

"Le problème majeur est la prise de conscience et ça on ne peut pas obliger les gens à penser autrement" (infirmière).

"Il y a des changements personnels et familiaux à opérer, je pense ne pouvoir être crédible dans le sens de la décroissance, ou de la simplicité volontaire que lorsque je mettrai en pratique au niveau personnel et familial cette pensée" (technicien agricole).

"Je ne suis pas du tout optimiste quant à la diffusion de l'idée de décroissance. Cela veut dire vivre avec moins et cela fait peur. Pourtant, paradoxalement, ils sont attirés par une vie plus simple et plus chaleureuse. Mais c'est un rêve qu'ils se sentent incapables de concrétiser par peur de manquer. L'autonomie est ce qui manque le plus aux gens. Ils n'osent même pas savoir de quoi est fait ce qu'ils mangent. Mais comment être autonome en ville ? Pour ma part je crois que c'est impossible car l'autonomie commence par la production de sa nourriture et se poursuit par la possession de son logement et le non salariat. (...) Je suis également pessimiste sur l'évolution de l'entraide et de la solidarité, car les gens de ma génération savent de moins en moins ce que c'est. Je crois qu'il faudrait une forte baisse du pouvoir d'achat pour que cela change" (secrétaire).

Obstacles structurels

"Il n'y a pas assez de transports en commun et de commerces de proximité dans les campagnes pour pouvoir vivre plus localement. Cela renforcerait aussi la convivialité et l'entraide" (ingénieur).

"Le surcoût du bio, l'impossibilité de choisir un mode de chauffage en location, il n'y a pas de réelle politique en faveur du bio, l'ignorance totale des politiques, les idées reçues selon lesquelles le bonheur passe par le matériel (...), la foutue télé qui abrutit, le poids des habitudes, le choix de la facilité (...), pour certains produits on n'a plus le choix, difficulté de s'équiper en solaire ou éolien et de construire écolo" (ingénieur retraité).

"Il y a un manque d'outil collectif. Nous sommes habitués à des outils collectifs qui ne peuvent pas fonctionner. Jamais à l'école l'enfant n'apprend à travailler avec d'autres, dès la maternelle il est en concurrence. Il n'existe pas de diplôme qui évalue la capacité à travailler en équipe" (prof).


DR
Récupération des eaux de pluie.


DR
Cuiseur solaire... fabriqué avec des CD !

"Nous vivons dans une société libérale du chacun pour soi" (sous-directeur général de l'Organisation mondiale de la santé retraité).

"On me dit tous les jours que je dois avoir un métier pour vivre, ce métier va à 100% à l'opposé de mes convictions écologistes. Qu'y puis-je ? Si je dis non, je perds mon chez moi. Je participe à un jardin convivial mais cela ne remet pas en cause notre aliénation, ça nous donne juste des légumes" (prof).

"Il n'y a pas de représentation politique forte de l'idée écologique : à part les petits partis et associations. Par conséquent on peut penser que la droite ou la gauche c'est pareil et qu'il est inutile de voter. Individuellement les gens ne croient pas à l'agriculture bio ou à d'autres mesures, vraisemblablement parce qu'ils pensent que de toute façon la pollution est partout et que l'on ne peut pas revenir en arrière (...). Il y a une manipulation monstrueuse, ne serait-ce qu'à raison de trois heures de télévision par jour et une centaine de messages freudiens. Comment garder son sens critique face à une telle entreprise de décervelement ou de lobotomie cathodique ?" (ingénieur).

"C'est la structure même du système. C'est un changement radical qu'il nous faut espérer aujourd'hui, vu l'urgence de la situation. Mais comment faire comprendre aux gens qu'ils ne devraient pas aller à l'usine le lendemain ? Aux tenants de l'économie libérale qu'ils se fourvoient en continuant à aller tête baissée dans l'impasse de la propriété privée, de l'égoïsme et du profit ? Sortir de la logique marchande et la priorité est un travail de conscientisation énorme vu la manipulation des médias" (instituteur).

"C'est le système capitaliste avec l'éducation qui en découle. Il faut dépasser le stade de militant des pays riches. Il faut créer une émulation mondiale…" (étudiant).

L'espoir fait vivre

A travers les réponses des lecteurs et lectrices de *S!lence* à propos de l'écologie au quotidien, on peut pointer deux choses essentielles :

• la prise de conscience progressive d'une partie de la population de la responsabilité des hommes et des femmes dans la dégradation de l'environnement et, donc la propagation tout aussi progressive de certains gestes écologiques,

• l'ampleur de la tâche et l'importance des obstacles (tant individuels que structurels) empêchant que ces gestes se généralisent et aient vraiment une incidence sur l'évolution de la planète.

Dès lors, pourquoi ne pas prêcher un certain pessimisme jugeant tout véritable changement comme très improbable ? Pourquoi s'obstiner à vanter les mérites des gestes écologiques quotidiens, rendus "ridicules" par le trop faible nombre de pratiquants ? Pourquoi se fatiguer à vouloir freiner la course en avant alors qu'il semble impossible de s'arrêter avant le mur ?

Car tout d'abord nous gardons encore l'espoir que le mur peut être évité, qu'il pourrait y avoir un demi-tour dans les comportements, permettant de prendre une direction moins suicidaire. Peut-être faudra-t-il une bonne secousse, une grave crise écologique, pour nous faire prendre conscience de la nécessité de changer la direction, et quand bien même cette prise de conscience serait prise, la concrétisation risque de ne pas être évidente. Mais le changement pourra se faire d'autant plus facilement si un nombre important de personnes le préparent d'aujourd'hui et diffusent donc les gestes écologiques du quotidien.

Mais l'ecologisme ne doit certainement pas, à notre sens, se cantonner dans la seule prétention de *"sauver le monde"*. Un changement de direction est tellement improbable qu'il ne faut pas avoir cet objectif unique en tête et se prendre pour des "messies". Les gestes écologiques du quotidien doivent surtout être considérés comme une manière pour chacun-e de se réaliser, d'être cohérent avec ses idéaux et non comme une contrainte énorme mais obligatoire, ou comme un "chemin de croix". Ceci afin que l'écologie ne soit pas l'apanage de prophètes clamant la culpabilité de l'humanité, mais de pro-fêtes désirant en finir avec la tristesse et la stupidité des comportements anti-écologiques.

Vincent Peyret et Mimmo Pucciarelli ■


Côté Jardins

De quoi être fier !

Malgré nos moyens dérisoires, nous avons réussi à réinventer la vie dans tous les domaines !

Quel foisonnement ! Bravo les lecteurs de *S!lence !* Pour cultiver, distribuer, cuisiner, transmettre les savoirs, recycler, vous avez des solutions en abondance, toutes respectueuses des hommes et de l'environnement. Ces actes quotidiens sont plus qu'un catalogue, un manifeste ou un programme de parti. Notre volonté de réduire les nuisances infligées à la planète nous pousse à tout reconsidérer, du plus petit acte jusqu'à la vision du monde, et c'est comme ça qu'une nouvelle culture est née !

Les Amis de la Terre ont d'emblée participé à sa genèse. Je dis donc "nous" en associant de façon non limitative les lecteurs de *S!lence*, les Amis de la Terre et leurs sympathisants. Nous pouvons être fiers de ce que nous avons élaboré collectivement, contre vents et marées. En effet, nos moyens étaient et restent dérisoires comparés aux poids lourds de la finance, de l'industrie, des médias et de la politique qui ont tout fait pour nous discréditer. Mais, le bon sens étant trop visiblement de notre côté, ils reprennent maintenant nos mots qui, sans volonté derrière, deviennent caricatures et lettres mortes.

Pendant ce temps, nous mettons en œuvre des solutions anciennes ou originales, pour répondre à toutes les circonstances de la vie. Où commence et où finit le quotidien ? A la liste établie par les lecteurs, j'ajoute la naissance et la mort. Dans quelle catégorie les placer : familiale ? collective ? Ce qui est nouveau, c'est justement la chute des barrières artificielles. Nous avons peu d'enfants mais ils sont chaleureusement accueillis par le père, prêt à prendre sa part dans leur éducation et la mère engagée dans l'échange primordial qu'est l'allaitement... Tous nos actes deviennent occasion d'échange, jusqu'à l'autre bout de la vie, dans l'acceptation qu'elle prenne fin sans acharnement thérapeutique, et dans le retour de notre organisme dans le grand cycle de la nature. Pas de pierre tombale mais un rosier, des cosmos, de la lavande... L'amour trouve d'autres formes.

Nos rêves réussissent à enchanter la réalité, dans la solidarité.

Se réapproprier le temps de tâtonner

Entre ces deux pôles, nous réinventons la vie. Nos maisons et nos jardins pactisent avec la terre, l'eau et le soleil. Notre cuisine attentive aux saisons est sainement savoureuse. Nos marchés sont des lieux de rencontres animées Quand d'autres massifient et délocalisent la production, nous la voulons à échelle humaine : circuits courts entre producteurs et consommateurs, artisanat, énergies décentrale-isées.

Et nous sommes prêts à partager nos expériences : ce n'est pas sorcier, ça coûte au début mais c'est à la portée d'un voisinage, le tout c'est de se réapproprier le temps de tâtonner. C'est-à-dire, en suivant la voie ouverte par les Sel, déconnecter le temps des rapports marchands.

Dans nos techniques, l'erreur est permise, avec un peu d'indulgence et de patience, elle est réparable. Tout le contrai-

re du pari sur la perfection que nous imposent le nucléaire, les OGM et autres délires. Les technocrates et leurs supporters nous accusent d'être des rêveurs, mais ils le sont au moins autant, sauf que leurs rêves de domination, d'accaparement et d'alignement tournent au cauchemar planétaire. Nos rêves à nous réussissent à enchanter la réalité, dans la solidarité. C'est tout de même autre chose !

Pour les plaisirs, nous ne dépendons pas non plus du supermarché culturel. Le rapport à notre corps est à la fois plus libre et plus attentif, plus sobre et plus jouissif. Une synergie que les accrocs de la consommation ont du mal à concevoir, et ils ne sont pas au bout de leur perplexité ! Plusieurs d'entre nous connaissent les bals folk qui illustrent une autre dimension culturelle : plus on partage le plaisir, plus il s'accroît. Le même rythme entraîne jeunes et vieux dans une transmission venue du fond des âges et sans cesse revivifiée. Le rapport à notre corps est à la fois plus sobre, plus attentif et plus jouissif.


Côté Jardins

Il nous arrive même de rire et de danser dans des circonstances qui soulèvent notre colère. Je ne suis pas trop d'accord avec l'idée exprimée par l'une des personnes : "nous devons terroriser par l'info avant la catastrophe". Cela entraîne un renversement des rôles : une pub polluante se pare de tous les attraits et nos choix responsables se profilent sur fond d'effroi. Que ce soit bien clair : le malheur gît sous le clinquant de la démagogie tandis que le bonheur vit en nous. Tout le monde n'a pas le courage de regarder la réalité en face.

Les pollutions radioactives, génétiques, chimiques, thermiques, électromagnétiques, désorganisent le vivant mais nos irresponsables décideurs et les moutons qui les suivent n'ont pas peur ! Il leur suffit de dire "je ne veux pas le savoir" et ils anesthésient sous un tas de fausses valeurs l'instinct de conservation de l'espèce. Ils ont en commun avec les terroristes le sentiment de n'avoir rien à perdre. Nous, nous avons des liens d'affection et une idée du bonheur à défendre, nous y puisons un autre de nos paradoxes : le courage d'avoir peur !

Diversité du vivant

Le respect pour la diversité demande une approche qualitative. Comment traduire respect de la diversité et choix du qualitatif quand il s'agit de vivre ensemble et partager les responsabilités ? Même sous label vert ou rouge, les élections massifient et délocalisent les décisions, et nous, nous voulons décider en commençant à l'échelle du voisinage, en pensant aux riverains du même fleuve, aux usagers présents et futurs de la même planète.

Bien sûr que ce n'est pas facile de palabrer avec son voisin, il faudra peut-être clarifier les grands principes, faire appel à un arbitrage mais c'est illusoire de croire qu'on va pouvoir négliger ce premier niveau : c'est la vie et c'est la démocratie participative dont les associations sont les maillons les plus repérables.

Un lecteur dit "il faudrait vivre en ermite", je pense au contraire que nos engagements sont plus faciles à tenir au sein d'une association où l'on "frotte sa cervelle à celle d'autrui" comme le dit Montaigne.

Discussions en petits groupes, synthèses respectueuses de la diversité des situations, coordinations capables de faire le tour du monde. Les Amis de la Terre connaissent. Les forums sociaux, la Via Campesina dont fait partie la Confédération paysanne, aussi... Des réseaux se tissent aussi par thèmes : Sortir du nucléaire, Vigilance OGM, Réseau action climat...

Les signataires des accords de Rio nous ont donné raison et la loi d'aménagement du territoire dite Loi Voynet est une conséquence de ces accords. Elle instaure partout des conseils de développement dans tous les pays et dans toutes les agglomérations. Investissons ces nouvelles instances, prolongements naturels de l'écologie au quotidien...

Françoise Chanial ■

Amis de la Terre, 2b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil-sous-Bois, tél : 01 48 51 32 22.

Avec Michel Chanial, l'auteure a participé à l'essor des Amis de la Terre. Plusieurs figures de ce mouvement, né il y a trente ans, ont bifurqué vers le politique tandis que ceux qui ont gardé le nom, optaient résolument pour la voie associative. Leur traversée du désert s'achève. Des groupes locaux ont résisté aux turbulences, d'autres naissent ou renaissent. Les Amis de la Terre-France reprennent leur place dans le concert international des Friends of the Earth, devenu entre temps le premier réseau écologique au niveau planétaire.


DR

Mettre en pratique les idées fortes de l'écologie tel est donc le défi que les lecteurs de *S!lence* se sont lancé. Une bien belle perspective d'une société plus humaine, plus respectueuse de l'environnement et des espèces vivantes. Que d'idées et de principes nécessaires voire urgents à mettre en place. Que de difficultés au quotidien pour les appliquer, les faire partager mais surtout pour les faire connaître. Car la problématique essentielle est bien celle-ci : nous sommes tous concernés et pour sortir du système actuel nous devons développer la solidarité ainsi que d'autres modes de production et de fonctionnement.

Mais l'idéologie dominante écrase sous son rouleau compresseur (la publicité, la manipulation de l'information et les mensonges étatiques et industriels, etc.) les alternatives à ce monde qui se mort la queue et qui va sous peu finir étouffé, auto-consummé par la surconsommation et l'individualisme.

Pourtant, que ce soient les lecteurs de *S!lence* ou n'importe quel quidam, les envies sont souvent les mêmes, mais les colères et les frustrations ne sont pas ressenties de la même manière ni gérées par les mêmes moyens. Du renfermement sur soi (devant la télé entre autres) à l'ultra-communication, la recherche d'un bien-être quotidien est notre lot à tous et à toutes.

Pour ce faire la plupart des alternatives peuvent être englobées dans la philosophie de vie qui est maintenant représentée par "la décroissance". Qu'elle soit matérielle ou salariale, les objectifs sont de couper les ponts avec le toujours plus (plus de bien, plus de travail, etc.) pour accéder à une simplicité volontaire prônant le bien-être individuel au sein d'une société plus humaine, moins individualiste. Opposition entre ces deux désirs ? Non, plutôt une meilleure acceptation et connaissance de soi pour s'ouvrir au reste

Trouver le chemin du partage

Le Cniid a été sollicité par la revue S!lence pour réagir aux résultats d'un questionnaire paru dans la revue. Ce qui suit est donc une contribution, au nom du Cniid mais également personnelle à ce débat. Des constats, des réponses et un peu de polémique sont au cœur de cet article.

du monde, pour sortir du cercle infernal de l'abrutissement et de l'isolement. Prendre le temps d'avoir du temps à dépenser pour soi et pour les autres. Plutôt que dépenser son temps à courir après le temps et ne connaître que des rapports superficiels et concurrents.

En finir avec la société du jetable

Je suis actuellement salarié au Centre national d'information indépendante sur les déchets (CNIID). Il s'agit d'une association qui se bat contre l'incinération des déchets et qui prône le développement des alternatives à la gestion des déchets. Gérer les déchets, me direz-vous, c'est se contenter d'accepter le mode de production actuel, chercher des voies vertes pour l'industrie et permettre à cette dernière de continuer à détruire la planète et aliéner les personnes. Cela pourrait être le cas, en effet, mais au Cniid, nous ne sommes pas pour un monde construit autour du développement durable ; nous cherchons à limiter les dégâts en travaillant à la source des problèmes. Nous essayons de faire comprendre qu'il ne s'agit pas de trier ses déchets et de les recycler pour sortir de l'impasse dans laquelle nous a poussés la croissance indéfinie de la production de déchets.

Recycler pour recycler sans remettre en cause le bien-fondé de la consommation de produits souvent inutiles, jetables après un unique usage, ne constitue pas une solution intéressante. En revanche revoir nos besoins, apprendre à réguler nos désirs de consommation et orienter notre système vers une production propre, telle est notre stratégie.

Par production propre nous ne voulons surtout pas donner un chèque en blanc à l'industrie. Il s'agirait plutôt de contrôler le mode de production des biens qui nous sont essentiels. La production propre peut être appliquée à l'agriculture via le biologique. Mais c'est également obliger l'industrie à fournir des biens durables qui ne vont pas tomber en panne au bout de deux ans, à produire des biens qui soient réparables, réutilisables et démontables. Il s'agit de mettre l'industriel face à ses responsabilités en lui imposant des règles de production qui vont vers une décroissance matérielle parallèlement à une croissance qualitative : supprimer l'usage de substances toxiques, produire des biens durables et non des déchets, etc.

Recycler pour recycler sans remettre en cause le bien-fondé de la consommation de produits souvent inutiles, ne constitue pas une solution intéressante.

Pour ce faire la mobilisation doit être menée sur plusieurs fronts. Cessons de tout attendre du système de production ; nous nous devons de prendre en main notre quotidien afin de refuser de participer au pillage de la planète, à l'extermination des espèces vivantes et à l'exploitation de l'être humain. Pour cela nos actes du quotidien sont la clef d'une société plus juste et viable.

Dans le dossier que j'avais écrit pour *S!lence* dans le numéro de mars 2003, je développais déjà une critique de la production propre et du recyclage et proposais des pistes, par une collecte d'alternatives, que chacun pouvait suivre en fonction de son mode de vie et des ses envies. Il va de soi que notre situation géographique personnelle influe sur nos comportements de vie et sur nos possibilités de décroissance. Mais l'opposition, qui revient souvent dans le monde écologiste, entre la vie à la campagne et celle en ville est souvent grossière et déplacée (1). Elle amène un conflit inutile. Il nous faudrait cesser ces querelles de clochers pour poser les conditions qui nous permettront à la ville comme à la campagne de décroître. Il me semble que les problèmes que nous rencontrons sont plus liés à l'abrutissement et à l'endoctrinement culturel et religieux qu'à notre lieu de résidence. A la ville comme à la campagne nous devons remettre en cause nos habitudes alimentaires, relationnelles, notre rapport au travail, etc.

L'objectif étant de réduire nos impacts environnementaux et nos besoins. L'autofabrication de matériels (comme les fours solaires) est possible dans les deux lieux de vie. Il est en de même pour la production de compost, pour la réutilisation des objets, pour éviter l'utilisation de la voiture…

Dans tous les cas, il s'agit donc de réfléchir à nos actes quotidiens qui, quel que soit le lieu de vie, nous permettront de prendre le chemin du partage et d'un futur vivable pour les espèces vivantes. Et au vu de l'ensemble des expériences vécues, des initiatives envisagées et de la volonté des lecteurs, il est clair que les moyens sont entre nos mains. Il ne nous reste plus qu'à informer, former et donner l'exemple comme le soulignent de nombreux lecteurs. A nous de réussir à faire sortir ces informations du réseau militant dans lequel elles restent, pour l'instant, plus ou moins enfermées. A nous d'agir au quotidien en montrant la viabilité et la faisabilité de telles démarches, et l'urgence de leur mise en pratique.

Jocelyn Peyret ■

Cniid, Centre national indépendant d'information sur les déchets, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

(1) A ce sujet je conseille la lecture du dossier paru dans *La Décroissance* n°24 concernant le pavillonnaire qui explique que l'habitat individuel (qu'il soit sous forme de lotissement ou de maison à la campagne) génère une consommation accrue d'énergie, de déplacements et que ce style de vie n'est de toute manière pas accessible à tout un chacun… par manque de place. En effet, la campagne si chère à tous et à toutes se retrouverait très rapidement bétonnée !

Siège en rotin

Sur un marché, un type à l'âge incertain est accroupi à côté d'un siège en rotin. Une dame demande le prix. Sept euros. Flairant la bonne affaire, elle demande le prix pour une douzaine de sièges. L'autre hoche la tête sans conviction et dit : cent cinquante euros. Oui, mais cela met chaque siège plus cher que celui-ci. L'homme explique alors : pour celui-ci, j'ai réfléchi, j'ai cherché et j'ai pris beaucoup de plaisir à le réaliser. Si je dois en faire beaucoup, ça deviendra une corvée, c'est pénible de toujours recommencer la même chose. Alors c'est plus cher.



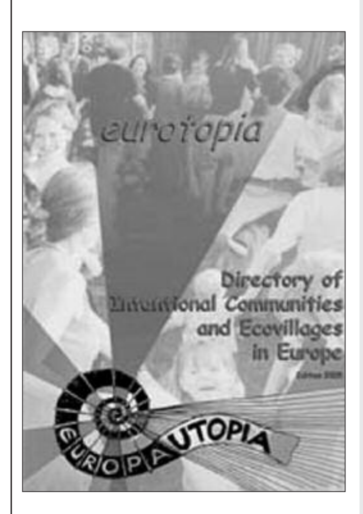
BRUXELLES/LILLE

Cafés tricot

L'ouverture d'un café-tricot en 2003 à New-York a relancé l'intérêt pour le tricot et un café-tricot a ouvert à Bruxelles. Tricoter permet de faire quelque chose d'utile tout en discutant avec les autres. Pour le moment, il y a surtout des femmes, mais les hommes peuvent se lancer également. Un café-tricot se tient certains soirs au *Passiflore, rue du Bailly, 97, 1050 Bruxelles, tél : 02/538 42 10.* Un autre *Tricot-thé* a démarré au *Pain quotidien, place de Rihour, 59000 Lille.*



Guide des écovillages



Un guide des écovillages est réalisé en Allemagne depuis plusieurs années. Il est disponible en allemand, en anglais et en espagnol... mais pas en Français. Il recense plus de 400 expériences dans 23 pays.
Il est disponible contre 18 € (+ 4 € de port) auprès de *Oekodorf Sieben Linden 38486 Bandau, Allemagne, tél : 00 49 39000 90621.*

Festival international des enthousiastes de l'hospitalité

Hospitality Club est une réseau international d'hospitalité fondé en 2000 et qui par un système d'échanges par internet regroupe aujourd'hui plus de 43 000 membres dans 170 pays, dont 1500 pour la France. Le principe est l'échange entre cultures au moment des voyages, en dehors de l'industrie touristique. Pour la première fois, une rencontre est organisée en France, du 13 au 17 juillet à Monnai (dans l'Orne). Cette rencontre, organisée par des bénévoles, surtout des jeunes, permettra à tous les artistes qui le veulent de présenter leur art (musique, cinéma, théâtre, danse, expo...). Pas de culture à consommer, juste quelque chose à apprendre des autres. Gratuit, mais inscription obligatoire à l'avance sur www.monnai2005.com. *Hospitality Club Asso, Pierre-Charles Marais, 61470 Monnai, tél : 06 25 70 19 32.*

Agriculture biologique

■ **Consommation d'énergie.** Avant l'arrivée de l'agriculture chimique (qui ne remonte qu'à une cinquantaine d'années), le secteur agricole était producteur d'énergie, à savoir que l'alimentation était un moyen de bénéficier des apports de l'énergie solaire. Mais avec la consommation des engrais et des circuits de distribution de plus en plus longs, des emballages perdus de plus en plus nombreux, une mécanisation sans cesse accrue... aujourd'hui l'agriculture consomme 50 fois plus d'énergie qu'elle n'en rapporte ! L'agriculture biologique permettrait de retrouver un équilibre à condition de revoir en parallèle les questions de la distribution, de la mécanisation et des emballages.

■ **Désertification en cours.** Le taux de matière organique dans le sol — ce qui rend celui-ci vivant — est passé au cours des vingt dernières années de 4 à 2 % en moyenne en France. Ce taux frôle le zéro dans le bassin parisien où les cultures sont quasiment "hors-sol" : la production ne résulte que de l'apport continu des engrais. En cas de crise pétrolière brutale et donc de manque d'engrais, grosse consommatrice de pétrole, la production du bassin parisien s'effondrerait laissant la place à l'amorce d'un désert. Cette situation est bien connue des agronomes, mais on continue comme si de rien n'était. La situation est encore réversible, mais sera forcément lente : cultures d'engrais verts (plantes que l'on enfouit avant récolte), cultures associées en bio, compostage...


DR

■ **Test Que Choisir ?** Dans son numéro de mars, la revue *Que choisir* présente une étude sur la présence de pesticides dans les salades et les pommes. Parmi les 37 salades analysées, les dix bio ne présentent aucun pesticide détectable. Parmi les 30 pommes analysées, les 11 bio sont également exemptes de résidus. Ce qui n'est pas le cas des aliments testés en provenance de l'"agriculture raisonnée".

■ **Hérault : biodynamie au jardin.** L'association Feuillandrôle propose un stage sur ce sujet les 7 et 8 mai à Saint-Vincent-d'Olargues : compost et préparations biodynamiques, utilisation du calendrier des semis, association et rotation des cultures, tisanes et purins de plantes. *Renseignements : 04 67 97 00 28.*

■ **Provence : floraison bio.** Les 11 et 12 juin 2005, une cinquantaine de producteurs bio ouvriront leur ferme au grand public dans toute la région Provence-Alpes-Côte-d'-Azur. L'opération *Floraison bio* est l'occasion pour ces paysans de faire comprendre leur engagement pour la bio, une démarche globale respectueuse de l'Homme et de l'environnement. Rencontres et échanges enrichissants seront au rendez-vous ! Renseignements : *Bio de Provence, Fédération d'agriculture biologique, tél : 04 90 84 03 34.*

Festival de la Terre

L'association *Terralliance* a lancé un projet de festival de la Terre du 20 au 26 juin 2005. Avec au programme, le lundi, une journée solidaire avec des collectes pour différentes ONG, le 21 juin, la participation à la fête de la musique, le 22 juin, une journée pour les enfants, le 23 juin, des chantiers de nettoyage, le 24 juin, une journée des arts avec la mise en place d'expositions pour le week-end, le samedi 25, un concert dans les capitales de tous les pays du monde (?), le dimanche, arrivée de voiliers censés joindre les cinq continents (?). Pour en savoir plus : *Association Terralliance, 116, rue de Charenton, 75012 Paris, tél : 01 49 77 71 30.*



La Nef Assemblée générale

L'assemblée générale de la Nef, société financière alternative, se tiendra à Lyon le 21 mai. Des réunions régionales précéderont cette AG entre le 25 avril et le 17 mai. Renseignements : *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 08 11 90 11 90.*



espéranto

■ **Suisse : amis de la nature.** Du 11 au 15 juillet, rencontres des espérantistes amis de la nature à Grindelwald (canton de Berne). *Kultura Centro Esperantista, CP 311, Postiers 27, CH 2301 La Chaux-de-Fonds, tél : 41 32 92 67 407.*

■ **Opération campus.** En début d'année, les jeunes espérantistes ont diffusé 50.000 mini-calendriers comportant au dos l'essentiel de la grammaire de l'espéranto. *JEFO, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 01 42 78 68 86.*

■ **Hérault : cours.** Du 18 au 25 mai à Vias, près d'Agde, cours tous niveaux intensifs. *Cercle biterrois d'espéranto, Christian Herbette-Rizo, 22, Zale Bousquet, 34310 Montady, tél : 04 67 31 13 18.*

■ **Hérault : semaine internationale.** Du 20 au 27 août, rencontre internationale à Sète. Renseignements : *Yvette Vierne, 5, rue Docteur-Roux, 34090 Montpellier, tél : 04 67 54 15 43.*

■ **Bretagne : neuvièmes rencontres de Plouézec.** Du 13 au 20 août, rencontres et vacances. *Jean-Pierre Ducloyer, 8, rue de Montauban, 35750 Iffendic, tél : 02 99 09 71 92.*

PARIS

Voir, entendre, agir

Les *Amis de Tolbiac* ont remis en activité le cinéma Le Barbizon, une salle à l'abandon depuis 19 ans. Ils organisent six jours sur la décroissance avec projection de documentaires, de films et de débats. Au programme :

■ 27 mai, à 18 h : enfants et adolescents, cibles des marques ou générations futures.

■ 28 mai, à 15 h : consommation, des produits trop anodins ? Débat avec Greenpeace, Action Consommation, Slow-food, une AMAP et une Biocoop, repas équitable et/ou autogéré. Concert et chansons caustiques;

■ 29 mai à 15 h : démocratie participative et contrôle citoyen face à l'opacité financière. Théâtre avec la pièce Elf, la pompe Afrique. Présence de conseils de quartiers.

■ 3 juin à 18 h : travailler autrement, documentaire sur les coopératives, débat et concert.

■ 4 juin à 15 h : habitat et énergies renouvelables, présentation d'un projet d'éco-Zac à Rungis, avec les Alternatifs et différentes associations.

■ 5 juin à 15 h : Argent et solidarités : théâtre avec *Sicave, clown capitaliste* de Pascale Heinich et débats avec la Nef, le SEL du 13e, Solidarité nouvelle pour le logement…
Cinéma Le Barbizon, 141, rue de Tolbiac, 75013 Paris, www.lebarbizon.org.

SEINE-ET-MARNE

Le son de l'air

Le festival musical et éclectique *Le son de l'air* se tiendra le week-end du 28 et 29 mai à La Ferté-sous-Jouarre : rock, reggae, hip-hop, musiques du monde, chanson, techno… En plus de la musique, des stands associatifs, des animations off (fresques, graffiti, jonglages, batucada), marché des artistes. *Collectif Kalifuda, 25, rue de l'Ormois, 77660 Changis-sur-Marne, tél : 06 88 31 52 90 Marion.*

BRETAGNE

Randonnée cycliste végétalienne

Une randonnée cycliste végétalienne est organisée de Brest à Nantes du 30 juin au 6 juillet, avec des étapes au maximum de 55 km. Etapes à Châteauneuf-du-Faou, Carhaix, Pontivy, Josselin, Redon et Blain. Renseignements : *biciklado_veganeca@voila.fr.*

LOIRE-ATLANTIQUE

Bon appétit

Dans toute l'Europe, depuis l'époque des gallo-romains, se fabriquait la frênette, boisson fermentée à base de feuilles de frêne. Jusque dans les années 60, avant l'arrivée des sodas américains, cette boisson était courante dans les campagnes. Maraîcher depuis 1972, Jean-Claude David a décidé en 1996 de remettre d'actualité cet ancien breuvage. Il est producteur de boissons pétillantes et peu alcoolisées comme la frênette (frêne) et ses petites sœurs, l'ortillette (ortie), la menthillette (menthe), la chanvrette (chanvre) et du pétillant de sureau, à base de plantes sauvages ou cultivées. Il propose aussi des gelées de frêne, d'ortie, de chanvre et de fleurs de sureau, du pourpier en marinade à utiliser comme condiment ainsi que la poudre d'ortie (reminéralisante et bien plus encore !).
Tout est en bio. *Bon appétit, Les Places, 44450 Saint-Julien-de-Concelles, tél : 02 40 54 16 13.*

PARIS

Veggie Pride

La Veggie Pride, fête de la fierté végétarienne et végétalienne, se tiendra cette année le 21 mai à Paris, à partir de 14 h, place Georges-Pompidou (parvis Beaubourg). Elle est soutenue par un grand nombre d'associations défendant les animaux.
Voir : *www.veggiepride.org.*


DR



DR

Habitat sain


DR

■ **Suède : toilettes sèches pour tous.** Afin de limiter les consommations en eau, la commune de Tanum, en Suède, 12 000 habitants, a interdit depuis janvier 2002, l'installation de toilettes classiques dans la commune. Lors des nouvelles constructions ou des réhabilitations, il y a obligation d'opter soit pour des toilettes sèches soit pour des toilettes à séparation urine-merde. Depuis cette date, 500 maisons ont donc dû s'équiper ainsi, la bibliothèque municipale et le lycée fonctionnent ainsi. Ceux qui ont des toilettes à séparation voient leurs urines collectées par des agriculteurs qui l'utilisent ensuite comme engrais. La matière solide est soit évacuée encore par le tout-à-l'égout, soit compostée. Un sondage a indiqué que 65 % des utilisateurs sont satisfaits et d'autres villes de Suède sont actuellement en train d'étudier une réglementation similaire.

■ **Puy-de-Dôme : toiture en bardeaux.** Le CPIE, Centre permanent d'initiation à l'environnement, de Clermont-Domes, organise le samedi 21 mai une journée d'apprentissage pour réaliser des toitures en bardeaux (couverture en bois). *CPIE Clermont-Dômes, 1, route des Colonies, Theix, 63122 Saint-Gènes-Champanelle, tél : 04 73 87 35 21.*


Passerelle Eco

■ **Fêtes en toilettes sèches.** Il est maintenant possible de louer des toilettes sèches pour les besoins des festivaliers. Voici quelques adresses à conserver dans un petit coin :

- Centre d'animation cantonal, 17700 Surgères, tél : 05 46 07 16 39.
- Zicos production, 72150 Le Grand-Lucé, tél : 02 43 40 93 16.
- Sarl Marmonier/Pétrone, 38210 Poliénas, tél : 06 07 32 17 63.
- L'Atelier blanc, 31520 Ramonville-Saint-Agne, tél : 05 62 73 10 99.

LOIRE-ATLANTIQUE

Ecofestival

L'Ecofestival retourne cette année à Moisdon-la-Rivière, les 23 et 24 juillet sur le thème "vivre bien… simplement". Il sera suivi d'une université d'été du 25 au 27 juillet avec notamment Sophie Rabhi, initiatrice de la Ferme des enfants et Patrick Viveret, auteur de Reconsidérer les richesses. *Héol, maison autonome, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-Rivière, tél : 02 40 07 63 68.*


DR

L'écofestival en juin 1997.

SARTHE

Tournavette

Christophe Devaivre, constatant le déficit de transports en zone rurale pour les personnes dépourvues de voitures, a mis en place une société de service *Tournavette* qui, dans le canton de La Chartre-sur-le-Loir, propose une tournée à l'aide d'un minibus pouvant transporter huit passagers. C'est essentiellement des personnes âgées qui profitent du service. Une initiative qui pourrait servir d'exemple pour ceux qui réfléchissent à comment diminuer la voiture à la campagne. *Tournavette, 12, rue des Coteaux, 72340 Ponce-sur-le-Loir, tél : 02 43 79 21 24.*

MANCHE

Ecotaupi


Ecotaupi

Après huit ans passés en région parisienne et la naissance d'une fille, Bruno et Esther Lacroix décident de retourner vivre dans leur région d'origine, la Normandie. Abandonnant une situation financière aisée, ils cherchent alors à vivre plus en cohérence. Ils découvrent une ferme à l'abandon et suivent une formation pour la restaurer en autoconstruction. De chantiers de formation en chantiers de formation, ils découvrent d'autres initiatives, d'autres modes de vie, d'autres aspirations. S'inspirant entre autres de l'expérience de la famille Baronnet, en Loire-Atlantique et de leur maison autonome, ils décident de mettre en place un gîte écologique aujourd'hui en fin de réalisation : chauffe-eau solaire, toilettes à litière biomaîtrisée, phytoépuration, matériaux sains. Le gîte a été conçu de manière pédagogique pour servir également d'exemple pour de futurs stages et visites. Chaque pièce permet de découvrir des techniques différentes : enduits à la chaux, stucs, enduits à la terre, terre cuite… Ils créent alors l'association Ecotaupi pour animer le lieu et encourager le plus grand nombre de personnes à vivre autrement, à s'émanciper du "système". *Ecotaupi, Bruno et Esther Lacroix, 19, route Sainte-Marguerite, 50290 Bricqueville-sur-Mer, tél : 02 33 50 69 96.*

CONCORDIA

Chantiers solidaires

Créée en 1950, dans le but de reconstruction et de fraternité entre les peuples, l'association Concordia (cœur ensemble en grec) continue, à délivrer son message de solidarité sur et à travers les chantiers internationaux de jeunes bénévoles qu'elle organise en partenariat avec 50 associations similaires dans le monde. En accueillant des jeunes de toutes origines, les chantiers participent à la réalisation de projets d'intérêt collectif. Ils engagent des valeurs nécessaires à la construction d'une société démocratique, solidaire et plus participative. Concordia est également partenaire du programme Service volontaire européen (18-25 ans). *Concordia, 94, Grande Rue, 38830 Saint-Pierre-d'Allevard, tél : 04 76 45 11 32.*


DR

YONNE

Ecodomaine des Gilats

L'Ecodomaine des Gilats propose des stages : assainissement des eaux usées par bassins-filtres plantés (25-26 mai), votre projet de maison écologique (15-16 juin), construction d'un chauffe-eau solaire (15-16 juin), réalisation et montage d'un moteur Pantone (4 au 8 juillet). *Ecodomaine des Gilats, Jean-Luc Delmotte, 89130 Toucy, tél : 03 86 44 20 62.*

L'Outil théâtre

L'association Emergence propose des stages de théâtre pour adultes, avec montage concret de pièces, sur une semaine en été ou en week-end pendant l'année. *Emergence, 4, impasse Saint-Père, 89470 Moneteau, tél : 03 86 40 59 71.*

HAUTE-VIENNE

Chantier convivial

L'association Contrechamps organise du 1er au 15 août son quatrième chantier de bénévoles pour la restauration d'une ferme fortifiée du 17e siècle dont elle est locataire pour 99 ans. Contrechamps est une association agissant pour le développement local en Limousin. L'objectif de la restauration est d'ouvrir une salle de spectacle et par la suite un lieu d'accueil et d'hébergement. Le chantier fonctionne le matin pendant quatre heures, l'après-midi, temps libre pour la découverte du Limousin. Hébergement sur le site, au cœur d'un domaine en polyculture élevage en agriculture biologique. *Contrechamps, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit, tél : 05 55 69 13 18.*


Champs libres

SUD-OUEST

Tournée de troubadours

L'association *Les Charentaises* mène des actions culturelles dans le domaine musical. Face au star-système, elle propose une émarche en cohérence avec la décroissance : pas de déplacements extravagants, pas de sonorisation démentielle, pas de publicités dispendieuses et polluantes, pas de téléphone portable, elle favorise l'accès à la musique pour ceux qui ont de petits budgets et non pour ceux

PAS-DE-CALAIS

Colères du présent

Lancé pour le 1er mai 2002, en réponse à la présence du FN au deuxième tour des élections présidentielles, le salon du livre d'expression populaire et de critique sociale *Colères du présent* tiendra sa quatrième édition à Arras le 30 avril et 1er mai. 75 auteurs et une trentaine d'éditeurs seront présents. Le 30 avril , lectures et rencontres décentralisées. A *Saint-Laurent-Blangy* : quartier des nouvelles résidences autour d'une pièce de théâtre réalisée par les militantes de la CSF et Ricardo Monserrat, à la bibliothèque Vaudry-Fontaine autour de la réalisation d'un livre Saint Laurent Blangy dans la seconde guerre mondiale. A *Feuchy* autour de la littérature créole. A *Arras Ouest* avec le dessin de presse. A *Dainville* la littérature Brésilienne. A *Givenchy-en-Gohelle*, la littérature québécoise. A *Oignies* la littérature d'Amérique Latine. A *Noyelle Hénin*, sur la littérature africaine. A *Carvin,* autour de la littérature Kabyle. A *Monchy Breton*, la littérature Kabyle. A *Lille*, sur le droit au logement, A *Calais*, sur le droit au logement. Lectures à *Lille-Fives*, au Centre de détention de *Bapaume*, à la Maison d'Arrêt d'*Arras*, à l'Hôpital psychiatrique d'*Arras*, etc. Le 1er mai, participation au défilé syndical puis théâtre, guinguettes, débats sur le thème des cultures du monde. *Colères du Présent, 1 rue du pont Amoureux, 62000 Arras, tél : 06 89 19 23 88.*



qui le font pour consommer. Elle a accueilli pendant deux ans en résidence *Les esprits libres* qui se définissent comme faucheurs volontaires d'injustices.
Une tournée musicale est organisée en juillet, avec seulement de la traction animale pour aller de village en village. Comme les chevaux résident dans les Pyrénées-Atlantiques, la tournée se fera dans ce département. *Les Charentaises, Sainte-Livrade, 82200 Moissac, tél : 05 63 04 23 63.*

GARD

Fête aux inventions

La biocoop La Fourmi et la Cigale organise pour 2006 une fête des inventions concernant l'environnement : idées pratiques, économies... vous pouvez y participer. Renseignements : *La Fourmi et la Cigale, 16, boulevard des Remparts, 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort, tél : 04 66 77 99 10.*

HÉRAULT

Stages à l'Arche

La communauté de l'Arche de Lanza del Vasto de la Fleyssière propose différents stages pendant l'été : conflit et médiation, s'entraîner pour agir (15 au 21 juillet), qi gong et yoga, la voie de la nature (23 au 29 juillet), yoga et randonnées (31 juillet au 5 août), introduction à la calligraphie (31 juillet au 5 août), danse des Balkans (7 au 13 août)... Renseignements : *Communauté de l'Arche, La Fleyssière, 34650 Joncels, tél : 04 67 44 40 90.*

Les jours de la comète

Du 1er au 15 mai, la caravane Tournesol s'installe à la ferme des Bouquets, à La Caunette, entre Saint-Pons et Narbonne (D907). La Caravane Tournesol est un semi-remorque se déployant en une scène présentant des techniques alternatives : moteur stirling, éolienne, jardins suspendus, culture de spiruline, moteur fonctionnant à l'huile... Pendant ces deux semaines, différentes activités sont organisées : le 3, chantier solidaire, les 4 et 5, stage plantes médicinales et comestibles, le 6, initiation au tournage de l'argile, les 7 et 8, présentation de la caravane et forum sur les déchets, le soit concert, les 9 et 10, stage sculpture sur bois, les 11 et 12, fabrication et animation de marionnettes, 13 et 14, stage clown, 14 et 15, comment passer un moteur à l'huile de tournesol. Nombre de places limités, possibilité camping ou chambres d'hôtes. Renseignements : *06 31 22 69 90 ou 04 68 27 84 35.*

DRÔME

Centre agro-écologique

Un projet de centre agro-écologique est en gestation à La Roche-sur-Grâne, au sud de Crest, dans la Drôme. Sur 55 hectares, il accueillera familles, groupes, classes intéressés par

Fêtes, foires, salons

(le signe ◊ indique que Silence est présent)

◊ **Finistère : foire alternative bio.** 30 avril et 1er mai à Trégunc (sud du département). Une centaine d'exposants, éco-habitat, alimentaire, plants et graines, artisanat, hygiène de vie, associations. Conférences avec Jean Aubin sur le thème de la décroissance, François Veillerette sur les pesticides, Sylvie Simon sur les vaccinations. Animations et restauration. *PARESSE, Programme alternatif pour une relocalisation de l'économie et une société solidaire et émancipatrice, tél : 02 98 06 58 62 ou 02 98 50 02 18.*

■ **Rhône : Sana Terra.** 30 avril et 1er mai au château de Boisfranc, à Jarnioux, (8 km à l'ouest de Villefranche-sur-Saône). Marché biologique, commerce équitable, énergies renouvelables, écohabitat, vannerie, librairie... Samedi soir : repas bio et bal folk. Conférences, démonstration, dégustation. *Ceps et charrues, Thierry Doat, tél : 04 78 68 88 88 et ARDAB, maison des agriculteurs, BP 53, 69530 Brignais, tél : 04 72 31 59 96.*

■ **Gard : troisième Bioregard.** 1er mai parc de la mairie à Bouillargues (près de Nîmes), thème de l'année : les vins bio, conférences de Claude Aubert et Jérôme Ven der Putt. *Nature & Progrès Gard, 23, boulevard Sergent-Triaire, 30000 Nîmes, tél : 04 66 64 77 18.*

◊ **Alsace : 24e foire de Rouffach.** 5 au 9 mai, 300 exposants autour des engagements pour sauver la planète : bio, santé, protection de l'environnement, habitat sain, énergies renouvelables, politique des transports, choix éducatifs, diversité culturelle, relations Nord-Sud, artisanat. 40 conférences et ateliers autour du thème de l'année : "mode de vie, écologie et santé" : textile, environnement et santé (jeudi 5 à 11h), main basse sur l'assurance maladie (5 à 11h), téléphonie mobile, danger (5 à 13h), les brevets contre la santé (5 à 13h), séisme et nucléaire (5 à 15h), vaccinations (5 à 15h), contre l'incinération des déchets (5 à 17h), communication non-violente (5 à 17h), danger des éthers de glycol (vendredi 6 à 11h), la société cancérigène (6 à 13h), réchauffement climatique (6 à 13h), table-ronde sur l'impact de notre mode de vie sur l'environnement et la santé (6 à 15h), fin du pétrole (6 à 17h), Palestine (samedi 7 et dimanche 8 à 10h), appoint des médecines complémentaires (7 à 13h), décroissance (7 à 13h), radioactivité dans nos assiettes (7 à 17h), Respirer, est-ce dangereux pour la santé (dimanche 8 à 11h), pesticides en environnement (8 à 13h), environnement et productivisme (8 à 15h)... *Foire de Rouffach, Chantal et Jean-Pierre Frick, 5, rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99.*

◊ **Indre : 4e Chapitre Nature.** 5 au 8 mai, 4 jours de fête autour du livre et de la nature en Brenne, au Blanc. *FOL36, 23 bd de la Valla, BP77, 36002 Chateauroux, tél : 02 54 61 34 68*

■ **Cévennes : festival de randonnées.** 5 au 8 mai, au départ de nombreuses communes, randonnées à thème. *Maison de la Randonnée, hameau de la plaine, 30140 Thoiras, tél : 04 66 61 66 66.*

◊ **Sermentizon (Puy de Dôme) : Pollen.** 7 et 8 mai: foire écobiologique bisanuelle organisée par Nature & Progrès, 120 exposants, conférences et animations, restauration bio. *Contact : tél : 04 73 53 3 47, fax : 04 73 51 21 70.*

◊ **Avignon : 9e Naturavignon.** 7 et 8 mai, au domaine de la Souvine. Thème de l'année : quel environnement pour nos enfants. Tous les stands proposent une animation : 40 ateliers jeunes, 20 ateliers adultes, marché bio et artisanal, spectacle burlesque sur les déchets. *Avenir, BP 87, 84143 Montfavet cedex 3, tél : 06 76 28 24 57.*

■ **Côtes-d'Armor : 2e fête du jardin.** 8 mai, à Belle-Isle-en-Terre. Toutes sortes de jardins : social ou d'agrément, potager ou ludique, municipal ou privé. Jardin et conséquences sur l'environnement, promotion de la bio, savoir-faire, échanges de plants, découverte des énergies renouvelables. *Centre régional d'initiation à la rivière, 22810 Belle-Isle-en-Terre, tél : 02 96 43 08 39.*

■ **Gard : Trucs et astuces du jardinier.** 8 mai, à Saint-Jean-du-Gard. Présentation de variétés anciennes, ateliers, conférences, exposition... *Dimanches verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 32 18.*

■ **Bouches-du-Rhône : 9e Forum nature.** 14 et 15 mai, au centre d'Aubagne. Produits bios, énergies renouvelables, rouler à l'huile de tournesol ou de friture, cosmétiques, habitat sain, artisanat, associations... Entrée libre. Conférences. *Association Minobio, 10, rue des Alliés, 13360 Roquevaire, tél : 04 42 04 45 62.*

■ **Hérault : 8e Printemps de Bouse.** 14 et 15 mai à La Vacquerie (plateau du Larzac), animations, théâtre de rue, jonglerie, musique, thème de l'année : les médecines alternatives (stands et démonstrations). Samedi 14 : table-ronde sur la décroissance. Dimanche 15 ; table-ronde sur les médecines alternatives. *Thierry, tél : 04 67 59 02 99 ou 06 23 10 62 21.*

■ **Ardèche : Ethnoplante.** 15 mai à Vinezac. Savoirs de terroirs propose une journée autour du thème des céréales, de la farine et du pain, objets en paille, atelier de toit de chaume, également cuisine de plantes sauvages, teintures végétales, jardinage pour les enfants, musique verte... *Savoirs de terroirs, Le Miolaure, 07200 Saint-Julien-du-Serre, tél : 04 75 37 99 03.*

◊ **Lyon : 7e festival 6e continent.** Du 17 au 31 mai dans différents lieux avec comme objectif de promouvoir et valoriser les mixités culturelles. Forum des associations le samedi 21 mai de 16 h à minuit au Parc de Gerland, Lyon 7e. *6e continent, 51, rue Saint-Michel, 69007 Lyon, tél : 04 37 28 98 71.*

■ **Tarn : 5e Cinéfeuille.** 18 au 24 mai, festival du film jardins et paysages, à Gaillac. Thème de l'année : la nature en ville. *CPIE des pays tarnais, 4, rue Canavières, résidence des Cèdres, 81000 Albi, tél : 05 63 47 72 90.*

◊ **Tarn-et-Garonne : 2e Santé et Bio.** 21 et 22 mai à la salle Jean-Moulin, à Castelsarrasin, *Le Trèfle Vert, 8, impasse des Acacias, 82100 Castelsarrasin, tél : 05 63 04 91 90.*

■ **Creuse : Journées de plantes.** 21 et 22 mai, Jardins de la Sédelle, à Crozant. Conférences de Gilles Clément, André Eve, Michel Lumen. *Les Jardins de la Sédelle, BP 1, 23160 Crozant, tél : 05 55 89 83 16.*

■ **Savoie : Initiatives d'espoirs.** 27 au 29 mai à Tournon, parc de la Tourmotte (près d'Albertville). Festival pour valoriser des initiatives positives : environnement, santé, économie, social, humanitaire, culturel. *Renseignements : 04 79 00 41 46.*

■ **Rhône : petit festival des Dindes folles.** 27 au 29 mai, à Rivolet, à 11 km à l'ouest de Villefranche-sur-Saône. une dizaine de spectacles de théâtre, autant de concerts, créations, ateliers pour les grands et les petits. On vient avec sa tente. *Association Hippotoufer, Pierrefilant, 69640 Rivolet, tél : 04 74 67 40 17.*

■ **Charente : 5e fête de l'Ortie.** 4 et 5 juin à Dignac (10km d'Angoulême). Thème de l'année : safran, plantes aromatiques condimentaires et médicinales. Repas gastronomiques aux orties sur réservation. Conférence de Jean-Marie Pelt. *Amis de la nature et de l'environnement, Claude Richon, 16320 Rougnac, tél : 05 45 23 03 64.*

■ **Isère : 6e Nature d'Espace Terre**. 5 juin, salle des sports de Saint-Georges-d'Espéranche. *Association Espace Terre, chemin de Mélat, 38790 Saint-Georges-d'Espéranche, tél : 04 74 59 04 91.*

■ **Haute-Loire : foire bio.** 5 juin à Langeac, boulevard Charles-de-Gaulle. Thème de l'année : jardinage et maraîchage bio. Marché bio, jeux, forum des associations environnement et solidarité, conférences... *Haute-Loire biologique, hôtel interconsulaire, BP 343, 43012 Le Puy-en-Velay, tél : 04 71 07 21 19.*

■ **Rhône : potager en compagnie.** 5 juin à Saint-Didier-sous-Riverie, avec marché de producteurs, conférences et forums. *Christine Dangoin, tél : 04 78 81 84 97.*

■ **Rhône : marché bio.** 5 juin, au parc nature de Miribel-Jonage, organisé par Planète Tonique et renouvelé le premier dimanche de chaque mois. *Planète Tonique, chemin de la Bletta, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 78 80 56 20.*

la production agro-écologique. Transformation et dégustation seront utilisés comme des activités éducatives. Les techniques respectueuses de l'environnement seront mises en œuvre : énergies renouvelables, traitement des eaux, recyclage des déchets, construction en matériaux naturels. Une place toute particulière sera consacrée aux enfants. Le projet devrait commencer à organiser des chantiers à partir d'avril 2005 : réhabilitation des bâtiments, mise en place d'espace maraîcher, production des cultures, élevage. Le nombre de places dans un premier temps sera limité mais progressivement l'accueil permettra d'accueillir jusqu'à 400 personnes dans une journée. Ce projet est porté par *Terre et Humanisme*, avec Pierre Rabhi et Michel Valentin. *Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 61 40 77.*
Galmier, tél : 04 77 52 58 88.

ISÈRE

Mains tendues France-Algérie

Le *S!lence* spécial Isère, en rubrique bibliographie, annonçait la parution de "Guerre et "guerre" d'Algérie", ouvrage écrit par un ancien appelé. Le récit est fait d'un dialogue virtuel entre ce jeune Français et un maquisard algérien dont les carnets de route avaient été trouvés dans une cache. Le 1er novembre 2004 ces carnets ont été rendus à l'Algérie dans la petite ville de Ferdjioua. Cette démarche, bien que lourde de sens, ne devait pas être un aboutissement et c'est dans ce but, qu'à Sassenage en Isère, s'est créée une association qui a pour titre *Mains tendues France-Algérie*. Mains tendues par dessus les incompréhensions, les peurs, les racismes et les fanatismes. Mains tendues pour mieux se connaître, se respecter, quelles que soient les religions, les philosophies des uns et des autres. *Mains-tendues France-Algérie, 4 bis, square de la Libération, 38360 Sassenage.*

LOIRE

La Fée carabine

Catherine Souzy, ancienne animatrice socioculturelle, a ouvert à Saint-Galmier un restaurant calme et artistique : crêperie, assiette bio et tapas accompagnent la visite d'expositions artistiques, possibilité de lire ou de jouer sur place. *La Fée carabine, 5, rue Mercière, 42330 Saint-*

HAUTE-VIENNE

Eco-hameau de Busseix

Un projet d'éco-hameau est en cours de démarrage à Busseix, en Haute-Vienne. Un terrain et une ferme ont été achetés sous la forme d'une SCI, société civile immobilière. Un certificat d'urbanisme doit permettre d'y construire quatre maisons neuves avec l'aide du centre d'autoconstruction CR3E du Périgord. Le projet est d'y créer un lieu de vie pour des personnes en recherche d'une vie en cohérence avec leurs idées, plus harmonieuse sur le plan personnel, social et environnemental.
Un lieu d'activité, de rencontres et de formations, pour la promotion des idées et valeurs écologiques. Pour en savoir plus : *SCI du Moulin de Busseix, route de Busseix, 87500 Ladignac-le-Long, tél : 05 55 09 39 81.*



DR



RHÔNE

Art Gens

Créée en septembre 2002, l'association Art Gens a pour but de valoriser et recycler des déchets par une intervention artistique grâce aux solutions et à l'imagination de chacun. Des ateliers sont proposés à toute personne désireuse de développer sa créativité en réalisant des objets à partir de matériaux collectés et classés dans la déchétèque. L'idée directrice est d'exploiter habilement les richesses dont nous disposons plutôt que d'en produire de nouvelles. Un calendrier d'expositions d'artistes fait intervenir des photographes, sculpteurs, designers, peintres et des créateurs de mode travaillant dans le domaine de la récupération, du recyclage et plus globalement sur la mise en valeur de la nature. *Art Gens, 7, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 06 64 53 86 75.*

LYON

Maison de la parentalité et de la naissance

Une maison de la parentalité et de la naissance vient de voir le jour à la Croix-Rousse, en mars 2005. L'idée en avait été lancée en 2000 et une association *La Cause des parents* avait vu le jour pour mener à bien le projet. La Maison de la parentalité et de la naissance est lieu d'échange et d'information pour les parents et futurs parents. L'association travaille maintenant au projet d'une maison de naissance en partenariat avec les hôpitaux de Lyon. *La Cause des parents, 6, rue Jean-Jullien, 69004 Lyon, tél : 04 78 27 96 08 et 04 74 67 47 64.*

DORDOGNE

Hameau de la Brousse

Le Hameau de la Brousse vous accueille toute l'année pour vos séjours ou vos stages. Si le lieu se prête bien à ne rien faire, on peut aussi participer à différentes activités proposées tout au long de l'année. Du 30 avril au 5 mai et du 8 au 13 août 2005, comment communiquer avec les esprits de la nature, les arbres, les plantes, les fleurs, les pierres, les sources... avec *Christophe Dacier, (tél : 04 90 61 97 43 ou 06 12 19 91 41)*. Du 26 au 30 juillet 2005, taïji quan école Yang sur le thème du développement de la force, avec *Walter Peretti, (tél : 06 89 02 33 01)*. Du 31 juillet au 5 août 2005, clown peinture, peinture clown, oser la rencontre avec *Ludovic de Valon (tél : 01 45 44 48 21) et Béatrice Dryepont (tél : 00 32(0) 67 44 48 30)*. Du 7 au 13 août, ou du 27 août au 2 septembre 2005, aquarelle et carnet de voyage, prendre le temps de regarder avant de créer, apprendre en jouant des formes et des couleurs, traquer l'intime, l'insolite et découvrir une région avec le regard émerveillé du peintre, avec *Cécile-Alma Filliette (tél : 06 62 25 63 35 ou 01 43 79 63 35*. Du 14 au 21 août 2005, taïji quan et qi gong chaque matin, massage, étirement passif, relaxation, respiration... avec E*ric Comte (tél : 02 38 53 73 34)*, du 22 au 26 août 2005, chant choral et mouvement Feldenkrais, des mouvements pour prendre conscience de son corps dans le bien-être, avec *Claire Berthelin (tél : 01 46 70 82 52) et Michel Delamare (tél : 06 81 98 36 37). Hameau de la Brousse, Hélène Le Cheviller et Michel Gayout, La Brousse, 16410 Sers, tél : 05 45 24 95 72.*

Marie Clem's

Diminuer notre vouloir d'achat

Pour éviter l'effet rebond, il faudra fermer de nombreuses usines, mais si on réussit à partager la baisse du travail rémunéré de manière équitable et que l'on réduit notre "vouloir d'achat" total, ce n'est pas un problème.

Je viens de lire les articles de Michel Bernard et Serge Latouche sur l'effet rebond (*S!lence* n°322). Je suis content que cet effet soit reconnu, il est à mon avis central dans l'argumentation pour la décroissance. Dommage quand même que vous n'ayez pas rappelé mon article dans *Objectif décroissance* (paru également dans *S!lence* n°280) qui est quand même derrière cette réflexion, aujourd'hui disponible sur internet (www.decroissance.org).

Comme je l'explique dans les conférences et dans certains articles la décroissance soutenable ne peut, à cause de l'effet rebond, s'épargner une décroissance économique dans les pays industrialisés.

En fait on a deux possibilités : soit on augmente drastiquement la valeur des ressources naturelles ce qui aura pour effet d'en priver en premier lieu les plus pauvres (ce serait une énorme inflation compatible alors en fait avec une stagnation économique), soit on réduit drastiquement nos capacités d'achat des ressources naturelles par une réduction de la capacité d'achat des riches, c'est alors une décroissance économique.

Dans tous les cas, on n'y coupe pas, il s'agit bien d'une réduction du pouvoir d'achat total, devant bien sûr s'initier par une réduction du "vouloir d'achat". Et là, il ne faut pas perdre de temps, une véritable réflexion doit s'engager dès maintenant.

Le développement de biens relationnels n'est pas une solution, outre le fait que l'on transforme des relations sociales en les rendant payantes, cela n'empêchera pas le prof de yoga de se construire une piscine, ni la concentration des revenus.

Le point crucial est que l'efficacité de la production, si elle est réelle, crée automatiquement une baisse des coûts, qui fait que la satisfaction des besoins vitaux peut se faire pour les personnes exclues, mais cela implique une augmention de la consommation totale si on continue de promouvoir une croissance et que l'on réinvestit les quantités économisées dans de nouveaux besoins. Il faudrait donc que la masse monétaire s'ajuste de façon à éviter cet effet rebond.

En évitant les coûts externes, même l'agriculture bio génère une baisse des coûts mais pour d'autres qui pourront alors s'acheter plus. D'une manière ou une autre, le changement de production ou de consommation s'il est économiseur d'intrants — approche préventive, la seule valable — doit être accompagné d'un ajustement économique qu'il faut bien sûr absolument faire équitablement.

Ayant aussi travaillé dans le domaine des consommations domestiques en Autriche avec le SERI (www.seri.at) et au Portugal, soyons clair, nous avons augmenté nos consommations directes depuis 1960 (viande, voitures, essence, électricité, espaces urbanisés) et nos consommations indirectes (notamment par l'augmentation des "nourriture-km" (food-miles) c'est-à-dire les distances kilométriques liées aux produits que l'on consomme.

Il s'agit donc aussi bien de réduire nos consommations directes que de produire autrement.

Nos façons individuelles de consommer peuvent bien sûr agir de fait sur les deux aspects. On peut ainsi décider de privilégier un produit plus local s'il existe. Car si la consommation d'eau de boisson ou de yaourt n'a pas changé (ce n'est pas ce qui est important), par contre la consommation totale d'eau a grimpé, le nombre de voitures a triplé (depuis 1970) et la consommation d'essence presque dans la même proportion, la consommation d'électricité a doublé, la consommation de viande a grimpé même si elle s'est stabilisée depuis, l'utilisation d'énergie a doublé dans les maisons malgré les énormes améliorations technologiques en ce domaine. On fait plus de voyages en avion, les maisons sont plus grandes, normal les gens restent alors que les enfants partent et construisent leurs propres maisons, le nombre d'habitants par maison diminue alors que les surfaces augmentent.

Pour ce qui est de la consommation de ressources liée aux produits courants, bien souvent elle a diminué par unité produite malgré l'augmentation des distances de transport. C'est que l'efficacité et les économies d'échelle permettent d'économiser aussi. Cela n'a aucun effet positif si le nombre d'unités consommées augmente, ce qui est largement entretenu par la pub qui nous invente de nouveaux besoins.

Ceux qui veulent éviter de fermer des usines en produisant propre provoqueront finalement une augmentation de la consommation grâce à cet effet rebond. Alors soyons clairs, il faudra fermer de nombreuses usines, pas la peine de raconter des histoires, mais si on réussit à partager la baisse du travail rémunéré de manière équitable et que l'on réduit notre "vouloir d'achat" total ce n'est pas un problème. La difficulté étant de faire tout cela de manière équilibrée et concertée.

Par rapport au début de l'article de Michel Bernard, l'agriculture bio doit se développer mais aux dépens bien sûr de l'agriculture chimique. La décroissance n'est pas une décroissance de tout. Certaines activités doivent croître (comme l'activité de *S!lence* ou des "décroissants") mais aux dépens d'autres activités plus polluantes qui doivent décroître d'autant plus.

Par rapport à la réponse de Serge Latouche qui écrit "on voit que revenir à l'empreinte écologique de 1960 n'implique pas tant de produire moins de valeurs d'usage (eau, vêtements, logements) que de les produire autrement", je pense que 1960 n'est pas une référence. La consommation, à bien des égards, y est encore bien trop élevée pour être partageable par tous, il faudrait une réduction d'un facteur 10 comme l'annonce depuis quinze ans l'institut Wuppertal avec Schmidt-Bleek qui est repris par nombre de politiciens et d'industriels. Par contre, ils croient pouvoir obtenir cela par une révolution de l'efficacité seule, l'effet rebond n'étant qu'un petit problème à résoudre. Ils oublient que les implications de l'effet rebond sont macro-économiques, même si on les explique avec le micro-économique.

De toute manière, nous consommons bien plus qu'à cette époque (sauf pour ce qui est de la nourriture), et y retourner impliquerait une grosse de diminution de nos consommations directes aussi. Enfin, revenir en arrière n'est, de toute façon, pas le but de la décroissance.

En 1960 on réussissait à vivre presque bien en consommant moins de ressources, avec beaucoup moins de développement technologiques. Cela veut dire que tout est possible si on mettait nos connaissances acquises au service d'une décroissance soutenable.

François Schneider ■
Colporteur de la décroissance.

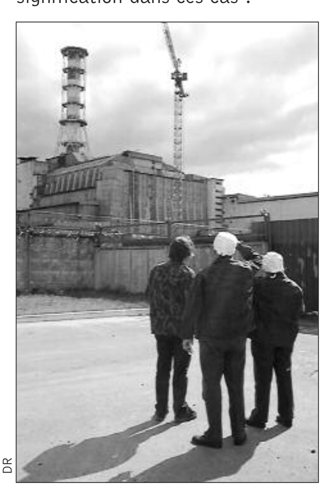
Nucléaire

Tchernobyl

■ **Zone de stockage des déchets ?** Le 30 janvier dernier, le nouveau gouvernement ukrainien a annoncé avoir passé un contrat avec un consortium composé de l'américain Holtec et du britannique BNFL pour mettre en place dans la zone interdite de Tchernobyl un centre de stockage des déchets radioactifs... pour le moment destiné aux déchets provenant des quinze réacteurs du pays, mais sans doute aussi avec l'idée de pouvoir faire payer cher pour le stockage de déchets d'autres pays. Voilà une idée libérale : on peut faire de l'argent avec n'importe quelle catastrophe !

■ **Liquidateurs mécontents.** Le 26 février, un millier de "liquidateurs" de Tchernobyl ont manifesté à Moscou pour protester contre la réforme sociale en cours qui les priverait de mesures d'accompagnement dans leurs soins après avoir été irradiés en 1986 à Tchernobyl. Environ 100 000 Russes ont participé aux opérations de secours à Terchnobyl et plus de 500 000 autres personnes venant des anciennes républiques de l'URSS. Beaucoup sont déjà mortes.

■ **France : poursuites judiciaires.** L'association des malades de la thyroïde a déposé plus de 500 plaintes contre X pour mensonges au moment du passage du nuage de Tchernobyl. Une instruction est en cours. Des perquisitions ont eu lieu au siège de ce qui était à l'époque le SCPRI, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants et dans les ministères en 2001. Selon un document de l'instruction communiqué aux victimes le 25 mars, Paul Genty et Gilbert Mouthon, deux experts nommés par le tribunal écrivent que "Le SCPRI avait pleinement connaissance du dépassement, quelquefois très important, des valeurs de radioactivité (...) dans l'air comme dans la chaîne alimentaire" [...] "Les cartes qui ont été fournies par le SCPRI sont inexactes dans plusieurs domaines. Un grand nombre de valeurs relevées dans différentes régions sont des moyennes alors qu'il est bien précisé que des valeurs moyennes n'ont aucune signification dans ces cas".


DR

Une analyse de lait en Corse a été retrouvée pendant les perquisitions de 2001. Elle indiquait alors plus de 10 000 becquerels par litre (limite autorisée : 600 !) avec la mention "à ne pas divulguer". Lors des données publiées par le SCPRI en mai 1986, la pollution au sol en Corse était chiffrée à 13 bq/m2. Les nouveaux chiffres officiels publiés sous la pression de la CRII-Rad sont aujourd'hui de 11 000 à 25 000 bq/m^2.
La juge Marie-Odile Bertella-Geffroy a lancé depuis ces perquisitions une étude épidémiologique en Corse où le nombre de malades de la thyroïde est particulièrement élevé. Aucun procès n'est pour le moment annoncé.

■ **Paris : réunion perturbée.** Réunis à Paris, le 14 mars, des "experts" sur le suivi de l'accident de Tchernobyl ont été copieusement arrosés de faux sang, œufs pourris et lisier par un groupe antinucléaire non-identifié. Un tract laissé sur place explique que ces experts nient inlassablement les conséquences de l'accident, et mettent en avant la nécessité de s'habituer à vivre dans les zones contaminées... ce qui ouvre la porte à la poursuite du nucléaire. Ces experts sont membres de la commission Sage, Stratégie pour une culture de protection radiologique en Europe, animée par le Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire, officiellement dépendant de l'Union européenne mais dans lequel on retrouve la Cogema, EDF, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire et le Commissariat à l'énergie atomique. Pour la majorité de ces experts, l'essentiel des maladies constatées sur place est provoqué par... le stress après l'accident et non par les radioéléments qui polluent l'air et la nourriture. D'autres experts présents à cette réunion ont été choqués : en particulier les membres de l'institut indépendant Belrad qui en collaboration avec la CRII-Rad en France, essaient précisément d'obtenir de l'aide pour les deux millions de Biélorusses qui vivent encore en zone contaminée.

Petite phrase

«Les prix élevés du pétrole ont déclenché chez certains augures l'espoir d'une renaissance de l'énergie nucléaire. Mais le fait est que les centrales nucléaires sont tellement peu rentables que depuis plus de trente ans aux USA plus aucun réacteur n'a été connecté au réseau et en Europe depuis plus de 20 ans. Si en Europe, d'ici 2010, une nouvelle centrale doit fonctionner en Finlande, alors pendant ce temps, entre la décision et sa construction, déjà six centrales allemandes et bien plus d'est-européennes seront déconnectées du réseau». Jürgen Trittin, ministre vert de l'environnement en Allemagne, *Frankfurter Rundschau*, 13 janvier 2005.

Fin du nucléaire en France ?

Le 25 mars 2005, l'Assemblée nationale a voté dans le cadre du projet de loi d'orientation sur l'énergie un article stipulant notamment que "la politique énergétique française a quatre objectifs principaux [en premier] l'indépendance énergétique nationale". Sachant que l'uranium des centrales nucléaires est 100 % importé, logiquement les députés devraient maintenant voter l'arrêt du nucléaire en France.

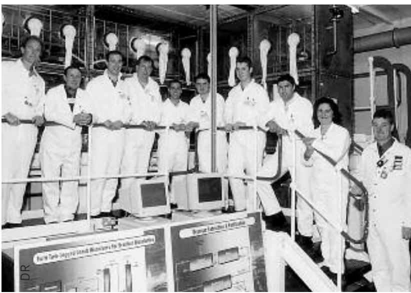
SOMALIE

Le tsunami remonte les déchets

Les tsunamis qui ont frappé l'Asie en décembre dernier ont permis de découvrir des déchets radioactifs immergés illégalement par les pays occidentaux le long des côtes de la corne africaine. L'aveu en est fait dans un rapport préliminaire du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (le PNUD), publié le 2 mars. Ces déchets ont été datés comme ayant été immergés dans les années 80 et 90, alors qu'évidemment ce genre de pratiques est interdit. Des rumeurs avaient déjà couru, en pleine guerre civile, sur d'éventuelles livraisons de déchets comme condition pour avoir des armes. Le rapport du PNUD indique que les fûts, bien que récents, sont déjà suffisamment corrodés pour qu'on ne puisse en lire le contenu et toujours selon le rapport : "Un nombre important d'individus dans les zones somaliennes affectées se plaint de problèmes de santé inhabituels, y compris de problèmes pulmonaires graves et d'infections de la peau".

ECOSSE

Déchets sur la plage


DR

La centrale de Dounreay, en Ecosse.

Des déchets hautement radioactifs provenant du réacteur de recherche nucléaire de Dounreay à Caithness, en Ecosse, ont été versés dans la mer entre 1960 et 1989. Aujourd'hui des particules hautement radioactives se retrouvent sur les plages à proximité. L'affaire a révélé que ces déchets étaient rejetés après avoir été diluée dans l'eau de mer. Herby Lyalls, un responsable des services sanitaires, a avoué à la presse qu'il faisait partie d'une équipe d'experts qui avaient déjà découvert de tels rejets en 1984, mais qu'à l'époque les autorités avaient décidé d'étouffer l'affaire pour ne pas nuire au tourisme. L'Atomic Energy Authority a admis qu'"au moins plusieurs centaines de milliers" de particules de plutonium et d'uranium, environ de la taille d'un grain de sable, avaient été libérées de la centrale de Dounreay. (*Sunday Times*, 6 mars 2005)

EPR

■ **EPR : nouvelle plainte.** Après le Réseau Sortir du nucléaire qui dénonce les aides financières déguisées du gouvernement fran-



NIGER



Enquête en cours

Libération (9 mars 2005) a envoyé un journaliste enquêter sur les mines d'uranium d'Areva. Le résultat est significatif : "Avec ses 1 600 employés, les deux mines d'uranium exploitées par le français Areva à quelques kilomètres de là, font vivre directement 20 000 personnes sur leurs 70 000 habitants. A la maison d'hôte d'Arlit, sur la table de nuit de chaque chambre, une note explique comment joindre par téléphone le siège de la Cogema, filiale d'Areva, à Vélizy. Sur la commode de la salle à manger, traîne un numéro de *Fortune*, avec Anne Lauvergeon, la présidente d'Areva en couverture. A quelques pas de là, dans la salle informatique d'une école, un poster détaille comment se fabrique l'énergie nucléaire. A l'hôpital privé, sur les murs du cabinet du pédiatre, est épinglé le bateau Areva qui portait les couleurs françaises lors de la dernière Coupe de l'America" (...) "La situation sanitaire ? Les deux hôpitaux privés d'Akokan et d'Arlit entièrement financés par Areva, permettraient à la région d'afficher un taux d'espérance de vie supérieur à la triste moyenne de 45 ans du Niger. Voilà pour le tableau officiel" (...) "Chaque salarié qui descend au fond a normalement l'obligation de fixer à sa ceinture un dosimètre qui enregistre l'exposition à la radioactivité. Pourtant ce jour-là, [sur quinze vus par le journaliste] au moins trois ouvriers travaillent sans leur dosimètre", [commentaire d'un mineur, qui travaille là depuis six ans] "Depuis que je descends au fond, je n'ai jamais rencontré une seule fois un médecin pour me tenir informé d'un impact de la radioactivité. Alors le dosimètre, ça ne sert pas à grand-chose" (...) "A la périphérie d'Arlit, une dizaine d'échoppes font commerce de ferraille. Il y a là de tout. Et surtout des restes des deux mines : tuyaux, barres métalliques, ustensiles en tout genre..." (...) "Tout le monde semble se moquer de savoir si cette ferraille pourrait ou non être radioactive. «Ce sont les enfants qui viennent nous la vendre. Généralement, ils vont la déterrer dans le désert», explique un vendeur" (...) "Lors de la rapide mission de 2004, l'IRSN [organisme officiel] a pu mesurer, autour de la gendarmerie d'Akokan, un taux de radioactivité légèrement au-dessus du seuil normalement autorisé de 1mSv par an. «La faute à une cheminée de ventilation de la mine qui sort juste à côté de la gendarmerie»".



çais pour assurer la vente d'un EPR à la Finlande, c'est au tour de la Fédération européenne des énergies renouvelables de porter plainte pour non respect des règles de concurrence, en particulier par l'attribution de crédits à des taux privilégiés à la fois par les gouvernements français et finlandais, mais aussi semble-t-il allemand et suédois.

■ **Privatisation d'Areva repoussée.** Les difficultés d'Areva pour convaincre de l'intérêt d'un réacteur de type EPR et pour en assurer le financement pourraient rendre caduque la possibilité de privatiser la firme. Initialement prévue pour 2004, cette privatisation est d'ores et déjà repoussée au moins à 2006. La faiblesse d'Alstom, autre grand du nucléaire au bord de la faillite, rend le ministère de l'Economie prudent.

Bure

■ **Débat bidon.** La "loi Bataille" du 30 décembre 1991 donnait aux pouvoirs publics 15 ans pour approfondir les recherches et trouver une solution pour le stockage des déchets les plus dangereux. Nous sommes donc presque au bout de ce délai de quinze ans... et aucun progrès n'a été fait dans ce domaine. Comme une loi est passée pour instaurer — en théorie — plus de démocratie, le gouvernement n'a trouvé qu'une chose à faire : le 3 mars, il a demandé à la Commission nationale du débat public d'organiser d'ici la fin de l'année une "large concertation". Mais rassurez-vous, pour la largeur, selon les termes du ministère de l'Industrie, elle impliquera "le Parlement et les collectivités locales concernées", comprendre ceux qui sont déjà achetés par le lobby nucléaire.

■ **Débats transparents ?** Pour être transparents, les débats sur l'avenir des déchets radioactifs qui s'est tenu début février au sein de l'Assemblée nationale, l'ont été sur au moins un point : que ce soit le CEA, Areva ou le gouvernement, ils utilisaient les mêmes transparents pour présenter les données aux élus. Pas de discordance : industrie, recherche, armée, gouvernement, même combat !

Manipulations diverses

■ **Pastilles d'iode.** Le gouvernement a annoncé début mars que 90% des populations qui pourraient être exposées à un nuage radioactif sont maintenant protégées... après avoir distribué des pastilles d'iode dans un rayon de 10 km autour des réacteurs nucléaires. Ceci est une escroquerie à plusieurs niveaux : l'accident de Tchernobyl dont le nuage a fait le tour de l'hémisphère nord a montré que la radioactivité ne s'arrête pas à 10 km de réacteurs. Ensuite les pastilles d'iode ne font que saturer la thyroïde, ce qui ne protège que de l'iode radioactif. Enfin, il faut prendre ces pastilles plusieurs heures avant l'accident, ce qui est certes possible si l'on habite loin du lieu d'émission du nuage radioactif et sûrement pas si l'on habite dans un rayon de 10 km.

■ **Accident nucléaire : mensonges officiels.** L'IRSN, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, a publié un CD-Rom a destination des élus qui présente les conséquences possibles d'un accident nucléaire dans un réacteur français. Allons directement à l'accident le plus grave : le cœur de la centrale fond, transperce la cuve, oblige à relâcher des gaz radioactifs pour éviter l'explosion. Résultat selon l'IRSN : il y aurait cent fois moins de radioactivité libérée que lors de l'accident de Tchernobyl et à l'arrivée seulement 4 à 11 morts ! De qui se moque-t-on ? L'ONU annonce que le bilan final de l'accident de Tchernobyl sera d'au moins 7 millions de victimes alors que seuls 2% de la radioactivité du réacteur sont partis dans l'atmosphère.

LOIRE

Feursmétal renonce

La fonderie Feursmétal avait demandé une dérogation pour le recyclage de métaux faiblement irradiés en provenance de la Socatri, une filiale d'Eurodif. Après deux entrevues de la CRII-Rad et des opposants auprès des ministères de la santé et de l'écologie, la direction générale de la sûreté nucléaire a fini par admettre que le projet était illégal. En effet, des dérogations pour l'usage de matières contaminées par la radioactivité n'est possible que pour des expérimentations ou des recherches, ce qui n'était pas le cas. Le 4 février, à la veille d'une manifestation organisée par différentes associations locales, la direction de Feursmétal a annoncé l'annulation de ses demandes d'autorisation. Le 12 février, la manifestation maintenue a réuni environ 600 personnes. Une pétition a été remise aux autorités avec plus de 7000 signatures dont celles de nombreux salariés de l'usine, inquiets pour leur santé.

GRENOBLE

Curieux accident

Le 4 avril, une violente détonation suivie d'un dégagement de fumée a eu lieu dans le domaine universitaire sur la commune de Gières, près de Grenoble. L'explosion venait d'un bunker d'une dizaine de m2 appartenant à l'Institut national polytechnique. De petites quantités d'uranium et de thorium y étaient stockés avec des produits chimiques périmés. Une vingtaine de personnes proches au moment de l'explosion ont été contrôlées... apparemment, si nuage radioactif et chimique il y a eu, il n'est pas mesurable a posteriori.
(Dauphine Libéré, 5 avril 2005)

Eolien

■ En hausse de 20%. La capacité de production des éoliennes a progressé de 20% dans le monde en 2004 pour atteindre 47 317 mégawatts dont 34 205 MW en Europe. L'Allemagne reste le champion mondial du secteur (16 629 MW, 35%) devant l'Espagne (8263 MW, 17%), les Etats-Unis (6740 MW, 14%). Le Danemark, bien que produisant 20% de son électricité ainsi, rétrograde à la quatrième place (3500 MW, 7%). Suit ensuite l'Inde (3000 MW).
Par continent, après l'Europe, l'Amérique du Nord totalise 7184 MW, l'Asie 4674 MW, l'Océanie 560 MW, l'Afrique 225 MW et l'Amérique latine 208 MW.


Ferme éolienne au Nouveau-Mexique (USA)

■ France : premier gigawatt en 2006. Selon les prévisions de chantiers annoncés, le premier gigawatt (1000 mégawatts) de puissance installée devrait être atteint durant le premier semestre 2006... Alors que l'objectif fixé pour répondre aux demandes de l'Europe est de 9 à 10 GW en 2010.

■ Larzac : démissions d'élus. La totalité des membres du conseil municipal de Lapanouse-de-Cernon ont démissionné le 11 mars dernier après l'annonce par le préfet du refus d'autoriser l'implantation de deux éoliennes sur la commune. Prétexte au refus : cela nuirait au paysage alors que le site est dans le périmètre d'un éventuel futur parc naturel du Larzac. Les élus protestent en disant que les deux éoliennes sont prévues à côté... de l'autoroute qui a déjà complètement défiguré le site et qu'elles ne sont visibles que de cette autoroute et des fermes des deux propriétaires du lieu d'implantation. *(Midi Libre, 12 mars 2005)*

■ Fos-sur-Mer : 91 éoliennes. Le port autonome de Marseille qui dispose de dizaines de kilomètres de littoral au nord de Marseille va y installer 91 éoliennes d'ici 2007 qui totaliseront 126 MW et seront utilisé sur le site. Pour rendre le port complètement autonome, il faudrait atteindre à terme 750 MW.

Solaire

■ Portugal : record en vue. La plus grande centrale photovoltaïque fait actuellement 5 MWc et se trouve en Allemagne. Le Portugal vient de lancer un chantier dans la vallée de Baldios das Ferrarias, au sud du Pays, pour construire une centrale douze fois plus grande : 60 MWc. Elle devrait entrer en fonctionnement en 2009.


L'église Saint-Nicolas de Leipzig (4,84 kWc).

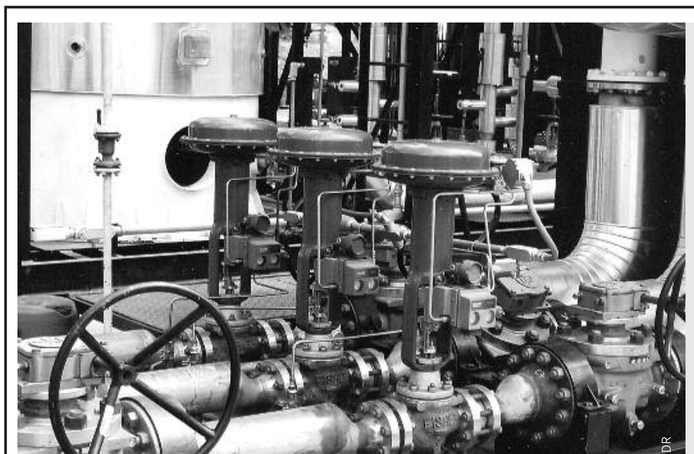


Dépêchons-nous d'économiser le pétrole !

C'est le titre d'un rapport que vient de publier fin avril l'Agence internationale de l'Energie qui dépend de l'OCDE (26 pays les plus industrialisés) : "Saving oil in a Hurry". L'AIE recommande de lancer d'urgence des plans pour économiser le pétrole car la demande risque de dépasser l'offre à la prochaine grève ou au prochain attentat et les prix de s'envoler. Révélé par le *Financial Times* dès le 1er avril, le rapport préconise de limiter la vitesse des voitures à 90 km/h sur les autoroutes, de baisser les prix des transports en commun, de limiter le temps de travail et de le transférer autant que possible à domicile...
Et pendant ce temps, on continue à construire des pistes d'aéroports, des autoroutes et des A380 ! L'AIE prépare un autre rapport dont le titre est déjà connu : "Saving electricity in a Hurry". Faut-il traduire ?

■ Allemagne : églises solaires. Les toits d'église offrent de grandes surfaces pour capter l'énergie solaire et elles sont de plus en plus nombreuses à profiter de restauration pour installer des photopiles, comme ici à l'église Saint-Nicolas de Leipzig (4,84 kWc).

■ Suisse : coopératives d'achat. Les adresses publiées dans le numéro 322, pour l'achat de matériel pour l'autoconstruction de capteurs solaires, étaient anciennes. Les actuelles sont les suivantes : ***Sebasol VD**, c/o Pascal Cretton, Aloys-Fauquez 6, 1018 Lausanne, tél : 00 41 21 311 37 42.*
***Solar Support**, postfach 812, 8051 Frauenfeld, tél : 00 41 52 368 08 05.*



Fin du gaz ?

Si le pétrole venait à manquer du fait d'un excédent de la demande par rapport à la production, les experts nous prédisaient jusqu'à maintenant que nous aurions encore quelques dizaines d'années pour nous retourner avec le recours pendant ce temps au gaz.
Mais pendant la période de froid, fin février, le prix du pétrole ayant atteint de nouveaux records, de gros industriels ont basculé sur le gaz... au moment même où celui-ci était consommé en grande quantité pour le chauffage, provoquant une baisse record des stocks de Gaz de France. GDF a dû intervenir pour demander des arrêts de fonctionnement à plus de deux cents clients industriels.
Ceci montre que lorsque le pétrole manquera un peu plus, il ne faudra pas trop compter sur les réserves de gaz... dont le pic de production pourrait être beaucoup plus tôt qu'annoncé jusqu'à maintenant.

ALSACE

Solaire 2005

La ville d'Illkirch-Graffenstaden organise les 21 et 22 mai, à l'Illiade, un salon consacré aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie. La commune y présente ses propres réalisations : 12 installations solaires thermiques, 13 solaires photovoltaïques, 8 chaufferies bois. *Ville d'Illkirch-Graffenstaden, tél : 03 88 66 80 26, Sylvie Cerf.*



■ **Bretagne : jugement mal éclairé !** Le 8 décembre 2004, un couple breton a été condamné à 1600€ de dommages et intérêts par le tribunal pour "gêne intense" résultant de la réverbération du soleil sur des capteurs solaires et l'obligation d'en changer l'orientation (3000€ de travaux). Thierry Salomon, spécialiste du solaire est intervenu pour dénoncer le manque de savoir des juges : ils semblent ignorer que la Terre tourne et donc l'ensoleillement aussi. En supposant que les plaignants se trouvent à leur fenêtre, que celle-ci, large de 2m se trouve à 30 mètres des capteurs, ils ne seraient éblouis qu'un quart d'heure par jour… et encore pas tous les jours puisqu'il faut tenir compte de la hauteur du soleil qui varie dans l'année et des jours de mauvais temps (le ciel étant rarement bleu longtemps en Bretagne). Au total : au maximum, une cinquantaine d'heures de gène sur les 8760 que dure une année. *(Maison écologique, février 2005)*

■ **Isère : Photowatt pourrait délocaliser.** L'usine Photowatt à Bourgoin-Jallieu, dans l'Isère, est l'une des plus importantes usines de photopiles en Europe, la onzième dans le monde. Le lieu de son implantation avait été choisi pour alimenter la France, l'Italie et la Suisse. Si l'usine connaît une croissance soutenue (28,5 MWc en 2004 contre 17 en 2003), la direction s'interroge sur son emplacement : elle exporte 96% de sa production, la France restant dans ce domaine un pays marginal. Au moment de s'agrandir, elle envisage de s'installer ailleurs… plus à l'Est où la main-d'œuvre est moins chère, Pologne ou Slovaquie. *(Libération, 16 mars 2005)*

■ **Rhône : HLM solaires.** La Darnaise, à Vénissieux, au sud de Lyon, comporte encore onze tours de 17 étages construites au début des années 70. Quatre ont été démolies de 1989 à 2004. Les tours restantes sont en cours de solarisation, opération menée par l'OPAC du grand Lyon. Les installations comprennent sur le toit de chaque tour des capteurs pour alimenter l'eau chaude et sur une des façades de 20 à 30 m2 de cellules photoélectriques dont le courant est revendu à EDF (59 000 kWh par an prévus). Côté thermique, le solaire doit assurer environ 40 % des besoins, ce qui représente une baisse des charges de 63 euros pour chacun des 727 logements. Au total, l'investissement est de 1,7 millions d'euros.

Economie de pétrole

Selon une étude de l'association américaine Sierra Club, si la consommation d'essence dans les véhicules aux Etats-Unis était limitée à 6 litres au cent, cela économiserait l'équivalent de ce qui est importé du Moyen-Orient. *(Libération, 18 mars 2005)*

CHAMPAGNE

Cogénération au marc de raisin

Après les vendanges, le marc de raisin est utilisé pour différents usages en cosmétiques, en biocarburants, en pharmacie. Il reste ensuite un "marc épuré" qui est dispersé dans les champs. La distillerie Goyard, à Mareuil-sur-Ay (Marne) se retrouve ainsi chaque année avec plus de 113 000 tonnes de marc dont l'épandage coûte cher en énergie. Un projet vient de voir le jour pour le brûler en cogénération. La chaleur obtenue permettra d'assurer 80 à 85% des besoins de chaleur de la distillerie et la production d'électricité sera revendue à EDF. Trois autres distilleries de la région vont faire de même, avec au total une production électrique attendue en 2007 de 300 000 MWh par an, la consommation de 40 000 personnes. *(AFP, 10 février 2005)*

France : politique désastreuse

■ **Baisse des renouvelables.** Nous avons déjà signalé que l'importance des renouvelables dans le bilan énergétique français est en forte baisse… du fait de la hausse rapide de la consommation : de 18% en 1990, nous n'en sommes plus qu'à 13,5% aujourd'hui (voir *S!lence* n°321). Mais au niveau européen, le résultat n'est pas fameux non plus : de 5,6% en 2001, nous sommes passés à 5,48% en 2003. L'Europe qui avait fixé un objectif de 12% pour 2010 constate aujourd'hui que cet objectif ne sera sans doute pas atteint. Non seulement, il faut avoir une politique volontaire pour le développement des énergies renouvelables, mais il faut aussi mettre en place des scénarios de maîtrise des consommations pour que cela ait un sens.

■ **Hausse de la consommation d'électricité.** RTE, réseau de transfert d'électricité a annoncé qu'en 2004, la consommation française avait augmenté de 2,2% pour atteindre 477,2 milliards de kWh. Selon RTE, cette hausse provient pour une bonne part de la bureautique et de la multiplication des veilles dans les appareils. La France exporte de moins en moins de courant et l'équilibre pourrait intervenir dès 2008.

■ **Changement de chauffage… électrique.** Décidément, le lobby nucléaire contrôle le gouvernement. Le 23 mars, le gouvernement annonce sa volonté de faire des économies d'énergie dans l'habitat et parmi les mesures proposées, un crédit d'impôt de 15% en cas de remplacement de chauffages électriques de plus de 15 ans… par des panneaux radiants électriques ! Autant donner des subventions aux électriciens, ce sera plus simple ! Rappelons qu'un chauffage électrique, même moderne, consomme toujours, à isolation équivalente, environ trois fois plus d'énergie qu'un chauffage thermique (gaz par exemple) et coûte donc trois fois plus cher aux locataires.

■ **Fin du thermique ?** EDF continue progressivement à fermer ses centrales thermiques construites avant 1974 (avant le programme nucléaire) avec comme objectif de ne conserver que 10 000 MW en activité pour faire face aux pointes de consommation. Le non renouvellement de ces vieilles centrales sera un handicap supplémentaires quand sera prise la décision d'arrêter le nucléaire.

Vers une Europe militaire !

Si le projet de traité constitutionnel passe, ce sera une victoire pour les lobbies militaristes.

En juillet 2003, la Convention européenne présentait son projet de Constitution européenne composé de 260 pages, divisé en quatre chapitres et complété par différentes annexes et divers accords ayant tous un caractère constitutionnel (1). Si cette constitution rassemble tous les traités européens (à l'exception d'Euratom) en un énorme document, ce n'est pas tout.

Même la Commission européenne a dû admettre que ce projet, concernant jusqu'aux politiques étrangères et de sécurité, *"réécrit complètement le texte originel". " Il renforce la politique de défense et de sécurité et autorise les Etats membres qui le veulent à accroître leur capacité d'action dans un cadre commun"* (2).

Une europe militaire ?

Pour la première fois, l'Union européenne aura explicitement la compétence de *"définir et de rendre effective une politique étrangère et de défense commune, incluant la construction progressive d'une défense commune"* (Art I-12 para 4). Inédite aussi la clause de solidarité, demandant que les Etats membres de l'Union *"soutiennent sans réserve la politique étrangère et de défense commune dans un esprit de loyauté et de mutuelle solidarité"* (Art I-15 para 2).

Ce deuxième point peut avoir de sérieuses conséquences pour les Etats qui ne sont pas (encore) membres de l'OTAN — leur neutralité est mise en question ici — la Constitution de l'UE pourrait les transformer de facto en membres de l'OTAN sans leur en donner les droits. Enfin, l'aspect militariste de la Constitution européenne est l'un — si ce n'est pas le — (nouvel) élément central de ce projet ayant pour conséquence l'impossibilité faite à tout Etat membre seul de s'opposer à la politique militaire commune.

Le 12 janvier 2005, le Parlement européen votait par 500 voix pour et 137 contre (40 abstentions) en faveur du Traité constitutionnel, dit la Constitution. Bien que ce soit une décision purement symbolique vu que le Parlement n'a aucun pouvoir en la matière — la décision réelle revenant aux gouvernements des Etats membres — cela marque un pas important vers l'adoption du dit texte (3).

" Les Etats membres devront prendre en charge l'amélioration progressive de leurs capacités militaires" (Art I-40, para 3)

Même si la Constitution est présentée comme protégeant les droits de l'homme, les aspects les plus significatifs sont ailleurs. Ainsi le rapport du député travailliste Richard Corbett et de son homologue de droite, l'espagnol I. Mendez de Vigo, promoteurs du oui, précise clairement que: *"les meilleures avancées apportées par la Constitution sont à trouver dans le domaine spécifique de la politique commune de sécurité"* (A6 -0070/2004)



DR



DR

Parade de l'Eurocorps devant le Parlement européen de Strasbourg. L'Eurocorps est un embryon d'armée européenne initiée par la France et l'Allemagne.

(1) Lire Michel Bernard, *Quelle constitution européenne ? S!lence* n°318/319, janvier 2005, p.86-87.
(2) Opinion de la Commission, conformément à l'article 48 du Traité de l'Union européenne, à la conférence des représentants des gouvernements des Etats membres visant à réviser les traités, 17 septembre 2003.
(3) Des groupes parlementaires européens, seul le groupe La Gauche unie européenne/La Gauche verte du Nord (GUE/NGL) a adopté une position claire contre la constitution : http://www2.europarl.eu.int/gue/showPage.jsp.

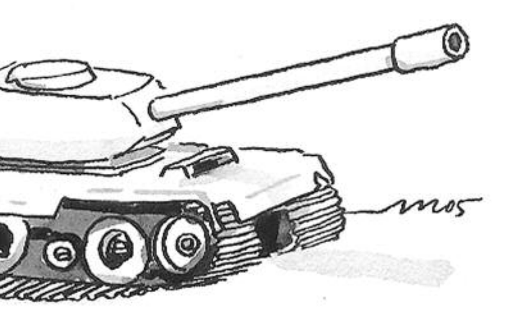
La Constitution marque la militarisation de l'Union eeeeeeuropéenne, emmenée par les trois géants de l'armement que sont l'Angleterre, l'Allemagne et la France.

La constitutionnalisation des armes

Ce projet est unique du fait de l'aspect spécifique qu'est l'inclusion d'un engagement constitutionnel pour l'armement : *" les Etats membres devront prendre en charge l'amélioration progressive de leurs capacités militaires"* (Art I-40, para 3).

La nouvelle Agence européenne de défense, établie en 2004 et dirigée par Nick Witney (ancien directeur général de la politique internationale de sécurité au ministère de la défense britannique), s'assurera que les Etats membres remplissent cet engagement, et s'occupera aussi *"du renforcement de la base technologique et industrielle du secteur de la défense"* (Art III -212 para 1). Avec ce vocable, l'industrie militaire pourra faire valoir ses droits constitutionnels pour son soutien !

Ce traité stipule aussi — et encore une fois, c'est unique pour une Constitution — que les interventions internationales seront une tâche de l'Union européenne. Les troupes de l'UE seront enrôlées dans *"les forces combattantes pour la gestion des crises, y compris les processus de pacification et de stabilisation post conflits"* (Art III -210), comme parties prenantes de la guerre contre le



terrorisme. Cela peut alors être décidé par le Conseil des ministres, sans l'implication de Parlement national, ni même du Parlement européen (Art I - 40 et Art III - 198 para 1) !

Le Parlement européen sera seulement *"consulté"* et tenu informé ; il pourra poser des questions mais c'est tout ce qu'il y a en termes de *"démocratie"* (Art I - 40 para 8, III - 205 Para 1 et 2).

Et ce n'est pas seulement de la théorie. Au sommet européen de Thessalonique en juin 2003, les chefs d'Etats de l'UE ont volontiers accueilli le principe de stratégie militaire européenne de Javiar Solana : *"En tant qu'Union de 25 pays, dépensant un total de 160 milliards d'euros pour la défense, nous devrions, si c'est requis, être capables de soutenir plusieurs opérations simultanément. Nous devons développer une culture stratégique qui puisse nourrir préventivement et rapidement, quand c'est nécessaire, une intervention forte". "Si nous envisageons avec sérieux les nouvelles menaces tout autant que la création de forces mobiles et flexibles, nous devons augmenter les ressources militaires"* (4).

Le Sud, c'est l'ennemi… mais n'oublions pas l'Europe

Reflétant la doctrine de George W. Bush sur la guerre préventive, le document de Solana continue ainsi *"avec les nouvelles menaces, la première ligne de défense sera souvent à l'étranger* […] *nous devrons être prêts avant qu'une crise n'éclate"*. Dans le futur, l'UE — comme les Etats-Unis — veut être capable d'intervenir, au regard de ses intérêts, quand elle veut et où elle veut. Il n'y a aucune différence sur le fond entre les USA et l'UE, quant à cette politique guerrière jusqu'au-boutiste ; seuls les termes quantitatifs diffèrent.

" […] *Agissant ensemble, l'Union européenne et les Etats-Unis peuvent être une force formidable pour le bien dans le monde"*. Les analyses qui sous-tendent le document de Javiar Solana et la Constitution de l'UE voient le problème situé au Sud, dans *"les Etats ratés (failed states)"*, *"le terrorisme international"*, etc. Il s'agit ici de tenter de faire de l'UE la seconde super-puissance, capable d'agir avec ou sans les USA, contre ces pays qui menacent l'ordre capitaliste mondial.

La militarisation de l'Europe progresse donc rapidement. Le 2 décembre 2004, l'Union européenne a pris le commandement de la mission militaire en Bosnie jusque là confiée à l'OTAN (SFOR) et cette opération européenne nommée ALHTEA est maintenant commandée par le général britannique John Reith. Une mission européenne de police en République démocratique du Congo a débuté en janvier 2005 et en février 2005, l'UE se préparait aussi pour *"une mission d'administration civile, judiciaire et de police intégrée"* en Irak pour *"contribuer à la reconstruction et à l'émergence d'un Irak stable, sécurisé et démocratique"* (5).

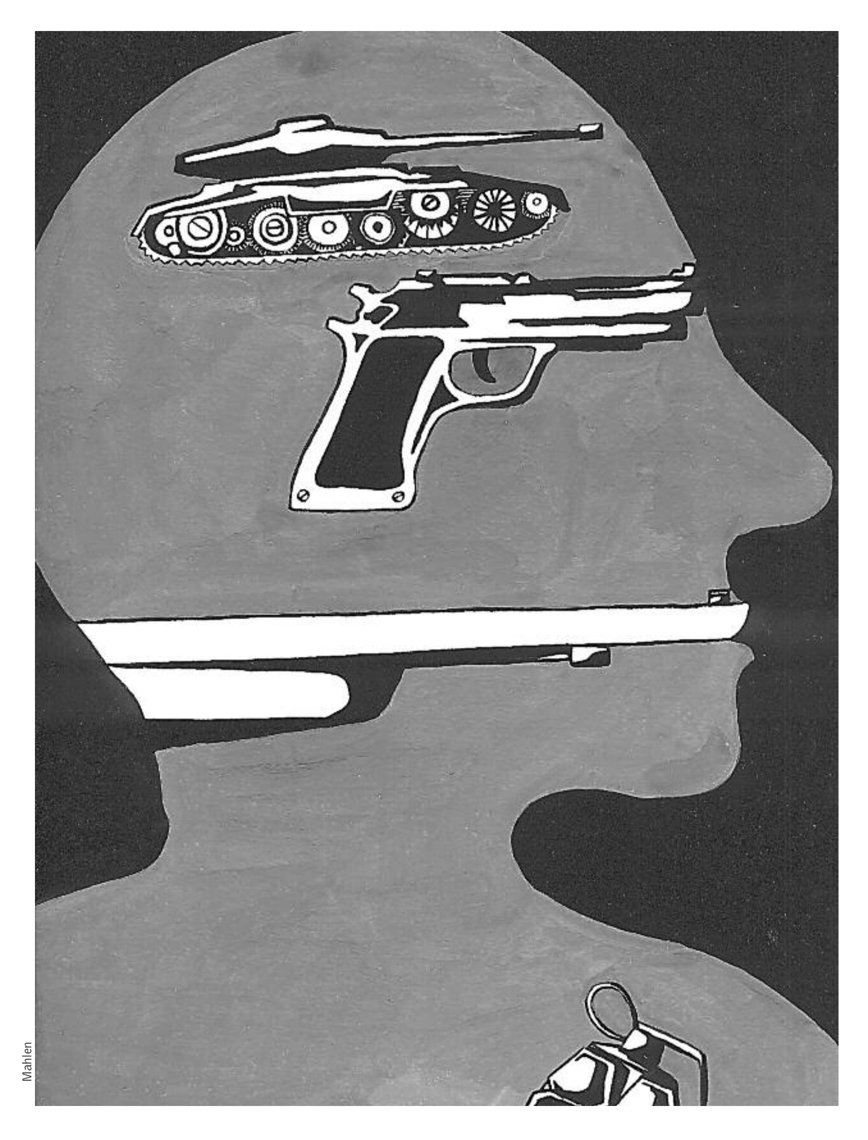
Une europe militaire ? C'est à nous d'éviter, maintenant, que cela n'arrive !

Tobias Pflüger et Andreas Speck ■
Traduction Matt Mahlen.

T.Pflüger travaille pour le Informationsstelle Militarisierung de Tübingen, Allemagne. Lire son papier complet (en anglais) sur le site de WRI/IRG à http://wri-irg.org/news/2003/eumil-en.htm

A.Speck fait partie de l'équipe de WRI, l'Internationale des Résistants à la Guerre (IRG)

Compilation libre des articles de Tobias Pflüger et d'Andréas Speck : A military constitution for the EU ?, Peace News 2453, Déc.2003/Fév.2004 et A new military Europe, Peace News 2458, Fév.2005.


Mahlen

(4) http://ue.eu.int/pressdata/EN/reports/76255.pdf
(5) Rapport de la présidence de la sécurité et de la défense européenne, approuvé par le Conseil européen du 17 décembre 2004.



Politique

ISRAEL

Le mur doit tomber !

Même si Israël a revu le tracé du mur pour le rendre légal aux yeux de ses propres tribunaux (il est construit à l'intérieur des terres palestiniennes), au niveau international, ce mur est toujours considéré comme illégal. De nombreuses associations se sont associées pour mener une campagne internationale demandant à Israël de renoncer à sa construction. La campagne est animée en France par la *plateforme des ONG pour la Palestine, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 40 36 41 46.*

Constitution européenne C'est non !

Dans son introduction (art I-3), le texte de la constitution précise bien "L'Union œuvre pour le développement durable de l'Europe…". Mais le développement durable de quoi ? La suite de la phrase précise "fondé sur une croissance économique équilibrée, sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement". Faire du "social" "hautement compétitif" cela résulte sans doute d'un compromis difficile, mais cela ne veut rien dire. Quant à la "qualité de l'environnement", vous pouvez ensuite éplucher l'ensemble du texte, vous aurez du mal à trouver ce que cela peut vouloir dire : on pourrait ainsi produire sans cesse plus (la croissance) sans que cela ait des conséquences ? Les textes qui parlent d'environnement : transports (III-236 et suivants), l'énergie (III-256 et suivants), l'agriculture (III-225 et suivants) ne parlent des différents sujets que d'un point de vue strictement économique. Tous les textes vont dans le même sens : protéger la liberté de commerce, de faire des échanges, de gagner de l'argent. C'est donc bien du développement durable des grandes fortunes qu'il s'agit. Et on ne pourra plus rien changer ensuite, sauf unanimité des 25 Etats.
Pour l'Europe, je vote non.

ESPAGNE

Pays basque indépendant ?

Le gouvernement de la région basque côté espagnol a adopté le 30 décembre une motion prônant la négociation avec le gouvernement espagnol pour que le Pays basque soit une "nation libre associée à l'Etat espagnol". Cette motion proposée par les Basques modérés au pouvoir a bénéficié du soutien de trois des six députés indépendantistes, ce qui a suffi pour la faire accepter. Un sondage indique que 75% des habitants de la région sont d'accord avec cette volonté de plus grande indépendance. Le gouvernement espagnol a estimé que ce vote est anticonstitutionnel, mais depuis l'Andalousie, la Galicie et la Catalogne ont adopté une motion similaire. Devant ce contexte politique, l'ETA a annoncé qu'elle suspendait toute action violente.



DR

BELGIQUE

Anarchisme à la une

Le Mundaneum de Mons a été créé au dix-neuvième siècle pour faire la présentation des connaissances permettant d'aller vers la paix dans le monde. Il présente actuellement, jusqu'au 12 juin, une exposition *L'anarchisme à la une* qui présente l'histoire de ce mouvement : chronologie, théoriciens, actions et campagnes… Différentes conférences se tiennent en parallèle. *Mundaneum, 76, rue de Nimy, 7000 Mons, tél : 065 31 53 43.*

Public eye on Davos

Les ONG qui manifestent chaque année contre le forum de Davos (Suisse) où se réunissent les principaux patrons de la planète, ont mis en place un "prix" le *Public eye on Davos* attribué aux entreprises les plus irresponsables.

Petites phrases

«Avec tout le respect dû au président Bush, le monde n'est pas condamné à choisir entre les talibans et le gouvernement américain. Toute la beauté de la civilisation humaine — notre art, notre musique, notre littérature — est au-delà de ces deux pôles d'idéologie fondamentaliste. Les peuples du monde ont aussi peu de chances d'accéder tous un jour à la société de consommation qu'ils en ont d'embrasser tous une seule et même religion. L'enjeu n'est pas tant une lutte entre le bien et le mal ou l'islam et le christianisme qu'un problème d'espace. Il est de savoir comment s'accommoder de la diversité, comment contenir l'instinct d'hégémonie — quelle que soit la nature de cette hégémonie, économique, militaire, linguistique, religieuse ou culturelle. Tous les écologistes vous diront à quel point une mono-culture peut être fragile et dangereuse. Vivre dans un monde hégémonique, c'est comme avoir un gouvernement sans le contrepoids salutaire d'une opposition. Ce n'est ni plus ni moins qu'une sorte de dictature. Cela revient à mettre le monde sous film plastique pour l'empêcher de respirer. Ce film, un jour ou l'autre, il finira par se déchirer».

Arundhaty Roy
Ecrivaine indienne.

Constitution

■ **Petite phrase.** *"Penser, c'est dire non. Remarquez que le signe du oui est d'un homme qui s'endort ; au contraire le réveil secoue la tête et dit non"*. Du philosophe Alain.

■ **Texte intégral.** Il a été publié au Journal officiel de l'Union européenne du 16 décembre 2004. Il est disponible sur internet sur le site http://europa.eu.int/eur-lex. Vous y découvrirez les parties III et IV (70 % du texte) qui manquent ailleurs.

■ **Prenez le temps de lire…** Mais pas n'importe quoi ! Ainsi, le livre d'Olivier Duhamel "La constitution de l'Union européenne" n'est certes pas cher (1,5€) mais ne publie que les deux premières parties du traité. Il en est de même pour le site de la Fondation Schuman. Comme de nombreux partisans du "oui", ils évitent soigneusement de publier la troisième partie très technique où figurent de multiples engagements irréversibles qui nous plongeront dans une Europe du libéralisme total.

■ **Démocratie dévoyée (1).** Le texte de présentation du référendum, d'une douzaine de pages, qui est prévu pour être envoyé avec les bulletins de vote n'est absolument pas le texte sur lequel on vote (il faudrait bien plus de pages !). Il ne présente que les avantages du traité et aucun des arguments contre ! Cela augure bien de la démocratie européenne.

■ **Démocratie dévoyée (2).** Le gouvernement vous l'a promis : si vous faites le 0 810 2005 25, vous pouvez recevoir gratuitement le texte de la constitution… ou presque puisque le texte que vous recevrez ne comporte que 2 des 36 protocoles et aucune de ces fameuses annexes qui renferment tous les textes désobligeants. Le texte se termine en vous informant que la suite peut être lue sur internet. Tant pis pour la moitié des électeurs qui n'ont pas accès à internet, de toute façon, les partisans du "oui" nous l'ont assez répété : nous sommes trop cons pour comprendre.

■ **Démocratie dévoyée (3).** Alors que plus de 80 % des élus appellent à voter pour le oui, depuis le 18 mars, tous les sondages donnent la majorité pour le "non". Réaction du gouvernement : 800 000 € seront donnés pour soi-disant favoriser le débat politique. Cet argent sera donné… aux groupes parlementaires de l'Assemblée nationale, groupes évidemment tous pour le "oui".

■ **Qui bascule pour le "non" ?** Le détail des sondages est intéressant : c'est à gauche que l'on constate de plus en plus un rejet de la Constitution. Ainsi, le sondage du *Parisien* du 18 mars indique que l'électorat socialiste est passé de 28% de non à 59%. Mais à droite aussi, le "oui" recule. A l'UMP, le "non" est passé en mars de 12 à 38 %.

■ **Directive Bolkestein suspendue**. Le non étant devenu majoritaire en France, la Commission européenne a reculé… en suspendant la directive Bolkestein qui prévoit que l'on peut payer un salarié au tarif de son pays d'origine. Cela montre au moins une chose : plus le non monte et plus le libéralisme recule. Voter non, c'est donc voter utile.

■ **Fin des droits de l'homme.** Alors que la Constitution française fait explicitement référence à la déclaration des droits de l'homme de 1948 qui précise dans son article 13 que *"Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.*



DR

Cette année, le grand prix est revenu à la société KPMG, une société d'audit qui a des bureaux dans de nombreux pays et dont le siège est à Amsterdam. Ce cabinet d'audit explique aux multinationales comment payer le moins d'impôts possible. Comme on est sympa, on vous explique comment le faire vous-mêmes : si vous êtes producteur de n'importe quoi ici, ouvrez une filiale dans un paradis fiscal (Monaco, Jersey, Liechtenstein pour rester en Europe), vendez votre production avec une marge de zéro à cette filiale. Comme vous exportez, vous ne payez pas la TVA et comme vous ne faites pas de bénéfices, vous ne payez pas d'autres impôts. Ensuite depuis votre filiale à zone franche, vendez au prix habituel, vous ne serez alors imposable que dans le pays d'origine... donc vous n'en payerez pas. Le fisc américain a estimé que ce simple conseil aux multinationales du pays a entraîné une perte pour les USA de 85 milliards de dollars.
Public eye on Davos a également donné le prix "droits humains" à la société Dow Chimical qui depuis vingt ans a réussi à ne pas payer un centime de dédommagement aux victimes de l'usine de Bhopal en Inde. Egalement récompensé par le prix "droits des travailleurs", la chaîne de grands magasins Wall-Mart qui diffuse dans toute l'Amérique du Nord des vêtements produits à la limite de l'esclavage en Asie ou en Afrique. Un "prix environnement" revient à Shell pour ses activités au Nigeria : alors que la loi du pays interdit de brûler du gaz à l'air libre, Shell préfère payer des amendes et continuer à polluer. Shell pollue la région du détroit du Niger depuis 1956. Nestlé a reçu le "prix du public" pour la commercialisation agressive de substituts au lait maternel et le pompage d'eau de source illégal au Brésil. (*Solidaire, avril 2005*)

Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays", la Constitution européenne dit dans son article III-267-5 que l'accueil des migrants de doit pas affecter *"le droit des Etats membres à fixer les volumes d'entrée des ressortissants des pays tiers dans le but d'y rechercher un emploi salarié ou non salarié"*. Fin du droit d'asile, bonjour au droit d'employer des immigrés quand l'économie en a besoin. Le "droit au travail" prévu dans la déclaration des droits de l'homme est remplacé par "la liberté de chercher un emploi" (article II-75). Alors que la déclaration de 1948 indique que toute personne *"a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et celui de sa famille (...) elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance"*, la Constitution européenne ne prévoir aucune contrainte : pas de revenu minimum, pas de pension, pas d'allocations de chômage, pas de retraite, pas de notion de salaire minimum... Ce sera le libre marché !

■ **Naufrage des droits sociaux.** La directive Bolkestein prévoit que les salariés d'une entreprise de l'Union européenne peuvent être salariés selon les conditions de travail du pays d'origine de l'entreprise. Concrètement, cela se traduit déjà par la multiplication des camions des pays de l'Est sur les routes de l'Ouest avec des salaires divisés par quatre. Mais cela ne s'arrêtera pas là. Ainsi, les dockers d'un bateau portant pavillon maltais pourront décharger leur fret dans un port français aux conditions sociales de Malte : pas de congés payés, pas de sécurité sociale... Si la Constitution européenne passe, les Etats devront se plier à *"une concurrence libre et non faussée"* et ils ne pourront donc pas s'opposer à de telles directives... décidées par la Commission et non par les députés.

■ **Liberté en péril.** *"Nul ne peut être privé de sa liberté"* nous propose la future constitution sauf... si l'on est un vagabond. Mais qu'est-ce qu'un vagabond ? C'est laissé à l'appréciation de chaque Etat ! Les écolos, les colporteurs de la décroissance et autres néo-ruraux n'ont qu'à bien se tenir.

■ **Femmes contre la Constitution.** De nombreux mouvements féministes appellent à voter pour le non. Ces mouvements rappellent que jusqu'à maintenant la parité mise en place par l'Europe se fait toujours à l'avantage... du monde économique comme l'a prouvé la bataille pour le travail de nuit. Alors que celui-ci était interdit pour les femmes dans de nombreux pays, l'Europe a prôné l'égalité en l'autorisant pour tous, alors qu'une vraie solution aurait été de l'interdire sauf nécessité à tous. Le texte constitutionnel est de plus en retrait sur de nombreuses Constitutions nationales. L'égalité homme-femme n'est pas signalée dans les valeurs qui fondent l'Union mais seulement dans un article 1-2 sur les autres valeurs. Le traité prévoit explicitement des inégalités comme par exemple le taux d'emploi qui peut être différent pour les deux sexes. Les femmes remarquent que le traité prévoit explicitement des budgets militaires (article I-41-3) mais rien pour l'égalité entre hommes et femmes, l'armée est donc prioritaire. La charte étant purement économique, la notion d'égalité dans la sphère privée est complètement absente. Les droits à l'avortement, à la contraception, à la libre orientation sexuelle n'y figurent pas (ce qui est au détriment de pays répressifs comme la Grèce, la Pologne, l'Irlande, Malte ou Chypre). Si l'article II-69 prévoit la possibilité de se marier, le droit au divorce n'y figure pas. Si l'article II-65 interdit l'esclavage et la traite des êtres humains, la prostitution n'y est pas incluse, celle-ci étant un "marché" potentiel qui associé avec la liberté de circulation de l'argent (article III-156 et 157) favorise le travail des mafieux. Le droit d'asile défini dans l'article II-78 ne prévoit pas celui pour violences sur les femmes, ou persécution en raison du sexe ou de la sexualité.

■ **Travail militaire.** *"Nul ne peut être astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire"* mais le texte précise *"n'est pas considéré comme forcé ou obligatoire (...) tout service de caractère militaire ou dans le cas d'objecteurs de conscience, à un autre service à la place du service militaire obligatoire"*. Les Etats sont donc libres de faire bosser objecteurs et militaires comme ils l'entendent. Souvenez-vous qu'en France, le service militaire n'a pas été supprimé, mais suspendu.

■ **Petits et grands médias.** Alors que la quasi-totalité des grands médias nous serinent avec le "oui", il est intéressant de noter que dans les petits médias indépendants des multinationales et de l'industrie militaire, la plupart de nos collègues ont opté pour le non.

■ **Grave dérapage ?** Les médias ont qualifié de "grave dérapage" les propos d'Henri Emmanuelli après que celui-ci ait rappelé que les socialistes pouvaient se tromper comme cela a été le cas lorsqu'ils ont voté pour le gouvernement Laval en 1940 ou pour la guerre en Algérie en 1956. Mais quand Jacques Chirac traite les partisans du "non" de "cons" ou que Rocard les traite d'"analphabètes", là, c'est le juste débat démocratique.

■ **Syndicat : la base pour le non !** La manifestation européenne contre la directive Bolkestein qui prévoit que l'on paie les salariés selon le taux de leur pays d'origine a réuni 60 000 personnes à Bruxelles le 19 mars dernier. Mais alors que la Confédération européenne des syndicats, organisatrice, appelle à voter pour le "oui", la manifestation a largement appelé à voter pour le "non".

■ **Agriculteurs pour le non.** L'agriculture représente le premier budget de l'Europe. Les sondages indiquent que plus de deux agriculteurs sur trois s'apprêtent à voter "non".

■ **Verts : raidissement.** Le conseil national des Verts a adopté le 14 mars une motion visant à interdire l'expression des partisans du non. Concrètement, des Cohn-Bendit pourront parader devant les médias et faire des meetings au côté de l'UDF, les partisans du non se sont vu interdire d'en faire de même avec des socialistes, des communistes ou des altermondialistes. Rappel : en 1984, les Verts se sont créés pour faire de la "politique autrement".

■ **MEI : pour le non.** Chez les Verts, 53% des votants se sont bien exprimés pour le "oui", mais en tenant compte du faible taux de vote, cela fait moins de 25% des 8600 adhérents. Cela n'empêche pas les Verts de soutenir le "oui". Au MEI, Mouvement écologiste indépendant, le "oui" a fait 46 %, le "non" 40 % et le "oui à l'Europe, non à la Constitution" 14 %... Désavouant Antoine Waechter qui avait annoncé que le MEI voterait "oui".

■ **Les Verts non représentatifs des écologistes.** Un sondage paru fin mars dans *Paris-Match* précise l'engagement en faveur du "non" selon les couleurs politiques. Dans l'électorat écologiste, le "non" fait 61 %. Les élus Verts sont donc en butte non seulement avec la base de leur mouvement, mais aussi avec leurs électeurs.



Politique

NOUVELLE-CALÉDONIE

Industrie et choix politiques



Le drapeau kanak.

Les accords de Nouméa en 1998 ont mis un terme à des années d'affrontements entre indépendantistes et affairistes hexagonaux. Ces accords prévoient un référendum d'autodétermination promis par Chirac avant la fin de son mandat. Des règles strictes ont été mises en place pour éviter les fausses inscriptions sur les listes électorales.

L'exploitation du minerai de nickel par une firme canadienne au sud du pays pourrait tout remettre en cause. Le projet qui remonte à 1997 prévoit d'extraire 60 000 tonnes pas an. Longtemps gelé pour cause de risques environnementaux (extraction à l'acide sulfurique), le projet a refait surface fin 2001 et les travaux de construction de l'usine principale se poursuivent. Du 1er au 4 février des militants kanaks ont bloqué l'accès au site pour dénoncer d'une part les incertitudes environnementales (l'usine n'est pas aux normes européennes), mais aussi le projet d'embaucher à l'extérieur plus de 700 personnes, en contradiction avec les accords de Nouméa.

Constitution européenne C'est non !

Depuis des années, les écologistes, les altermondialistes, le mouvement social... se battent contre la marchandisation de la planète. Cela passe par de multiples manifestations pour bloquer les accords internationaux comme le GATT, l'OMC, l'AMI et plus récemment l'AGCS, Accord général sur le commerce des services. Tous ces textes ont un seul objectif : démanteler les protections sociales et rendre commercialisable tout ce qui peut être exploité, de l'eau à la sécurité sociale en passant par l'enseignement, l'énergie ou les retraites. Cette déferlante libérale n'ayant pas réussi en Europe à s'imposer, elle essaie de s'introduire par le biais du projet de Constitution européenne qui au lieu de se contenter de définir les modes de fonctionnement d'une démocratie européenne, fixe au contraire des règles liées au domaine du commerce et de la finance.
Accepter le projet actuel de Constitution, c'est de fait accepter les pires recommandations de l'OMC, Organisation mondiale du commerce.
Pour l'Europe, je vote non.

Ressources anarchistes

Le SIA, Syndicat intercorporatif anarchosyndicaliste, vient de publier un CD *Ressources anarchistes* qui comprend la reproduction de 4000 images (affiches, photos, dessins) et plus de 600 textes classés par thèmes (par exemple : situationnisme, communisme, sécuritaire, carcéral...). Le CD est disponible contre 5 € auprès de *SIA, BP 257, 14013 Caen cedex.*

NANCY

Etron d'expression

Depuis quelque temps, les Nancéens peuvent trouver des décorations sur les déjections canines de la ville : des petits drapeaux dont la hampe est une allumette. Pour celui qui y regarde de plus près, les drapeaux relient la merde à un sujet politique, le drapeau le plus fréquent représentant le logo d'un parti d'extrême-droite bien connu. Une initiative facilement reproductible...

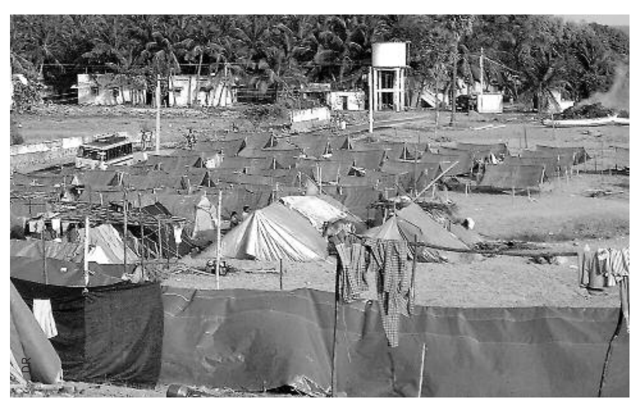
MARSEILLE

Luttes provençales

Le Cira, Centre international de recherches sur l'anarchisme, accueille le 7 mai à 15 h Alêssi dell'Umbria pour une conférence-débat sur les luttes populaires en Provence. Renseignements : *Cira, 3, rue Saint-Dominique, 13001 Marseille, tél : 04 91 56 24 17.*

Tsunami rentable

En Thaïlande, les villages de pêcheurs de la presqu'île de Pluket constituaient un frein au développement touristique pour les villages des compagnies occidentales. Le Tsunami ayant tout nettoyé, les promoteurs ont profité de l'aubaine pour occuper les lieux et empêcher la reconstruction des villages. Quand les pêcheurs survivants essaient de faire valoir qu'ils ont toujours habité là, les autorités leur demandent de montrer leurs titres de propriété... lesquels n'ont jamais été délivrés. *(Rouge, 31 mars 2005)*



Camps de réfugiés sur une île indienne.

AFRIQUE DU SUD

Diamants contre Bushmen

Les diamants sont résistants ! Après avoir renoncé, sous la pression internationale, à déplacer les tribus de Bushmen qui vivent dans le Kalahari, les compagnies de prospection ne renoncent pas ! la compagnie BHP Billiton a ainsi organisé une campagne de survol des terres pour faire des relevés géologiques. Cette étude du sous-sol est financée par IFC, une filiale de la Banque mondiale. *Survival* a lancé une campagne de protestations auprès de l'institution financière, en soutien à celles des groupes locaux, pour demander que cesse le financement de ces prospections. *Survival International, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.*

CONGO

Pollution massive à Lubumbashi

A Lubumbashi, deuxième ville du pays, des analyses d'eau ont montré que 70 % de la population boit une eau hautement polluée par des résidus métalliques. L'usine Somika, Société minière du Katanga, qui fait de l'hydrométallurgie pour extraire du cuivre et du cobalt est responsable de cette pollution.

Onze organisations de défense des droits de l'homme ont convaincu le gouverneur de la région de prendre des mesures pour délocaliser l'usine, ce qui a été effectivement décidé le 29 octobre 2004. Mais la direction de l'usine est protégée en haut lieu et depuis, non seulement l'usine est toujours là, mais en plus, elle est en train de faire des travaux pour s'agrandir. Trois militants du groupe d'action non-violence évangélique sont même attaqués au tribunal pour diffamation par la firme. Dix avocats ont été prévus pour les soutenir et rappeler l'énorme enjeu de santé en cause. Ils sont soutenus en France par *Agir ensemble pour les droits de l'homme, 16, avenue Berthelot, 69007 Lyon, tél : 04 37 37 10 11.*



Entrée de l'usine Somika.

ILE-DE-FRANCE

Homme de maïs

Homme de maïs est une association créée en janvier 2004 qui a pour objet la promotion de l'artisanat des Amérindiens du Paraguay. L'association commercialise l'artisanat textile de la région selon les règles du commerce équitable. *Homme de maïs, 9, rue Marceau, 93310 Le Pré-Saint-Gervais, tél : 06 18 02 15 95.*

Commerce équitable

■ **Concurrence au sud.** Dans le cadre d'une recherche universitaire, Virginie Diaz Pedregal a mené, entre septembre 2003 et février 2004, une enquête sur le terrain au Pérou, en Equateur et en Bolivie, sur les retombées du commerce équitable, principalement pour le café. Elle a constaté que pour les coopératives qui bénéficient de ce mode de commercialisation, il y a bien un retour d'argent au niveau de la coopérative. Selon les chartes du commerce équitable, cet argent doit être réinvesti dans des activités jugées utiles par tous. Il y a bien un processus démocratique et un vote pour la destination de cet argent, mais il existe d'énormes écarts entre des dirigeants lettrés et une majorité de producteurs illettrés, ce qui oriente fortement les débats au profit des premiers. Plus gênant, le fait que la demande en commerce équitable ne touche qu'une faible partie de la population crée une situation d'inégalité entre ceux qui en bénéficient et les autres. Il y a même une concurrence entre coopératives impliquées dans le commerce équitable : certains importateurs se font verser une commission pour acheter chez les uns plutôt que chez les autres ! Bref l'équitable, forcément très partiel, est un facteur d'inégalité au Sud. *(Rouge et Vert, 25 mars 2005)*



■ **Max Havelaar : dérive totale.** La multinationale Dagris est une multinationale agro-industrielle française spécialisée dans la culture et l'importation du coton. Celle-ci est connue dans les milieux africains pour avoir aidé, en leur temps, de multiples dictateurs à se maintenir au pouvoir (Mali, Sénégal, Cameroun, Niger). Dagris est un instrument de la politique des affaires étrangères de la France pour contrôler notre ancien empire colonial. Actuellement, nos anciennes colonies, étranglées par la dette, se sont vues obligées, par les institutions financières internationales, de privatiser les sociétés cotonnières comme la Sodefitex au Sénégal, la Sofitex au Burkina, la Compagnie malienne de développement des textiles au Mali. Dagris essaie de mettre la main sur ces nouvelles sociétés privées. Dagris a également passé des contrats avec le Cirad de Montpellier, Centre de coopération internationale en recherche agronomique, pour étudier le développement du coton transgénique. C'est le même Cirad qui avait été envahi par la Confédération paysanne et des paysans indiens pour dénoncer les recherches sur le riz transgénique.
Eh bien, Max Havelaar, qui prétend être un label de promotion du commerce équitable, vient de passer un accord de partenariat avec Dagris pour faire la promotion du "coton équitable".
Ce n'est finalement que la suite logique d'une longue dérive puisque le même Max Havelaar a déjà choisi de promouvoir son commerce dans les grandes surfaces réputées pour leur exploitation des producteurs du monde entier, que son café est distribué dans les MacDo de Suisse ou encore que sous couvert de son label, il a été essayé un temps d'importer des fleurs équitables produites en Asie du Sud-Est... dans des conditions telles que les femmes — mieux payées grâce au commerce équitable — pouvaient continuer à être stériles et mourir jeune grâce à l'air des serres chargé de pesticides.
Rappelons que la communication de Max Havelaar est confiée à une société au joli nom d'Utopie qui est aussi la boîte de communication des pires exploiteurs qui se cachent derrière le terme de "développement durable".
L'accord avec Dagris a reçu le soutien du ministère des Affaires étrangères qui a accordé à Max Havelaar une aide généreuse de 610 000€. Il a reçu également 500 000€ du Centre pour le développement de l'entreprise, une institution de l'Union européenne. *(Politis, 17 mars 2005)*

■ **Minga : pour des alternatives économiques.** Le réseau Minga regroupe aujourd'hui plus de 80 magasins ou associations de commerce équitable qui ne se reconnaissent plus dans la démarche ambiguë de la plate-forme du commerce équitable.
Afin d'essayer de progresser sur cette notion de "commerce équitable", ce réseau lance le projet d'un salon, qui se tiendra du 1er au 4 octobre, à la Nef, salle de 5000 m^2, à l'Ile-Saint-Denis, en région parisienne. Les 1er et 2 octobre, le salon sera grand public, les deux derniers jours, il sera réservé aux professionnels. Le réseau Minga espère ainsi lancer publiquement le débat sur les modes de distribution au Nord car comme nous l'avons souvent souligné à *S!lence*, si la production est souvent effectivement plus équitable, il n'en rien des modes de commercialisation ici. *Minga, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 Ile-Saint-Denis, tél : 01 48 09 92 53 Michel Besson.*

INDRE-ET-LOIRE

Bumba

L'association Bumba créée en 2001, a pour objectif de divulguer et promouvoir la diversité de la culture brésilienne, par la vente de produits typiques issus du commerce équitable, la participation à des salons, des festivals, ainsi que par la diffusion de vidéos et d'expos photos sur ces thèmes. Elle soutient activement la production et la réalisation du film documentaire *Les héritiers du guarana*, qui met en scène la culture et les traditions de la production du guarana sauvage natif. *Association Bumba, 12, impasse du 36, rue Lamartine, 37000 Tours, tél : 02 47 27 41 14.*

BAS-RHIN

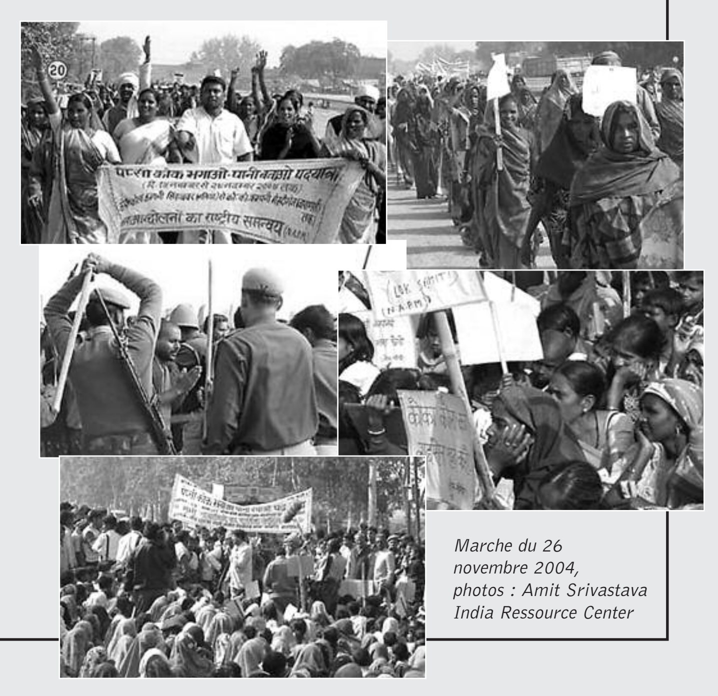
Vache et tournesol

Vache et Tournesol est une structure de commerce équitable Nord et Sud qui livre à domicile dans le nord de l'Alsace, aussi bien des produits venant d'Artisanat-Sel et d'Artisans du monde que des produits régionaux (miel, pain et vins bio).
Une tentative pour diffuser les produits équitables du Sud et du Nord en dehors des circuits de commercialisation classiques.
Vache et tournesol, 7, rue du Vignoble, 67160 Steinseltz, tél : 06 82 59 83 74 Christian Mertz.

INDE

Contre Coca-Cola

Déjà expulsé en 1977 pour des raisons politiques, Coca-Cola revenu en Inde en 1993 pourrait de nouveau être expulsé pour des raisons environnementales. Coca-Cola et Pepsi-Cola disposent de 90 usines dans le pays qui pompent de l'eau dans les nappes phréatiques. Chacune pompe entre 1 et 1,5 million de litres par jour. Ceci provoque la baisse des nappes (de plus de 100 m près de l'usine de Plachimada). Dans la région de Kérala, 260 puits de forage sont à sec et les rendements agricoles ont baissé de 10% sur l'ensemble de la région. A Jaipur, capitale du Rajasthan, la nappe est passée de 12 à 37 mètres depuis l'ouverture d'une usine en 1999. En faisant baisser les nappes près des côtes, certaines usines ont provoqué une salinisation des sols. De plus Coca-Cola en offrant ses eaux usées comme engrais a provoqué de graves pollutions. Des marches de protestation ont été organisées par les syndicats paysans, parfois violemment réprimées par la police. La mobilisation a été croissante jusqu'au 20 janvier dernier où des chaînes humaines ont encerclé de manière non-violente l'ensemble des usines du pays.



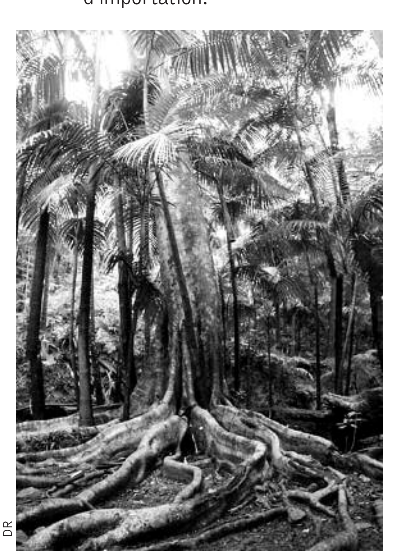
Marche du 26 novembre 2004, photos : Amit Srivastava India Ressource Center



Environnement

Pillage des forêts

Le WWF a publié une étude sur les exploitations illégales de bois dans le monde. Le taux de coupes illégales atteint 40 à 44% en Amérique du Sud, 33% en Asie, 27 à 33% en Afrique, 5 à 18% en Europe orientale et en Russie. Cela correspond pour l'Europe à 6 à 9% d'importations illégales. Le WWF recommande d'utiliser du bois certifié FSC, label créé en 1996 pour certifier que le bois importé provient d'une exploitation gérée d'une manière durable. Les associations de défense des peuples indigènes dénoncent ce label, expliquant que replanter les arbres ne compense en rien la biodiversité du départ et surtout pousse les peuples de forêts à quitter leur lieu de vie. Elles demandent que les bois locaux soient utilisés et non plus des bois d'importation.



DR

Déchets

■ **Incinération : Gilly-sur-Isère réclame réparation.** La commune de Gilly-sur-Isère (Savoie) a porté plainte il y a trois ans pour mise en danger des personnes : l'incinérateur situé sur la commune rejetait 12 850 fois trop de dioxines ! Fin mars 2005, le tribunal d'Albertville a été dessaisi du dossier au moment où il devait se prononcer pour des mises en examen. Le dossier part maintenant à Marseille, au Pôle de santé publique. Les associations estiment qu'il s'agit là d'une méthode destinée à retarder le procès et ont manifesté pendant tout le mois d'avril devant le tribunal d'Albertville pour demander la poursuite sur place de l'instruction. *ACALP, Mairie, 1580, CD 925, 73200 Grignon.*

■ **Piles : recyclage défaillant.** Selon les données communiquées par l'Ademe, l'entrée en vigueur d'une loi obligeant ceux qui vendent des piles à les collecter à des fins de recyclage a provoqué un boom de la collecte : entre 2001 et 2002, on est passé de 3784 à 6459 tonnes collectées, mais dès 2003, la quantité se stabilise presque à 7258 tonnes. Or cela ne représente que 28% des 25.790 tonnes de piles vendues, ce qui signifie que le reste (72%) est perdu dans la nature, dans les décharges ou dans les incinérateurs, ce qui est une source importante de pollution. Or, dans la plupart des cas, les piles ne sont pas utiles : soit elles peuvent être remplacées par un branchement sur le secteur (ce qui en terme énergétique consomme mille fois moins !) soit elles peuvent être remplacées par

Effet de serre



DR

■ **Kilimandjaro sans neige.** Pour la première fois depuis au moins 11 000 ans, le Kilimandjaro, plus haut sommet d'Afrique, n'a plus de neiges éternelles. Le réchauffement climatique a tout fait fondre.

■ **La Chine perd ses glaciers.** Dans les hauteurs de l'Himalaya, la Chine compte plus de 8600 glaciers. Le plus au sud est le glacier Yulong dans la province du Yunnan. Depuis 1960, le bord du glacier a reculé de plus de 250 m ce qui s'explique par une hausse moyenne des températures en Chine dans le même délai de 0,4 à 1°C selon les régions. Les climatologues du pays estiment qu'en 2050, 64% des glaciers auront disparu. *(Greenpeace, automne 2004)*

■ **USA innocents !** Mi-mars, les Etats-Unis ont publié une étude sur les causes de la pollution chez eux. En prenant en compte qu'ils sont sous les vents dominants d'ouest, ils ont calculé que 30% des gaz à effet de serre que l'on mesure sur leur territoire proviennent en fait du Japon et de la Chine… et donc que cela mine leurs efforts pour être environnementalement corrects ! Ils ne disent évidemment rien sur ce qu'ils nous envoient par-dessus l'Atlantique !

■ **Suisse : délire technologique !** Selon une étude de l'Université de Zurich, les glaciers suisses ont perdu 20% de leur masse en quinze ans. Parce que certains servent de pistes de ski pour les riches en été, des stations espèrent ralentir la fonte des glaces en les recouvrant d'un film PVC ! Ainsi, 3000 m2 du glacier de Gurschen ont été recouverts fin avril pour un essai et permettre le ski d'été à la station d'Andermatt. N'y aura-t-il pas un scientifique pour leur dire que la fabrication du PVC nécessaire à l'opération contribue au réchauffement climatique !

■ **Ecologiste du mois.** *"Kyoto n'est qu'un premier pas. Nous devrons aller plus loin : diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble des pays développés d'ici 2050".* Jacques Chirac, 15 février 2005. Et pour cela, le gouvernement prévoit une baisse du budget du ministère de l'écologie de 3,6 % en 2005…

■ **France : économies insuffisantes.** Selon l'accord de Kyoto, la France ne s'est engagée qu'à maintenir au niveau de 1990 ses émissions de gaz à effet de serre. Fin 2002, elle avait augmenté de 1,4 %, principalement à cause du développement rapide des transports par route.

Exclusion

Chaque mois la revue *Messages*, publiée par le Secours catholique, propose à ses lecteurs de soutenir financièrement des personnes en difficulté. Il s'agit très fréquemment de chômeurs ayant besoin d'une voiture d'occasion pour rechercher ou exercer un emploi.
A Alès, l'association Entraide et Solidarité, subventionnée par des collectivités locales, loue à très petit prix (5 euros par jour) des voitures (dont certaines se conduisent sans permis) à des chômeurs et personnes en situation d'insertion : "la mobilité est le quatrième facteur d'exclusion après le logement, la santé et le travail" explique sa directrice.
Le nombre de conducteurs ne possédant ni permis, ni assurance, explose. Ségolène Royal, présidente PS de Poitou-Charentes, a proposé que les régions assument une partie du coût du permis de conduire pour aider les jeunes à l'obtenir. Le député UMP, Jean-Michel Bertrand, a proposé d'utiliser dans le même but le "revenu" des radars automatiques : selon lui, "l'automobile est devenue un élément fondamental de l'intégration sociale des jeunes".
Aucune allusion à la pénurie de transport collectif ou à l'insécurité routière qu'engendre l'usage obligé de la voiture n'accompagne ces deux initiatives.
Ainsi un consensus inquiétant s'établit peu à peu, selon lequel :
- la voiture est indispensable pour pouvoir se rendre à son travail ;
- comme l'assurance automobile, le permis de conduire coûte trop cher, il serait même trop difficile selon certains.

Il est exact que, dans bien des situations, non-motorisation rime avec exclusion. Mais faut-il pour autant favoriser l'utilisation de l'automobile avec des fonds publics ? Pire, doit-on rendre le permis plus facile, au risque de voir augmenter le nombre des accidents ?
Ou comme le propose un irresponsable, autoriser la conduite dès 16 ans pour faciliter les déplacements des collégiens ?
Au lieu de s'enfoncer dans un tout-automobile ruineux et nuisible socialement et écologiquement, il est grand temps d'élargir la couverture de notre territoire par le transport collectif comme le demandait la Loi d'orientation des transports intérieurs du 30 décembre 1982, et de desservir correctement les nouvelles zones d'activités.

Jean-Marie Tisseuil

FNAUT,
Fédération nationale des associations d'usagers des transports.



des photopiles (comme sur les calculatrices), soit, et c'est encore moins polluant, par un ressort qui se remonte (comme pour les réveils). Voilà bien un déchet que l'on peut supprimer à la source !

Chasse à courre

Alors que la chasse à courre vient d'être interdite en Grande-Bretagne, elle se pratique toujours par quelques grandes familles riches de France. Le 15 janvier 2005, un cerf est ainsi acculé en plein village de La Brévière-Saint-Jean-aux-Bois, dans l'Oise. Deux hommes tiennent le cerf pendant qu'un troisième lui enfonce un poignard dans la gorge. Bruno Cardon essaie de protéger le cerf, craque et lance une bûche en direction des assaillants, la bûche retombe sur l'un d'eux. Il se retrouve



DR

aujourd'hui traîné en justice par la famille de cette personne qui travaille pour Monique de Rothschild pour "violence, usage et menace d'une arme". Bruno Cardon a reçu le soutien de nombreuses associations de défense des animaux. *Rassemblement anti-chasse, BP 20, 25270 Levier.*

Sorties nature

■ **Alsace.** Alsace nature fédère de nombreuses associations de la région et coordonne les sorties nature. Elle publie un guide d'une centaine de pages reprenant l'ensemble des propositions jusqu'à la fin de l'année. On peut lui demander en écrivant à : *Alsace nature, 8, rue Adèle-Riton, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.*

■ **Drôme.** L'association Mille-Traces propose des sorties tout au long de l'année : affût et bivouac castor (nuit du 5 au 6 mai), observation nocturne des chauves-souris (nuit du 7 au 8 mai), plantes et fleurs sauvages comestibles (7 mai), sur les traces du loup du Vercors (8 mai), survivre dans la nature (21 mai)... Renseignements : *Mille-Traces, Le Casque, 26420 Saint-Agnan-en-Vercors, tél : 04 75 48 13 77.*

CÉVENNES

Plantes envahissantes

L'association l'Esperluette organise le 3 mai à 20 h à la mairie de Saint-Hilaire-de-Lavit, une conférence sur les "plantes envahissantes dans les vallées cévenoles" animée par Yves Maccagno, botaniste du parc naturel des Cévennes.



L'Esperluette, Le Veyrassi, 48160 Saint-Hilaire-de-Lavit, tél : 04 66 45 40 06.

Transports

■ **Dommages de guerre.** Selon une étude conjointe de l'OMS, Organisation mondiale de la santé et de la Banque mondiale, les accidents de la route coûtent chaque année 500 milliards d'euros... pour 600 millions de véhicules. Si c'est bon pour la croissance, cela met ces dépenses au niveau du budget américain de la défense.

■ **Londres : succès mitigé pour le péage urbain.** Si du point de vue des embouteillages et de la pollution, le péage urbain mis en place en 2003 à Londres est un succès, le montage économique se révèle défectueux : le contrôle des entrées de la ville coûte cher et le prix des laisser-passer ne permet pas comme initialement prévu de financer la modernisation des transports en commun.

■ **Plus de vélos, moins d'accidents.** Une étude de la Sécurité routière montre que l'augmentation de l'usage du vélo constaté depuis le milieu des années 90 entraîne une baisse du nombre des accidents. Concrètement, 0,4% des cyclistes sont tués chaque année contre 1,5% pour les deux roues motorisés, 1,3% pour les automobilistes, 2,3% pour les piétons (qui sont tués par les autres véhicules bien sûr. Eux ne tuent personne).



DR

■ **Trains de nuit : les faux arguments de la SNCF.** Actuellement, la SNCF supprime les trains de nuit pourtant si pratiques pour franchir de grandes distances sans fatigue et sans recourir aux avions destructeurs de l'environnement. Un responsable de la SNCF s'est justifié ainsi : *"personne n'a envie de subir les nuisances des trains qui foncent à 300 km/h à trois heures du matin, les gens ont droit à la tranquillité".* Alors chiche, c'est le vrai argument — et non l'éternelle recherche de profits — qu'attendons-nous pour fermer la nuit les aéroports, les autoroutes et autres grandes artères urbaines ? *(FNAUT, décembre 2004)*

■ **Randonnées cyclistes.** Si vous voulez passer des vacances écolos, vous pouvez rejoindre les randonnées européennes qui se déroulent surtout dans le Nord de l'Europe : Berlin-Varsovie-Vilius, du 8 au 28 août, étapes de 50 à 90 km, arrivée à Berlin par train, retour idem, renseignements : *Séverin Swiatkowski, tél : 01 47 02 59 81*. Compiègne-Paris-Tours, du 10 au 21 juillet, pour tous les âges, enfants compris, renseignements : *CyclotransEurope, 32, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris*. Bruxelles-Mer du Nord, sur des Pays-Bas, du 15 au 24 juillet, renseignements : *Denise Maerevoet, rue Jean-Goffaux, 2, B 1450, Chastre, tél : 00 32 1 010 65 66 90.*

■ **Ile-de-France : covoiturez.** Un groupe d'étudiants commence par organiser un co-voiturage au niveau du campus de Nanterre. Devant le succès rencontré, ils créent l'association *Voiture & co*. Celle-ci, avec une autre association *Respirer*, organise en 2002, une semaine du covoiturage. Les bons résultats incitent alors à passer à la vitesse supérieure et avec le soutien de l'Ademe et de l'Areme (Agence régionale de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), il lance *Covoiturez,* une association qui aide les entreprises à mettre en place des covoiturages. *Covoiturez, 45, boulevard des Bouvets, 92741 Nanterre cedex, tél : 01 49 00 08 88.*

■ **Ile-de-France : transports gratuits ?** Dans son budget 2005, la région a voté une enveloppe de 50 millions d'euros pour assurer la gratuité des transports pour les chômeurs et personnes à faibles revenus. La région qui aura la responsabilité des tarifications dès le 1er juillet prochain devrait ainsi ouvrir la voie à la gratuité. *(La vie du rail, 9 février 2005)*

■ **Paris : manifs mensuelles.** Le premier samedi de chaque mois, rendez-vous à pied, à rollers, à vélo, à 14 h, place du Châtelet. Prochains rendez-vous : le 7 mai. Le 4 juin, manif unitaire de l'ensemble des associations parisiennes anti-voitures. Le 3 juillet, départ en train pour rejoindre la marche de la décroissance à Magny-Cours. Pour en savoir plus : *www.velorution.org*.



Mirelle Oria.

Manif à vélo à Paris : "J'en ai pour 2 minutes".



Santé

PARIS

Tour Montparnasse polluée à l'amiante

Un rapport a révélé début mars que la Tour Montparnasse à Paris, plus haute tour d'Europe (210m), renferme de grandes quantités d'amiante menaçant la santé des 5000 personnes qui y travaillent. Alors que l'usage de l'amiante est interdit depuis 1997, on peut se demander pourquoi il a fallu plus de sept ans pour établir un tel diagnostic. Yves Contassot, adjoint à l'environnement de la mairie, élu vert, a demandé au préfet de rendre publics les résultats des diagnostics obligatoires faits sur l'ensemble des bâtiments. Actuellement, l'amiante tue 3000 personnes par an.


DR

Manger moins, vivre vieux

Une étude canadienne et japonaise portant sur le régime de 675 centenaires conclut que pour vivre vieux, il faut manger en abondance des fruits et légumes frais, accompagnés de dérivés du soja et des algues, manger modérément du riz, des pâtes, du poisson maigre, des légumes secs, manger en petite quantité viande maigre, poisson gras et pain. Eviter au maximum les autres viandes, huiles, gâteaux, chocolat, fromage et noix. Manger beaucoup de fruits et légumes a l'avantage de représenter de fort volume de nourriture qui provoque la sensation rapide de satiété... sans trop apporter de calories. L'étude montre que les centenaires mangent en moyenne 1800 kcal par jour contre 2300 pour un Français, 2500 pour un nord-Américain. *(Quatre saisons du jardinage, novembre 2004)*

Grippe aviaire

Jusqu'à maintenant la grippe aviaire observée en Asie du Sud-Est ne se passait que des volailles aux humains. Les médecins craignaient qu'une mutation permette la transmission directement d'humain à humain car alors une épidémie pourrait être rapide et mortelle. Début mars, toute une famille vietnamienne a été contaminée par un de ses membres ce qui indique qu'il existe maintenant un virus transmissible entre humains. L'OMS, Organisation mondiale de la santé, annonce que nous sommes là dans un scénario catastrophe qui pourrait provoquer une épidémie mondiale du fait de la mobilité des gens. Les experts ne sont ensuite pas d'accord sur le nombre de victimes... mais les chiffres les plus alarmistes de l'OMS vont jusqu'à 200 millions de morts humains, sachant qu'il y a déjà eu 100 millions de morts chez les volailles. Entre 1917 et 1919, la grippe espagnole avait fait 40 millions de morts et l'OMS estime que nous sommes dans un cas similaire. *(Alternative-Santé, mars 2005)*

Téléphones portables

■ **Cancers du pauvre, cancers du riche.** Aujourd'hui, les victimes de l'amiante tombent à raison de 250 par mois. Ce sont essentiellement des ouvriers. Pour la téléphonie mobile, on peut prévoir une meilleure répartition entre les classes de la société. Les antennes relais étant posées souvent sur les HLM, ce sont les pauvres qui en subiront les conséquences. Par contre, les riches ayant les moyens de parler longtemps dans leur téléphone portable devraient aussi bénéficier des inconvénients de cette technique et avoir leur lot de cancers.

■ **Belgique : plus de législation.** Magda Aelvoet, ancienne ministre verte de l'environnement, s'était battue pour obtenir une législation sur les émissions électromagnétiques des téléphones et des antennes relais. Mais le lobby des opérateurs avait bien fait son travail, obtenant que la limite soit de 20,6 volts par mètre... alors que les études actuelles conseillent de ne pas dépasser 0,6 volt par mètre. Des associations scandalisées avaient attaqué en justice et ont obtenu gain de cause. Le 15 décembre 2004, le Conseil d'Etat a cassé le décret. Mais depuis le gouvernement n'a fixé aucune nouvelle norme... ce qui arrange bien les marchands de cancer. *(Nature & Progrès Belgique, mars 2005)*

HÉRAULT

Biosanté 2005

Différentes sociétés et associations de médecines alternatives se retrouvent le temps d'un congrès, les 21 et 22 mai au palais des congrès de Palavas-les-Flots, près de Montpellier. Au programme : les multiples aspects de la maladie ; l'importance du psychosomatique avec des représentants de la naturopathie ; santé et immunité avec l'association Kousmine ; les allergies alimentaires ; la recherche Beljanski ; la bio-énergie ; la prévention des cancers... Renseignements : *ADEVI, 2, rue Saint-Firmin, 34000 Montpellier, tél : 04 67 66 41 00.*

OGM

ression européenne. Le lobby pro-OGM de tout son poids sur l'Union européenne ssayer de lui faire prendre position contre oires nationaux encore en place en Grèce, Allemagne et Luxembourg. Pour demande à l'Europe de mettre fin à ces Constitution passe, l'Europe se devra d'appliquer les recommandations de l'OMC.

■ **Menace pour la biodiversité.** Une étude menée en Grande-Bretagne avec des comptages précis d'insectes depuis 2003, dans soixante exploitations agricoles, montre que dans les parcelles de colza cultivées en OGM les papillons et les abeilles sont moins nombreuses, ce qui menace la pollinisation des plantes. *(Sciences et Avenir, avril 2005)*

■ **Paris : du bio, pas des OGM**. Jacques Boutault, seul maire d'arrondissement Vert de la capitale, a non seulement pris un arrêté pour interdire la présence des OGM dans la nourriture des cantines du 2e arrondissement, mais il a également mis en place un processus pour aller vers des repas bio. Actuellement, 60 % des produits utilisés ont des labels de qualité dont quelques-uns déjà en bio.

■ **Gers : vers un référendum.** Philippe Martin, président PS du Conseil général du Gers l'avait promis. Tout est fait pour que ce référendum puisse avoir lieu. Légalement, il faut qu'au moins 10 % de l'électorat le demande, soit 14 000 personnes. Début mars, 60 000 feuilles de pétition ont été diffusées dans le département et en mars et avril, plusieurs réunions d'information se sont tenues dans le département. Philippe Martin espère ainsi légaliser l'opposition aux OGM après que de nombreux maires aient vu leurs arrêtés cassés par le gouvernement au niveau des tribunaux administratifs. Le gouvernement a attaqué le conseil général et une audience a eu lieu devant le tribunal de Pau le 22 mars. L'Etat conteste le pouvoir du département à organiser un tel référendum ! Vive la démocratie.

■ **Procès reportés.** Les procureurs de la République ayant fait appel de la décision des juges d'accepter de juger l'ensemble des faucheurs, les procès sont reportés dans l'attente de la décision des cours d'appel. Pour le procès de Toulouse, la cour d'appel se prononcera le 14 avril. Pour le procès de Riom, la cour d'Appel doit donner son avis le 19 mai. Le procès reprendra à Riom le 28 juin.



PIMA

Procès de Toulouse le 25 mars 2005.

■ **Toulouse : produits retirés.** Le 3 avril, une trentaine de faucheurs anti-OGM ont mené une opération dans un Géant-Discount de la ville pour y retirer des rayons des produits susceptibles de contenir des OGM. Une précédente opération avait eu lieu à Auchan le 5 février. Huit caddies ont été remplis puis abandonnés en fin d'action devant les caisses du magasin.

■ **Brest : manif anti-importation.** Près de 500 personnes ont manifesté le 3 avril à Brest devant le siège de l'usine Cargill pour demander à cette société d'arrêter les importations de soja transgénique. La manifestation était organisée par un collectif "Brest sans OGM" où sont présents Greenpeace, ATTAC, la Confédération paysanne, Agri-bio, le réseau Cohérence, les Verts et l'UDB.

Les soins par les abeilles

L'article "Quelle Europe pour les médecines non conventionnelles ?", paru dans le numéro de janvier 2005 nous fait prendre conscience de la méconnaissance totale d'une thérapie très ancienne qui connaît un succès croissant aux USA et pour laquelle la Chine et le Japon sont en pointe. Il s'agit de l'apithérapie qui fait appel aux produits de la ruche dont l'efficacité est prouvée et le coût réduit.

Les produits de la ruche ont fait l'objet depuis une dizaine d'années d'études pharmacologiques menées pour l'obtention de doctorats dans treize universités françaises, au total dix-sept thèses, preuve que les propriétés thérapeutiques du miel, de la propolis, de la cire et du venin d'abeilles ne laissent pas le corps médical totalement indifférent.

Le miel est un excellent cicatrisant : au Centre hospitalier universitaire de Limoges, depuis une vingtaine d'années, le service de chirurgie viscérale qui utilise le miel comme cicatrisant a montré que les plaies chirurgicales ou même les plaies accidentelles telles qu'une éventration, guérissent nettement plus vite qu'avec la pharmacopée classique. L'expérience a été reprise par quelques autres CHU.

La propolis est bien connue pour ses propriétés antibiotiques (elle était utilisée pour l'embaumement des momies égyptiennes). Elle agit sur les bactéries, parfois mieux que les antibiotiques classiques car



DR

il n'y a pas eu sélection de souches résistantes aux diverses propolis, contrairement à ce qui s'est passé avec les autres antibiotiques. Elle a aussi des propriétés antivirales et antimycosiques (champignons), même en cas de candidose.

Le venin d'abeille, dont l'utilisation remonte à l'antiquité (notamment pour les traitements des rhumatismes) est de plus en plus utilisé dans le monde entier dans des maladies d'aujourd'hui comme la sclérose en plaques, le sida, la maladie de Parkinson, l'alcoolisme.

Pour ce qui concerne la sclérose en plaques, on dénombre aux Etats-Unis pas moins de 60 000 personnes qui se traitent avec le venin d'abeilles ; force est de constater que cette application reste à l'état embryonnaire en France puisqu'on compte tout juste une grosse centaine de personnes pour un peu plus de 65 000 atteintes de sclérose en plaques. Si les piqûres d'insectes font peur à cause des douleurs qu'elles engendrent, les piqûres d'abeilles utilisées dans l'apipuncture sont rendues presque totalement indolores grâce à une technique de froid.

Il conviendrait aussi de comparer le coût de l'apipuncture à celui des traitements chimiques qui pèsent si lourd à la Sécu et qui ne sont généralement pas sans effets secondaires !

Est-il bon de rappeler que la sclérose en plaques a été déclarée en France "maladie d'intérêt national" ? (1)

Le Congrès national d'apiculture qui s'est déroulé à Mende en octobre 2004 a apporté son soutien à cette cause nationale, notamment par la création d'un réseau d'apiculteurs pouvant fournir gracieusement des abeilles à des fins thérapeutiques. Un appel a été lancé à tous les apiculteurs de France pour les inviter à étoffer celui-ci qui compte plus de 140 apiculteurs actuellement, mais irrégulièrement répartis, avec des départements non couverts. L'esprit de ce réseau est de venir en aide, en fournissant gratuitement en un premier temps les abeilles nécessaires à la phase de démarrage du traitement des malades, puis de fournir une ruchette au moindre coût, pour que le malade (ou une personne de son entourage) après initiation, puisse effectuer les prélèvements d'abeilles dans la ruche pour pratiquer l'apipuncture.

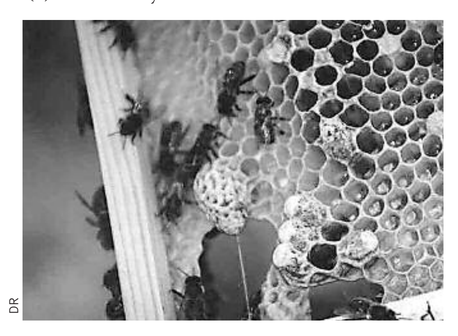
Pour faire partie du réseau de fournisseurs d'abeilles ou d'utilisateurs, contactez : jeanmi100@free.fr.

On peut lire à ce sujet *Ces abeilles qui nous guérissent* de Roch Domerego (2). Même si on n'est pas concerné par la question, on passera de bons moments à la lecture des 137 premières pages où l'auteur décrit comment il est arrivé à l'apipuncture, la fin traite de questions pratiques.

Ajoutons que le pollen est un aliment exceptionnel, surtout à l'état frais, on peut lire à ce sujet *Ces pollens qui nous soignent* de Patrice Percie du Sert (3).

Bernard Nicollet et Guy Claux ■

(1) Source : http://www.apipuncture.fr.
(2) Editions Jean-Claude Lattès.
(3) Editions Guy Trémadiel.



DR



Paix

Anciens appelés en Algérie contre la guerre

Début 2004, à l'initiative de quelques "anciens combattants" de la guerre d'Algérie, s'est constituée l'association des anciens appelés en Algérie contre la guerre. Les membres de cette association reverse leur retraite d'"ancien combattant" qu'il juge immorale à un projet allant dans le sens de la paix. Pour leur première année, l'argent a servi à un convoi syndical pour les populations civiles de Tchétchénie. Pour 2005, l'argent ira à un projet de paix en Algérie. L'association a également décidé de participer aux appels pour la reconnaissance de la responsabilité française sur les cas de torture pendant la guerre d'Algérie. Les "anciens combattants" qui voudraient rejoindre le mouvement peuvent prendre contact avec *Anciens appelés en Algérie contre la guerre, Rémi Serres, Istricou, 81140 Cahuzac/Vère, tél : 05 63 33 18 10.*

Des mines qui ne disent pas leur nom

Depuis l'interdiction des mines, armes condamnées car ne faisant pas la distinction entre cibles civiles et cibles militaires, sont apparues les "sous-munitions" qui ont été utilisées au Kosovo (1999), en Afghanistan (2001-2002), en Irak (2003-2004). Ces sous-munitions sont lancés depuis le sol ou par avion et constituent des "mini-bombes". Il s'agit d'un détournement manifeste de l'interdiction contre les mines car entre 5 et 30% n'explosent pas au contact du sol, contaminant ensuite les terrains, et elles ne font pas non plus de distinctions entre civils et militaires. *Agir ici* avec *Handicap international* et *l'Observatoire des transferts d'armement,* lance une campagne jusqu'en octobre 2005, pour demander l'interdiction de leur production et commercialisation en Europe et que l'Europe lance un processus pour leur interdiction dans le monde. *Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*

Bush dégout

■ **1500 morts.** L'armée US comptait 1514 morts au 15 mars dernier. Du côté irakien, les estimations avancent déjà plus de 100 000 morts.

■ **Les USA bientôt seuls ?** Après l'Espagne, l'Ukraine, les pays d'Amérique centrale... l'Italie a annoncé le 15 mars dernier son intention de retirer ses troupes (3000 hommes) à partir de septembre prochain. Ceci fait suite à l'assassinat du responsable des services secrets italiens par les GI's, mais aussi à la forte mobilisation persistante des pacifistes italiens. Le 17 mars, Berlusconi, sermonné directement par George Bush, a fait savoir que ce n'était qu'une intention, provoquant immédiatement la colère de l'opposition qui l'accuse de considérer l'Italie comme une colonie américaine.

■ **Deux ans d'opposition à la guerre.** Le mouvement pour la paix a manifesté en nombre pour le deuxième anniversaire de la guerre en Irak, le 20 mars dernier. Ils étaient 100 000 à Londres, plusieurs dizaines de milliers dans les villes italiennes. Les mots d'ordre étaient les mêmes : une grande majorité de la population est contre la guerre, respectez la démocratie ! D'autres manifestations ont eu lieu aux Etats-Unis, au Canada, en Malaisie, en Turquie, en Egypte, en Grèce...



DR

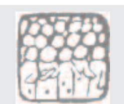
ITALIE

Révolte des précaires

Fin février, se tenait comme chaque année, la semaine de la haute-couture à Milan. Parmi les nouveaux, la présence de Serpico Naro, jeune styliste anglo-japonaise devait présenter une collection de vêtements entièrement réalisés à base de récupération. Des associations protestent alors pour dénoncer les conditions de travail de cette styliste qui sous-traiterait à moins de 5€ de l'heure. La police assure alors la protection de son défilé prévu sur un parking. Alors qu'une centaine de personnes essaient de s'approcher, la police a la surprise de découvrir que toutes sont munies d'un laisser-passer de la styliste... car ce sont eux qui se mettent à défiler au milieu du gratin de la mode. L'imposture est alors dévoilée devant la presse internationale : Serpico Naro n'a jamais existé et n'est que l'anagramme de San Precario, le saint Précaire qui multiplie ses apparitions en Italie depuis 2004 pour dénoncer les méfaits du libéralisme. San Precario, qui a des capacités d'omniprésence dans toute l'Italie, a déjà détourné plusieurs manifestations pour des opérations de réappropriation : la foule entre dans le magasin d'une grande firme et en quelques dizaines de secondes emporte tout ce qu'elle peut, dénonçant ainsi le pillage de la planète et des humains par les multinationales. Les organisateurs du défilé de mode ont expliqué que le coup a été monté en huit jours seulement avec faux site internet, faux clip et vraies invitations à la presse... laquelle s'est ridiculisée sur cette affaire.



Société



Contre la marchandisation de l'école

Une circulaire de l'Education nationale (circulaire n° 2001-053 du 28 mars 2001, publiée au BOEN n° 14 du 5 avril 2001) intitulée "code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire" autorise des pratiques jusqu'alors interdites : activités sponsorisées, publicités , kits et mallettes fournis par des firmes... Elle autorise de plus les services du ministère de l'Education nationale et les établissements à conclure des "partenariats" avec des organismes et des entreprises privés. Quatre ans après, on retrouve parmi les partenaires désormais officiels de l'Education nationale : l'institut de l'entreprise (filiale du Medef), le Medef de plusieurs régions, des marques (publicité pour "Morgan" organisée par le ministère), Disneyland, des banques, des sociétés de publicité... Pour demander l'annulation de cette circulaire et revenir à l'interdiction des entreprises dans les établissements scolaires, une campagne a été lancée par plusieurs organisations : *SUD-Education (fede@sudeducation.org), ATTAC (education@attac.org, tél : 06 14 71 62 34), Publiphobe (tél : 01 41 81 69 17), le RAP contact@antipub.net, tél : 01 43 28 39 21).*

Loi Fillon

Contre-propositions

Des lycéens de Romans, dans la Drôme, nous ont fait parvenir une liste de contre-propositions à la loi Fillion sorties d'un travail en commun pendant les journées de grève. Nous en résumons ici quelques-unes :

■ Développer d'autres intelligences qu'uniquement celle jugée utile par le milieu économique : développer les activités artistiques et manuelles, apprendre à fabriquer soi-même des objets. Pour cela, maintenir des cours le matin et développer des ateliers et des sorties l'après-midi (comme en Allemagne et en Italie).

■ Favoriser le travail de recherche individuel et collectif, développer un savoir personnel, plutôt que d'apprendre uniquement un programme pré-établi.

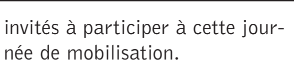
■ Diminuer les cours de langues pour favoriser à la place les voyages et les échanges linguistiques.

■ Plutôt que de collaborer avec les forces de police pour assurer la sécurité, donner les moyens aux lycéens d'être acteurs de leur mode de scolarité. Cela peut passer entre autres par le débat en début de chaque année d'un règlement intérieur qui est ensuite adopté par vote. Choisi par tous, ce règlement aurait de fortes chances d'être respecté et chacun apprendrait au passage ce qu'est un débat citoyen.

■ Offrir la possibilité aux élèves de suivre des cours de niveaux différents selon les possibilités de l'élève (comme cela se fait en Norvège).

■ Favoriser les échanges entre enseignants et élèves, ce qui suppose des classes aux effectifs réduits (pas plus de vingt élèves).

■ Favoriser l'apprentissage "pour soi" et renoncer aux systèmes de notation qui ne servent qu'à indiquer où l'on en est par rapport à un programme orienté vers les demandes du milieu économique. Contact : *thierry.laverge@free.fr*



Ras le bol du ménage !

Selon un sondage Ipsos réalisé en janvier 2005, 68% des femmes en couple disent avoir déjà envisagé de partir quelques jours pour protester contre le fait que leur conjoint n'en fait pas assez dans les tâches domestiques ; 27% envisagent même de le quitter définitivement. Seules 11% des femmes estiment que leur compagnon n'essaie pas de se défiler pour ce genre de travaux. Les jeunes couples font à peine mieux que les plus âgés : les jeunes aident plus facilement pour l'éducation des enfants ou préparer les repas, mais rechignent tout autant à passer le balai, nettoyer les toilettes…

Non féministe

Le 9 mai, journée de l'Europe, sera l'occasion pour la Coordination Féministe pour le Non de rappeler en quoi la Constitution européenne est un piège pour les femmes.
La Commission Femmes, genre et mondialisation d'Attac avait organisé un premier débat en février a Paris, auquel avaient été invitées toutes les femmes et les associations féministes appelant au Non (Réseau féministe Ruptures, Initiative Féministe Européenne pour le Non, Femmes Solidaires, les Pénélopes). Les femmes présentes ce soir-là ont décidé de créer une coordination pour mettre leurs forces en commun dans cette campagne. Cette toute récente coordination entend montrer que dans le texte du traité constitutionnel, de nombreux droits essentiels pour les femmes (notamment le divorce, la contraception, l'avortement) ne sont pas reconnus et que si ce traité était ratifié il ne ferait que renforcer les inégalités entre les hommes et les femmes.
Le 9 mai, dans les toutes grandes gares de Paris, la coordination a décidé d'organiser des distributions massives de tracts, de faire des prises de parole et de susciter des discussions pour montrer que la politique néolibérale contenue dans ce traité n'est pas une fatalité.
Voter non permettra d'y mettre un coup d'arrêt et créera de nouvelles conditions pour construire une Europe sociale, solidaire et de la paix. Toutes les organisations féministes en faveur du non et tous les comités d'Attac sont invités à participer à cette journée de mobilisation.
• *Les Pénélopes, 21, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 09 37 .*
• *ATTAC, Commission femmes, genre et mondialisation, 66-72, rue Marceau, 93100 Montreuil-sous-Bois, tél : 01 41 58 17 40.*

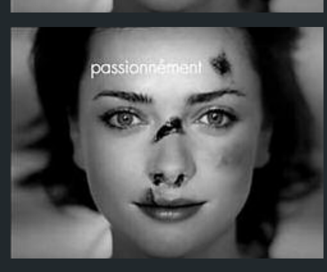
Clip gouvernemental

Sur l'air de "je t'aime, un peu, beaucoup…", le gouvernement a diffusé un clip qui dénonce les violences faites aux femmes.















DR

Ni putes, ni soumises, mais subventionnées

Le budget 2004 de l'association *Ni putes, ni soumises,* d'un montant total de 464 528 euros est essentiellement assuré… par des subventions. Celles-ci assurent en effet 87,4 % des ressources. Les adhésions ne représentent elles que 2,94 % du total pour un millier de personnes. Explication de cela : ce mouvement qui se veut "ancré dans les cités" est une émanation de SOS Racisme, association elle-même chapeautée par le Parti socialiste. Indéniablement une réussite médiatique, avec le coup de pouce des élus socialistes. Alors "ni soumises" ? *(Alternatives libertaires, avril 2005)*

PARIS

Deux manifs

Le dimanche 6 mars, une manifestation appelée par *Ni pute ni soumise* et du *Planning familial* a réuni environ 10.000 personnes selon les organisateurs (2600 selon la police). Une autre manifestation a eu lieu le mardi 8 mars, cette fois à l'appel du collectif national pour le droit des femmes. La scission entre les deux appels porte principalement sur la question du voile, les organisatrices de la première manif estimant que l'on ne peut accepter des femmes voilées dans les manifestations revendiquant pour les droits des femmes.

MARSEILLE

Salariées du commerce

Environ 800 personnes ont manifesté à Marseille pour la journée de la femme pour dénoncer les conditions de travail faites aux vendeuses dans les commerces : temps partiel, bas salaire, conditions de travail difficiles… De nombreuses employées des grandes surfaces étaient présentes à l'appel de la CGT.

Marche mondiale des femmes

Plus de 30 000 femmes ont participé le 8 mars dernier, à Sao Paulo, au Brésil, à la première étape de la Marche mondiale des femmes 2005. Cette marche doit rallier le Burkina Faso après être passé dans 53 pays. Elle a pour objectif de promouvoir une "Charte mondiale des femmes" d'inspiration altermondialiste, dénonçant "le patriarcat comme le système d'oppression des femmes et le capitalisme comme le système d'exploitation d'une immense majorité de femmes et d'hommes par une minorité". La marche après avoir traversé l'Amérique, traversera l'Europe en mai et juin, puis l'Asie en juillet pour terminer par l'Afrique en septembre octobre. L'arrivée est prévue à Ouagadougou, au Burkina, le 17 octobre.
En France, la marche s'arrêtera le week-end du 28 et 29 mai à Marseille pour un grand rassemblement européen. Au programme : le samedi à partir de 8 h, accueil, de 11h à 15 h : forums sur les thèmes suivants :
• travail, précarité, emploi,
• violences faites aux femmes,
• paix et conflits,
• sexualité, avortement et contraception, santé,
• démocratie/pouvoir/égalité : hommes/femmes, une autre Europe est possible.



Nicole Guidi

A 16 h, manifestation avec passage relais de la charte qui arrivera du Pays Basque. A 21 h, concert. Le dimanche, deux forums le matin : espaces jeunes et espace lesbien. L'après-midi : synthèse des forums et des espaces et passage du relais de la charte qui s'en ira vers la Belgique.
Collectif 13 Droits des Femmes, 7, rue de la Paix, 13001 Marseille, tél : 04 91 42 95 92 ou 06 03 11 07 38, collectif13droitdesfemmes @wanadoo.fr.

Terre à terre

Chaque samedi matin, Ruth Stegassy anime une émission sur France-Culture, une bouffée d'air pur dans un monde de brutes.

Un lundi matin, froid mais beau, la Maison de Radio France trempe ses pieds dans la Seine, un pâle soleil de février joue un air de vacances, d'autant que les congés scolaires ont sensiblement réduit la circulation automobile. Les souriantes armoires à glace du service de sécurité ayant pu constater que nous n'avions rien d'intermittents en colère, nous sommes admis à gravir les étages de la grande maison de verre, où n'entre pas qui veut !

Ruth Stegassy nous introduit dans un bureau largement éclairé dont les baies donnent sur la Seine et la tour Eiffel. Qu'une ville peut être belle quand la nature et les hommes unissent leurs efforts ! L'accueil de notre interlocutrice est simple et direct ; celle-ci nous parle volontiers de son métier mais reste discrète sur son parcours personnel ; une constante de sa démarche comme nous aurons l'occasion de nous en rendre compte à plusieurs reprises. En effet Ruth Stegassy n'a le culte de la personnalité, ni vis-à-vis d'elle-même, ni vis-à-vis des autres. Pourtant un minimum de CV me paraissait bien utile pour comprendre un parcours passablement original. Restait à la soumettre à la question.

Silence : Comment se retrouve-t-on sur les ondes de France culture, un samedi matin de septembre 1999, à parler de problèmes d'environnement ?

Ruth Stegassy : tout d'abord en ayant fait de la radio antérieurement. Bien que mon histoire personnelle ait souvent été guidée par le hasard, je n'ai pas commencé ma carrière à ce moment-là. A l'origine, une certaine facilité pour les langues étrangères, et des études d'histoire m'avaient conduite à exercer le métier de traductrice. Mais je m'intéressais déjà à la radio, en fait aux radios pirates, à l'époque en plein essor. Une rencontre tout à fait fortuite me permit de participer à un magazine culturel pour l'une d'entre elles, de façon bénévole mais enthousiaste. Quelque temps plus tard une amie m'invite à ce qui pour moi ressemblait à une gageure : proposer une émission à France culture, un travail à la fois d'analyse et de parodie de la littérature de série, en particulier pour filles et femmes. Pari gagné avec, en prime la découverte d'une radio où les émissions étaient des cases ouvertes plutôt que des structures figées. Il n'était pas rare que les journalistes tournent de l'une à l'autre d'un jour sur l'autre.

Est-ce un nouveau hasard qui vous a amenée à l'écologie ?

Pas tout à fait. Dans cette période post soixante-huit, moi qui avais connu et fréquenté tant de gens engagés dans les mouvements féministes, dans les luttes de minorités, je constatais un vide dans les idées, un essoufflement des contestations. Je voyais la nature se dégrader, les rapports humains se distendre. Heureusement c'est à ce moment que l'on m'a confié une émission sur la littérature pour enfants, une occasion de découvrir de vrais auteurs, attentifs à la réalité de leurs jeunes lecteurs. Parallèlement et pendant une dizaine d'années, j'ai eu l'occasion de faire bien d'autres émissions toujours avec autant de plaisir, mais sans répondre à ces questions de fond que je me posais toujours.

Alors ce déclic ?

A la suite de quelques émissions d'été consacrées aux jardins, la nouvelle directrice, Laure Adler, m'a demandé de prendre en charge une émission sur l'environnement. Mais les jardins c'était une chose, et l'environnement une autre. Heureusement des amis botanistes installés dans l'Orne, m'ont donné des pistes et, accessoirement, le nom de l'émission *Terre à terre*. Le vrai déclic en fait s'est produit quelques semaines plus tard, aux journées d'été des Verts, à Lorient en 1999. A l'écart du battage médiatique, des projecteurs braqués sur les "stars" du jeu politique, je découvrais dans les différents ateliers un bouillonnement d'idées extraordinaire. Je rencontrais enfin des gens avec qui je parlais le même langage, qui se posaient les mêmes questions que moi et qui, eux, avaient des débuts de réponse, des éléments de solution.

Alors vous avez pris votre carte ?

Non, pas du tout. Vous savez, pour faire mon métier, je suis obligée de garder une distance vis-à-vis de toutes les organisations, politiques, syndicales ou associatives. Mais je me suis toujours sentie concernée par le sort des minorités, des opprimés, et cela m'aide dans mes recherches d'informations et de contacts.

Ces contacts, ce sont des réseaux en interconnexion ?

Plus ou moins. Aujourd'hui ce sont les problématiques qui s'interconnectent de plus en plus. On s'aperçoit que ce qui affecte la terre va affecter également l'air, l'eau, etc. De ce fait, ceux qui avaient l'habitude de travailler dans leur coin ont davantage tendance à collaborer. Cependant sur le ter-



Bruno Clémentin.

Colloque sur la décroissance à Lyon en septembre 2003. Ruth Stegassy anime le débat entre Jacques Grinevald, Silvana de Gleria et Serge Latouche.


Bruno Guillemein

Ruth Stegassy : discrète et efficace.

rain, dans le quotidien des associations, la collaboration reste difficile, du fait même de la spécificité des luttes engagées.

C'est avant tout une question de communication, dont on voit qu'elle est parfois bien difficile à mettre en œuvre, même dans notre vie personnelle.

Absolument. C'est un problème que l'on a vu s'accentuer ces dernières années, en particulier dans les rapports avec les médias. Ce système médiatique s'est accaparé la communication, l'a monopolisée à son seul profit, sans que les gens, même dans les associations, ne contestent réellement ce mode de fonctionnement. Voyez les conférences, les congrès, une ou quelques personnes détiennent le micro, et ne le concèdent à la salle que pour une question et fort brièvement. Tout cela aboutit à des aberrations, comme cette histoire d'élèves de lycée qui demandaient à leur prof de philo pourquoi il s'efforçait de les faire réfléchir alors qu'ils n'étaient "rien" et qu'on leur demandait seulement "d'avoir un métier pour ne plus être à la charge de la société". C'est quasiment une négation de l'individu… C'est cette image qu'il faudrait briser. Plus qu'une image d'ailleurs il s'agit d'une croyance, presque une foi.

Ne croyez-vous pas que ce phénomène est d'autant plus insidieux et efficace, qu'il repose sur la notion de rêve ?

Oui, les médias divisent le monde du rêve en deux parties, la bonne, celle qu'ils vous proposent, la mauvaise, la vôtre. Vos rêves à vous sont sans relief, sans valeur, donc inutiles. Heureusement il y a plein de gens qui pensent autrement et agissent en conséquence.

Comme vous, en fait, puisque vous présentez des expériences extrêmement diverses telles la lutte biologique, la construction saine, les combats pour l'eau, l'empreinte écologique, autant de sujets qui sont souvent totalement ignorés des médias traditionnels. En outre vous leur laissez le temps de s'exprimer pour présenter leur activité, tout en posant des questions qui mesurent la cohérence de leurs propos ; on sent derrière tout cela une solide préparation, du vrai travail de journalisme.

A propos de travail, et de façon anecdotique, comment ce générique passablement surréaliste a-t-il été composé ?

Nathalie Battus, la première chargée de réalisation de l'émission, l'a mis au point. Le texte est extrait d'un film de Godard, *Soigne ta gauche*, il est dit par Catherine Ringer des Rita Mitsuko. Il n'a pas vraiment de rapport avec l'écologie mais je continue à apprécier cet étonnant mélange de sons et de paroles qu'a réalisé Nathalie.

Pour finir, avez-vous envisagé de travailler avec une caméra comme vous le faites avec un micro ?

Effectivement j'aurais très envie de tourner des documentaires pour le cinéma, mais les circonstances, jusqu'à présent ne s'y sont pas prêtées. Peut-être un nouveau hasard interviendra-t-il un jour ?

Propos recueillis par
Christine et Bruno Guillemin ■

Pour retrouver Ruth Stegassy : France culture, samedi matin 7h, l'écouter ou la réécouter (six dernières émissions) sur internet (www.radiofrance.fr).

Si vous appréciez le travail de Ruth Stegassy et de ses collaborateurs, n'hésitez pas à écrire à Radio France, Terre à Terre, 116, avenue Président-Kennedy, 75016 Paris. Tout courrier favorable est un coup de pouce en faveur de la survie d'une espèce rare, une belle émission de radio consacrée à l'environnement !





Courrier

Avertissement : Nous avons reçu un très grand nombre de lettres ! Nous avons donné la priorité au débat sur la Constitution européenne. Mais il y a en attente d'autres courriers, notamment sur le développement personnel... Un peu de patience !

Encore plus de voitures ?

Je vis sur l'Ile Beaulieu, à Nantes. J'ai eu connaissance de nouveaux projets de ponts. (...) Les ponts semblent résoudre les problèmes des embouteillages. D'autant que l'on prévoit une augmentation du trafic des voitures, pour le passage de la Loire, de 3% par an. De 1985 à 2000, ce trafic a augmenté de 44%. (...) De nouveaux ponts, cela "symbolise" la voiture-reine. Celle-ci génère pourtant beaucoup de problèmes : l'individualisme, la pollution (que respirent les bébés en poussette au niveau des pots d'échappement ?)... Différentes études (dérangeantes) d'experts envisagent des scénarios apocalyptiques, notamment climatiques, à cause de notre mode de vie ; l'insécurité avec les accidents et le cortège des blessés et des morts (la voiture tue plus que les guerres dans le monde), des cancers et des maladies dus à l'air pollué par les autos : encore 6500 à 9000 morts par an en France (et un mort coûte selon l'AFSSE, 140 000 €), sans compter l'hécatombe des animaux tués ou blessés, les embouteillages, les pertes de temps, les voitures qui se déplacent à la vitesse d'un piéton ou d'un cycliste en agglomération, la défiguration du cadre de vie (la voiture occupe par son infrastructure routière, 20% de l'Europe, 30% dans une ville européenne, 50% dans une ville des USA). En ville, les enfants n'ont plus de place pour vivre, ils se "consolent" avec leurs jeux-vidéos. La voiture a marginalisé tous les autres modes de déplacement, développe la colère, le stress ; la voiture coûte cher : il faut travailler pour conduire et conduire pour travailler (...) la construction d'une voiture est extrêmement polluante et nos précieuses matières premières sont dilapidées par son exploitation débridée. Les déchets s'entassent, le pétrole nous rend dépendants (exemple de la guerre en Irak, marées noires...). La liste de l'auto-aliénation n'est malheureusement pas exhaustive.
Je travaille à la communauté urbaine de Nantes, en voirie, dans le centre-ville, donc constamment sur la voie publique. Je suis tous les jours confronté aux problèmes que suscite la voiture. Mes poumons sont saturés. C'est chacun de nous qui est un peu responsable ! Nous polluons, tuons toute vie sur notre planète, en faisons de plus en plus un désert ! (...) Pourquoi devrais-je souffrir du flot de voitures qui viennent d'en dehors de la ville ? N'est-ce pas un peu facile d'apporter ses nuisances et de se retourner tranquillement dans son pavillon, sa petite propriété bien clôturée. Peut-être que ces gens ont les moyens financiers pour vivre ailleurs qu'en appartement ou en location ou même la santé pour pouvoir se déplacer avec leur voiture. Est-ce juste ? Où est l'égalité, la solidarité ? (...) Aujourd'hui, on ne construit plus les villes pour les humains, mais pour leurs voitures. (...) Sortons de nos schémas désuets, archaïques, d'une autre époque, de l'absence de perspective à long terme. Nous sommes aujourd'hui dans une impasse et nous fonçons droit dans le mur. C'est à la voiture de s'adapter à la ville et non à la ville à s'adapter à la voiture. Il faut arrêter l'auto(im)mobilisme pour aller de l'avant. (...) Le chef indien Seattle a dit en 1854 : "La terre n'appartient pas à l'homme, c'est l'homme qui appartient à la terre. Toutes les choses sont reliées entre elles comme le sang est le lien entre les membres d'une même famille". Il y a urgence à se souvenir de ce texte ! Plus nous attendons et plus le "système" se renforce, et plus il sera difficile d'en changer. (...) Il est plus que temps d'engager une reconquête de l'espace public, développer efficacement des transports d'intérêt public (...) : RER, tram, bus (avec possibilité d'y monter avec un vélo), avec des prix attractifs, des pistes cyclables et pour les rollers, des secteurs piétonniers... faire des parkings aux entrées de la ville, restreindre les possibilités d'accès, brider les moteurs, interdire les 4x4 en ville, promouvoir le co-achat de véhicules, encourager le co-voiturage (...) Au lieu de sponsoriser la Formule 1, sponsoriser plutôt des prototypes économes comme le micro-joule de l'école de la Joliverie, près de Nantes (3410 km parcourus avec un litre d'essence) ou des courses de voitures solaires (...).

Christian Péchet ■
Loire-Atlantique.

Et les vieux ?

Il est absolument clair et évident et certainement exact que beaucoup de personnes âgées, malades ou affaiblies et que la plupart des handicapés ne peuvent utiliser un vélo. Et quand il pleut ? Et quand il gèle ? Enfin réfléchissez et rendez-vous compte de cette réalité ! (...) Les automobiles sont de moins en moins polluantes et de moins en moins dangereuses. La voiture restera un instrument de liberté, du moins quand on conduit bien (...).

Jean-Michel Rieupeyroux ■
Dordogne.

Silence : *il y avait des vieux avant les voitures. Il y en a aujourd'hui dans les quatre cinquièmes de la planète où la voiture est l'exception. Ils bénéficient de relations sociales qui leur permettent de vivre sans voiture. Nous préférons retrouver ces relations sociales, limiter les déplacements, et éviter la voiture qui est l'une des premières causes de mortalité et de destruction de la planète.*

Plus c'est long, moins c'est cher



En réponse à la lettre de Dorothée Fessler "une vie rurale sans bagnole, c'est du rêve sur papier recyclé" (n°320), je lui signale qu'il y a toujours eu des gens qui ont vécu à la campagne sans voiture et qui étant nés comme ça ont fini par trouver des solutions. Dont moi-même. (...) Il me semble que le dossier n'avait pas pour but de critiquer ceux — écolos ou non — qui ont une voiture à la campagne, mais de démontrer la possibilité d'une telle démarche. (...) En ce qui me concerne, je dirais seulement, que pour voyager, plus c'est long, moins c'est cher et que j'y trouve mon compte (...)

Marie-Josèphe Barbarit ■
Mayenne.

La voiture pour fuir ?

Merci à Francois Schneider pour sa série d'articles "Vivre à la campagne sans voiture". Ses observations et ses analyses ne sont guère contestables de mon point de vue et les solutions qu'il propose me semblent résulter d'un sain bon sens
Je voudrais cependant apporter un autre éclairage que lui sur la question "l'habitat écolo sera-t-il à la campagne ?" qui ne me semble pas être une bonne question parce qu'elle débouche immédiatement sur la stigmatisation des écolos égoïstes et bagnolards qui fuient les villes, pour ne pas être asphyxiés d'une part et parce que c'est pour eux, peut-être plus que pour les autres, le seul moyen d'être chez eux, j'entends propriétaires de leur habitation. Car les écolos se trouvent, me semble-t-il, en majorité dans les couches qui n'ont pas les moyens économiques nécessaires pour l'achat d'un terrain constructible ou d'un appartement en ville pour la bonne raison qu'ils ont choisi "d'être plutôt qu'avoir" et qu'il serait bien malvenu de le leur reprocher puisque la formule est déclinée jusqu'à l'indigestion dans la mouvance alter-écolo. Que leur reste-t-il alors ? Continuer de se faire exploiter en payant des loyers exorbitants tout en étant privés de la possibilité de construire ou d'améliorer leur logement et d'adopter des solutions écologiques tant au niveau des matériaux que de la gestion des énergies, de l'eau et des déchets ? Les écolos qui vont vivre à la campagne le font parce que c'est la seule possibilité pour eux "d'accéder à la propriété". Ils fuient eux aussi et pour d'aussi bonnes raisons que les autres. Et il est plus facile il est vrai de pointer le doigt sur les contradictions de ceux qui s'installent à la campagne quand ils se disent écolos. Mais ça ne constitue pas pour autant un embryon de piste. Le fait de quitter la ville et de ne pas "hésiter à faire 30 km (et souvent bien plus hélas !) pour aller travailler" ne peut évidemment pas passer inaperçu pour l'écolo-pollueur qui est a priori plus conscient que la moyenne des conséquences de sa nouvelle attitude. Il le fait la mort dans l'âme et s'il n'évoque pas le problème, c'est parce qu'il n'entrevoit pas de solutions et aussi parce que chacun est dans l'urgence et que l'objectif est presque toujours d'assurer sa survie, d'améliorer sa vie à court ou moyen terme, parce que tout en voulant être écolo, on ne l'est jamais assez évidemment. Précisons quand même que l'écolo campagnard qui va travailler en ville avec sa voiture aura sans doute davantage tendance à avoir un véhicule "modeste" qui nécessitera beaucoup moins d'énergie et de matières premières pour sa fabrication et son utilisation qu'un 4x4 qui devient la norme. Alors, puisque des écolos continueront malgré tout de s'installer à la campagne avec leur(s) voiture(s), ne pourrions-nous pas voir en quoi cela pourrait aider les modes de vie rurbains à devenir des modes de vie cohérents ?
Que peut devenir un "lien alternatif et innovant" tel que le souhaite François Schneider s'il n'est entouré que de résidents complètement hermétiques à sa démarche ? Quelle latitude reste-t-il aux écolos qui ont leur emploi en ville et qui malgré cela aspirent tout à fait légitimement à vivre à la campagne ?
Ne peut-on imaginer que ceux-là passeront par une situation intermédiaire qui sera d'habiter à la campagne tout en continuant à travailler en ville jusqu'à ce que la situation de leur lieu d'habitation soit telle qu'elle leur permette de trouver un emploi ou de le créer parce que des lieux comme Pauliane auront permis le développement d'une relocalisation de nom-



breuses activités mais aussi parce que ces mêmes rurbains, contribuant à la pérennisation des lieux alternatifs en les faisant vivre, notamment par les approvisionnements qu'ils effectueront ici plutôt qu'à l'hypermarché du coin ou au supermarché "bio" de la ville la plus proche, deviendront petit à petit ruraux. Ils permettront que des AMAP se créent, que 1'artisanat se développe, que les services reviennent...
Ils pourront eux aussi s'intégrer à ce tissu social et alors, seulement alors, la bagnole reculera.
Et n'essayons pas de nous débarrasser du problème en appelant des décisions politiques qui feraient soi-disant reculer l'utilisation de la voiture sans que l'on crée d'abord les conditions d'une vie décente donc écologique. François Schneider ne s'engage heureusement pas dans cette voie et c'est bien ce qui donne une bonne part de crédibilité à son propos.
Il n'en est pas de même de Madeleine Nutchey qui, dans les pages suivantes, cherche des "dirigeants politiques courageux" (...). Ces hommes politiques qu'elle attend comme le messie sont-ils différents de nous ? Savent-ils s'autodiscipliner, eux ?
Cette question m'amène à formuler une proposition puisque Madeleine Nutchey en demande : que ceux qui sont au-dessus du lot comme elle semble l'être elle-même cessent de donner à des politiciens timorés toute la responsabilité des décisions dont nous subissons tous les conséquences (...).

Patrick Urlacher ■
Puy-de-Dôme.



DR

Campagnes sans voiture, ça marche !

J'ai quitté Paris il y a quatre ans pour une petite ville de 3000 habitants dans la Drôme. Et je n'ai pas de voiture. J'ai la chance d'avoir le nécessaire à moins de 5 km de distance et j'ai redécouvert les bienfaits de la marche et du vélo, pour le pain, le marché, les produits locaux, mes activités de loisirs que j'ai limitées volontairement à ce qui est proposé localement et mon travail que j'ai adapté aux besoins locaux.
Certes, je ne vais plus au cinéma une fois par semaine, ni au cours de rock ou aux conférences de Nature & Découvertes, mais j'organise des bouffes entre amis, je participe aux actions citoyennes du canton et aux diverses animations proposées par le village.
Je me suis inscrite pour un panier légume hebdomadaire chez un agriculteur bio proche de la ville et trouve tout le reste au marché.
Quand j'ai besoin de services sortant du cadre villageois, je prends le car ou organise un co-voiturage pour gagner la ville la plus proche, à 30 km. Ça favorise les rencontres et c'est un prétexte à sociabiliser.
J'ai fait le choix de payer un loyer un peu plus cher en étant dans le centre du bourg, mais quelle économie je fais sans voiture, essence, assurance et garagiste à payer !
Entre autres avantages, je prends le soleil, je respire le grand air tous les jours, je ne m'isole pas dans une cage en acier et je rencontre des animaux et des hommes, je n'ai pas le souci de l'entretien d'un véhicule, je n'ai pas le souci des choix draconiens à faire en ville en terme de loisirs !
Et évidemment, je suis plus en cohérence avec ma volonté de vivre en harmonie au sein de notre mère-Terre.
Donc il est possible de vivre sans voiture hors de la ville.
Bonne continuation à François.

Laurence Girard ■
Drôme.

Argent et choix de société

L'article sur les finances et la Nef (n°320), me donne l'occasion de mettre sur le papier quelques informations et questionnements.
Je suis persuadé qu'il y a dans le fonctionnement de l'argent, outil utile dans notre société, des clefs pour comprendre le pourquoi de la croissance, des problèmes urgents de notre temps. Ceci est un appel pour que d'autres réfléchissent seuls ou collectivement et partagent leurs fruits avec nous.
Dans l'article, on dit "c'est grâce à l'épargne que vous déposez sur votre compte que toutes les banques peuvent prêter de l'argent pour fabriquer les centrales nucléaires, des usines d'armement, etc.". Vraiment ? "Les capitaux", ce sont nos économies ? Et l'Etat, ce n'est pas lui qui "fabrique" l'argent ? On dit bien que "battre monnaie" est un droit régalien... mais aujourd'hui ? Et les banques dans tout ça ? La Banque de France, une banque privée ? La Banque centrale ?
Qui décide d'injecter de l'argent en plus dans le circuit ? Ou d'en retirer ? Ce sont des questions vraiment importantes : qu'est-ce qui régit le monde de l'argent ? La conséquence, c'est qu'actuellement on finance des projets destructeurs alors que les projets en phase avec la vie disposent de moyens ridicules, surtout de la bonne volonté.
L'intérêt de se poser ces questions ? En tirer les conséquences pour définir quel autre système financier/monétaire ou alternatif pouvons-nous créer ensemble ? Basé sur quelles règles ?
La société a besoin que soit organisé l'échange des biens et des services. Et aujourd'hui, nous avons besoin des "affreux" grands financiers pour la faire fonctionner. Si demain matin, ils annonçaient "la finance détruit la planète, venez nous remplacer pour faire mieux", nous serions bien embarrassés ! Peut-être certains auraient des propositions : "moi, je vais installer une économie distributive", un autre "l'argent corrompt tout, faisons du troc", un dernier voudrait généraliser les SEL-Temps.
Nous pouvons apprendre comment faire pour nous passer des "requins de la finance". Ce changement (sortir du capitalisme, décroissance dans les faits, pour tous) ne va pas advenir tout seul. C'est à nous d'apprendre à bâtir et faire fonctionner nos systèmes monétaires citoyens, démocratiques et favorables au vivant. Pour relocaliser l'économie, créons des monnaies locales, retrouvons notre souveraineté sur les règles de circulation de l'argent. Appel à tous les pédagogues connaissant le sujet pour nous y introduire !
L'ouvrage *De la misère humaine en milieu publicitaire* du collectif Marcuse explique pourquoi une société capitaliste nécessite une croissance indéfinie de sa production et consommation, afin de pouvoir toujours augmenter la quantité d'argent possédé individuellement et collectivement. L'endettement général de l'humanité via les Etats ne cesse d'augmenter. Autant dire que les gouvernements sont à la botte des banquiers. Un texte de Louis Even éclaire la situation remarquablement. Pourquoi un gouvernement a-t-il besoin de croissance ? En France, la dette de l'Etat représente environ 60 % du PIB (71 % pour l'Union européenne, 40 % pour les Etats-Unis). Le remboursement de la dette est le deuxième poste budgétaire. Les intérêts augmentent tous les ans et il faut donc que les revenus de l'Etat augmentent aussi (donc pour cela percevoir plus de TVA, donc inciter à la consommation). (...).
Nous sommes en fait victimes d'un phénomène de "parasitisme" monétaire de la part des banques qui prêtent à intérêt de l'argent qu'elles n'ont d'ailleurs pas et qu'elles créent virtuellement en mettant la somme sur votre compte.
Peut-on penser autrement ? Sans taux d'intérêt ? En développant les SEL, systèmes d'échanges locaux, ou le JEU, jeu d'échange universel (...)

Thomas Marshall ■
Côte-d'-Or.

Leconte à la Nef

Après votre article incitant les antinucléaires à ouvrir un compte à la Nef (n°320, février 2005), je vous envoie une copie des questions que je pose à la Nef après avoir lu dans leur bulletin *Vif-Argent* la nomination de M. Leconte, ancien salarié du Commissariat à l'énergie atomique, en tant que président du conseil de surveillance de la Nef.



"Avec mon épouse, nous avons d'abord cru à une blague et puis nous nous sommes rendus à l'évidence. Je voudrais donc évoquer quelques valeurs.



Courrier

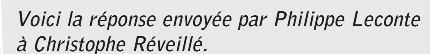
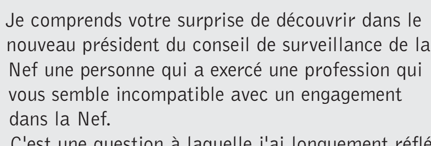
La transparence : le commissariat à l'énergie atomique est une entreprise qui a toujours cultivé le secret, les intrigues, les pressions sur les médias et le copinage avec les politiques. M. Leconte souhaiterait-il sur ses vieux jours se refaire une virginité en endossant le clair costume de la transparence véhiculé par la Nef ?
Le respect de l'environnement : quand Vif Argent lui pose la question sur l'environnement, M. Leconte est un peu gêné. On le serait à moins ! Il s'en tire en disant que ce n'est pas là la spécificité la plus importante de la Nef. Ah bon, je m'étais donc trompé dès le début. Merci M. Leconte d'avoir remis les choses à leur juste place.
La cohérence : Ecole Waldorf pour les enfants, sans doute nourriture bio, quelques bonnes œuvres pour pouvoir se regarder dans la glace et puis, pour payer tout ça, M. Leconte travaille au CEA où il est payé grassement pour polluer notre Terre pour des milliers d'années. La vie de M. Leconte n'est pas un modèle de cohérence. A moins que la Nef remette en cause aussi cela ? Je croyais pourtant que la fin et les moyens étaient liés à la Nef ? Si M. Leconte est en recherche de cohérence, qu'il commence à renier son engagement pro-nucléaire.
En conclusion, et sauf démission de M. Leconte dans les jours qui viennent, je vous prie de prendre note que je ne suis plus correspondant à partir de ce jour (...) Mes amitiés à ceux qui partagent ma déception".

Christophe Reveillé ■
Maine-et-Loire.

Loup dans la bergerie

Je suis bien contente de lire un article sur la Nef car j'ai reçu récemment leur bulletin *Vif-Argent* dont je suis depuis peu sociétaire après plusieurs années d'hésitation. J'y ai lu l'entretien avec Philippe Leconte, nouveau président du "conseil de surveillance" de la Nef : "ancien physicien du CEA" "co-fondateur d'un cercle d'étude sur l'énergie nucléaire" qui a écrit un livre pédagogique sur le sujet, "directeur des programmes de recherche pour la gestion des déchets radioactifs", "il n'y a pas de vérité sans un lieu où elle peut être contredite".
Qu'en pense Michel Bernard, jeûneur pour Vivre sans nucléaire, qui écrit l'article sur la Nef dans Silence, et les Silencieux en général ?
Moi, j'ai vaguement l'impression que le loup est dans la bergerie (...).

Catherine Reymond ■
Haute-Garonne.

Voici la réponse envoyée par Philippe Leconte à Christophe Réveillé.

Je comprends votre surprise de découvrir dans le nouveau président du conseil de surveillance de la Nef une personne qui a exercé une profession qui vous semble incompatible avec un engagement dans la Nef.
C'est une question à laquelle j'ai longuement réfléchi avant d'accepter de prendre cette responsabilité sachant bien qu'elle pouvait poser un problème à certains des sociétaires de la Nef. J'en ai parlé avec le conseil de surveillance avant qu'il ne me coopte et m'élise président. Ensuite, j'ai tenu à ce que les sociétaires de la Nef connaissent mon lien professionnel avec le Commissariat à l'énergie atomique et puissent m'accorder leur confiance au moment du vote de l'assemblée générale du 21 mai prochain, quand il leur sera demandé de ratifier cette cooptation comme le prévoient les statuts de notre société.
Vous souhaitez connaître ma position en ce qui concerne l'énergie nucléaire. Pour moi, ce n'est pas une énergie d'avenir parce qu'elle a trop d'impacts sociétaux (excès de centralisation, contraintes de sûreté nécessitant une importante surveillance, avec, notamment, l'aide constante de la force publique...). Il faudra donc, dans l'avenir, investir des efforts considérables pour modifier nos comportements et nos modes d'approvisionnement énergétiques.
Ces efforts devront provenir de toutes les composantes de la société et pour avancer, je ne crois pas que la solution consiste à exclure ceux qui, à vos yeux, ont eu le tort de travailler sur l'énergie nucléaire. Au contraire, nous devrons apprendre à accepter la diversité des points de vue des hommes de bonne volonté et travailler tous ensemble, avec ceux aussi qui font avancer les choses par des recherches sur la gestion des déchets radioactifs.
En conclusion de votre message, vous manifestez un tel dépit que vous menacez de "déconstruire" la Nef. Là, je pense que vous allez trop loin. Faites connaître votre désapprobation, pourquoi pas ? Mais prenez éventuellement la peine de vous renseigner un peu plus sur celui que vous condamnez sans appel. Et ne détruisez pas une Nef qui ne vous appartient pas (vous n'en avez même jamais été sociétaire !). Elle vaut plus que nos histoires respectives.

Bien cordialement,
Philippe Leconte.

Silence : *le journal officiel du 6 juillet 2004, nous apprend que Philippe Leconte, ancien directeur du programme de recherche de gestion des déchets au CEA est nommé membre du conseil scientifique de l'IRSN, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (12 membres). Lequel a publié début 2005 un CD-Rom diffusé auprès de toutes les communes, présentant les risques en cas d'accident nucléaire en France. Au pire, selon l'IRSN, un tel accident ferait... de 4 à 11 morts ! Voir page 21.*

Fin du pétrole

Je viens de relire l'excellent article d'Yves Cochet que nous avons déjà vu et fait circuler sur internet. Je suis étonné par les réactions que vous publiez.
Tout d'abord celle de Madeleine Nutchey "cinquante ans pour tout remplacer par les énergies renouvelables...". Ceci laisse supposer qu'il suffit de se retrousser les manches, de se mettre au boulot et les énergies renouvelables vont remplacer le pétrole. C'est seulement une question de moyens. Malheureusement, des gens sérieux ont montré que ces énergies douces ont un potentiel au mieux égal à 40% de nos besoins actuels. Si beaucoup de lecteurs de *S!lence* savent cela et qu'il faudra faire beaucoup d'économies et devenir sobre, beaucoup de gens pensent encore que l'on trouvera une substitution au pétrole. Laisser croire cela une seconde est une grave erreur. Rien ne le remplacera sauf à tomber dans de graves dérives.
Par exemple, les biocarburants, seuls capables de se substituer au pétrole actuellement, représenteront au mieux 5 à 10% de nos besoins actuels. *Manger ou conduire, il faudra choisir.*
La réaction de Michel Bernard me surprend encore plus. Il voit dans cet article l'énième annonce d'une fin du capitalisme. Si ce n'était que cela, ce serait une bonne nouvelle, mais à mes yeux, il s'agit de l'annonce de la fin d'une civilisation à laquelle ont adhéré la gauche et la droite et toute la civilisation dite occidentale : la société où tout est possible grâce à une énergie abondante et peu chère.
Malheureusement, la fin du pétrole et du gaz, c'est la fin d'une énergie de stock. A partir de là, il faudra produire notre énergie à partir de ce qui nous arrive chaque année sur Terre, c'est-à-dire le rayonnement solaire plus quelques bricoles comme la géothermie et un peu le nucléaire. Ce ne sera plus notre capacité à extraire une richesse du sol qui sera la limite, ce seront les lois de la thermodynamique qui, elles, sont indépassables.
Nous allons vers des ruptures : la rupture énergétique, la rupture climatique et d'autres encore. Si le capitalisme voulait se donner une chance de récupérer une fois de plus la situation à son profit, il devrait anticiper le choc en réagissant vite et fort, or il n'en prend pas le chemin. Mais c'est aussi parce que nous, citoyens souvent devenus des consommateurs aveuglés et abreuvés par cette société, sommes incapables de voir le choc arriver et restons dans notre certitude de la civilisation protectrice toute puissante qui va bien nous trouver une solution.
Cet article est d'une lucidité qui fait peur évidemment et ce que j'en retiens, c'est que nous atteignons les limites physiques d'un monde. C'est la première fois que l'humanité se trouve dans cette situation, ce n'est plus un problème purement politique, cela touche au sens de la vie, à la place de l'homme sur la Terre...
Je trouve vos réactions légères et rapides pour un article de cette trempe.

Freddy Le Saux ■
Haute-Vienne.

Société post-pétrole

En réaction aux réactions sur l'article d'Yves Cochet (n°320). Bien sûr que l'homme va s'adapter, mais par défaut. Dans les 60 000 dernières années, l'homme s'est adapté aux glaciations, à la désertification du Sahara, aux guerres, aux dictatures, à la surpopulation, à Tchernobyl, à la mondialisation... mais à quels prix ?
Espérer dans les facultés d'adaptation de l'espèce humaine pour passer du "tout pétrole ou presque" à l'"après-pétrole", pourquoi pas ?
Mais si je dois travailler deux heures pour acheter l'énergie nécessaire pour me rendre au village, je préfère y aller à pied ! Si pour produire le carburant nécessaire, nous devons cultiver pendant un siècle du colza



transgénique sur toutes les terres cultivables, alors adieu patates, céréales, veaux, vaches, cochons, manioc et bananes !
Nous vivons dans un monde schizophrène : déni de la réalité et comportement paradoxal, la nécessité de s'adapter au plus vite dont parle Madeleine Nutchey va se heurter à l'incrédulité, pour ne pas dire la naïveté d'une grande masse de citoyens, plus ou moins immatures ou infantilisés.
(...) Je pense comme Michel Bernard que le système capitaliste est adaptable : les Etats-Unis qui font partie des plus gros extracteurs de pétrole ont investi des milliards en Sibérie (où se trouvent les plus grosses réserves) et ils viennent de planter une banderille au Moyen-Orient. Ils peuvent donc rassurer leur "parano-chewing-gun". Tout va bien, ils auront du pétrole plus que les autres, plus longtemps que les autres et ils pourront en revendre aux autres selon les lois de l'offre et de la demande.
Si tout pouvait aller bien pour un nombre de plus en plus restreint pour les autres, la frugalité de Pierre Rabhi et la sobriété d'Yves Cochet pourraient être un programme de l'adaptation : plus question de manger en France des sauces mises en boite en Sicile à partir de tomates produites aux Pays-Bas (je n'invente pas). Les problèmes vont se poser non pas dans cinquante ans, mais dès que la demande de pétrole va être supérieure à l'offre... c'est-à-dire très bientôt. Dix pour cent de transports en moins et c'est la crise : infrastructures des routes et autoroutes, pneus, métallurgie, câbles électriques, garages, assurances, péages, taxes, emploi, Etat...
Il me semble donc très important de ne pas minimiser le choc car l'étrave va en prendre un sacré coup !
Pour s'adapter au mieux, il est important d'anticiper et dans ce domaine, la France qui n'a pas de pétrole n'a pas non plus d'idées. La France a beaucoup de vent mais pas d'éolienne, beaucoup de marées mais pas d'hydrolienne, beaucoup de cours d'eau, mais plus de microcentrales, beaucoup de forêts, mais peu de bois-énergie, peu de cogénération, peu d'architecture bioclimatique. Pourquoi la France qui n'a pas d'uranium croit dans le nucléaire ? Comportement paradoxal et déni de la réalité ! Au fait, l'Airbus A380, il fonctionne à l'uranium ou à la vapeur ?

Alain Cochet ■
Puy-de-Dôme.



Pourquoi je voterai oui au projet de TCE

D'abord parce qu'il m'est difficile d'imaginer moins démocratique que les traités actuellement en vigueur (celui de Nice en particulier) et qui ont contribué à nous plonger dans la panade ultra libérale dans laquelle nous nous débattons. Contribuer seulement car, et c'est le point le plus important à mes yeux je crois que le principal problème se situe plus sûrement au niveau de la politique, et en l'occurrence à la présence actuelle en Europe de gouvernements majoritairement de droite. Comme le disait récemment un interlocuteur de R. Stegassy dans l'émission Terre à Terre : « La Colombie possède l'une des constitutions les plus démocratiques du monde, et voyez ce qui s'y passe... ». L'outil a en effet moins d'importance que la main de l'ouvrier qui s'en sert.
Dire oui pour moi, c'est un peu comme le pari de Pascal, je ne peux pas être perdant. En aucun point le texte du TCE n'est en retrait, du point de vue démocratique, par rapport à la situation actuelle (pas difficile, il est vrai). Le texte proposé pour éloigné qu'il soit de mes idées contient cependant quelques avancées que les membres de la société civile qui ont participé à son élaboration sont parvenus à arracher. Ceci me laisse espérer que si, un jour, la majorité européenne se trouvait à gauche, ces dispositions permettraient alors des applications conformes à nos aspirations.
Dire non, c'est remettre aux calendes grecques un TCE à notre goût (mais quel goût ?), car les forces néolibérales se satisferaient alors sans doute d'un xième traité à l'élaboration duquel personne à part eux ne serait plus convié.
Dire non, c'est enfin repousser l'espoir qu'une mobilisation d'un nombre suffisant de citoyens puisse un jour faire adopter les amendements que nous souhaiterions, car rien n'est "gravé dans le marbre", pas plus dans le TCE que dans les traités actuels.

Bruno Guillemin ■
Oise.

Les contorsions de Lipietz

Ainsi, Lipietz vote oui au traité constitutionnel parce qu'il a voté non aux précédents traités. Il vote oui, parce que celui-ci serait un peu moins libéral que les textes précédents.
Osons un parallèle. Comme moi, Alain Lipietz a toujours été opposé aux centrales nucléaires, quelle soit graphite-gaz (filière française aujourd'hui à l'arrêt) ou PWR (toutes celles en fonctionnement). L'EPR arrive : indéniablement avec sa double enceinte de confinement, il devrait un peu mieux résister à un accident majeur, avec une nouvelle technique de chargement, il aura un rendement légèrement meilleur... par contre il produira toujours autant de déchets.
Alors Alain Lipietz est-il pour l'EPR parce que contre les centrales nucléaires ? Moi, je suis globalement contre le nucléaire de même que je suis contre les traités qui produisent toujours autant de déchets libéraux.

Michel Bernard
Rhône.

Pourquoi voter non au référendum ?

Je suis consterné en ce jour par la manipulation médiatique sur toutes les chaînes de TV, et sur les grandes radios, qui donnent majoritairement la parole à des défenseurs du oui pour le projet de constitution européenne, atterré par la bassesse des arguments employés, qui visent tous à décridibiliser les 52% de citoyens responsables qui veulent voter non, à les manipuler par la peur, à les culpabiliser, à les faire passer pour des inconscients, des colériques, ou des imbéciles. J'espère que les consciences individuelles sont aujourd'hui assez éveillées pour qu'une majorité de citoyens ne soient pas dupes de ce matraquage informatif.
Aujourd'hui, en France et en Europe, dans des pays qui se disent démocratiques, c'est-à-dire où le pouvoir serait détenu et exercé par le peuple, doucement, insidieusement, nous glissons vers la dictature. Mettez une grenouille dans l'eau bouillante, elle aura un sursaut désespéré et sortira, brûlée peut-être, mais vivante. Mettez-là dans l'eau tiède et chauffez doucement, à un moment elle sera anesthésiée, amollie, et incapable de réagir : elle mourra ébouillantée.
Les conquêtes sociales de nos aînés, exploités par les riches et les puissants, et payées parfois au prix du sang, de la sueur, des larmes, sont peu à peu balayées par des législateurs et des technocrates au service des riches et des puissants, formatés par eux, et si éloignés des peuples qu'ils n'en perçoivent plus les cris. Nos services publics, si mal en point, y sont gravement menacés. Notre pouvoir d'intervention sur les modifications possibles de ce texte, quasiment nul.
Une lecture attentive et éclairée tant par l'intuition que par la raison des principaux articles de ce texte, et des commentaires qui en sont faits ici ou là, permet de percevoir que le projet de constitution européenne est bel et bien celui des riches et des puissants, dissimulé derrière de belles intentions pseudo sociales et écologiques. Les véritables intentions de ceux qui l'ont impulsée et /ou manipulée : mettre encore un peu plus les peuples sous le contrôle des puissances de l'argent, permettre de continuer l'exploitation éhontée des peuples et de la terre, jusqu'à si il le faut la réduction drastique de la quantité de population sur la planète, comme conclusion logique du système. Nombreux sont ceux et celles qui le soutiennent, de bonne foi. Pour moi, ce sont eux/elles qui sont aveuglé(e)s et manipulé(e)s à leur insu.
Ce projet vise à maintenir le statu quo du modèle capitaliste libéral mondialisé, sous l'influence majeure du modèle des Etats-Unis d'Amérique, et ceci sur la base de la croyance dominante qui continue à nous y être imposée, à droite comme pour une fraction importante de la gauche (la "majorité" du parti socialiste). Croyance dogmatique selon laquelle la croissance économique, la reprise de la consommation, la libre concurrence, seraient les seuls facteurs possibles d'équilibre et de cohésion sociale. La réalité nous démontre le contraire jour après jour... Les lobbys des multinatio-

nales décuplent leurs pouvoirs, leurs influences sur le politique, leurs bénéfices, en s'achetant au prix fort les services de scientifiques, juristes, technocrates de la finance et de l'économie, partis politiques, hommes d'Etat. Aucune ne crée d'emplois chez nous, car cela diminuerait leurs marges. Au contraire, elles licencient à tour de bras, ici pour aller mieux exploiter là-bas. Et les hommes, les animaux, la planète, vont de plus en plus mal. Ce sont des forces de division et de destruction qui sont à l'œuvre.
Du pouvoir d'achat de qui parle-t-on ? de celui des 20% de riches dont nous faisons partie, qui continuent à dominer et exploiter les 80% de pauvres ? Cette croyance en la croissance économique comme seul facteur de salut s'appuie sur une conscience de manque et de séparation entre les êtres, elle vise à maintenir les mécanismes de domination et de soumission basés sur les peurs.
Aussi voter non pour moi, ce n'est pas dire non à l'Europe, ni dire non à la Constitution, c'est dire non à la caricature de constitution que l'on nous propose, et au projet de société qu'elle sous-tend.
Une constitution planétaire, voilà ce que nous appelons de nos vœux. Rédigeons ensemble un texte fondateur dans lequel tous les peuples se retrouvent, qui favorise l'émergence d'une société humaniste mondiale, libérée de la peur du manque, et basée sur la croyance de l'abondance pour tous, de l'interdépendance entre les personnes, les peuples, les espèces, la biosphère et la planète. Fondé sur l'intérêt vital que nous avons tous à coopérer, sur le développement de notre pouvoir d'aimer, plutôt qu'à rester en compétition les uns avec les autres. L'Europe pourrait, devrait être, une étape sur ce chemin de vie, alors que le projet actuel nous emmène sur un chemin mortifère. Refondons le projet de constitution européenne en s'appuyant sur ces nouvelles valeurs. Nous voulons une nouvelle civilisation qui place le maintien de la vie, et le développement harmonieux de toutes ses formes, y compris l'être humain, au centre de son projet. Qui prône la coopération, le respect, la cohabitation fraternelle, l'ouverture des consciences, la croissance des êtres, la force de l'amour. Car la civilisation actuelle nous entraîne avec elle à sa perte.
Qui exerce notre pouvoir de citoyen à notre place ? Aller dans ce sens suppose de reprendre chacun(e) notre pouvoir individuel, d'ouvrir notre conscience pour augmenter notre discernement, d'accepter de regarder cette réalité difficile en face, et de nous unir, de prendre avec d'autres les moyens pour amorcer les changements nécessaires, en nous, autour de nous, par la pensée, la parole et les actes que nous pouvons poser, depuis notre quotidien jusqu'au politique planétaire. Nous avons ce pouvoir, à nous de le reprendre.

François Fagnot ■
Nord.

Pour l'Europe, je vote non

Alain Lipietz et beaucoup de partisans du oui de "gauche" à la "constitution", méprisent l'aspiration des peuples à une vraie constitution, d'une Europe démocratique. Cet appel était pourtant déjà contenu dans les manifestations contre le traité de Nice et dans les Forums sociaux européens. Le texte de "constitution" pour lequel nous sommes appelés à voter n'en a cure. Il n'a pas été rédigé par des représentants ayant reçu un mandat populaire pour cela. Les députés, même européens comme Alain Lipietz, n'ont aucun mandat du peuple pour rédiger une constitution.
Alain Lipietz dans son courrier (Silence n°322), fait une lecture partielle du texte de 448 articles, répartis en quatre grandes rubriques. La première met clairement en avant le principe d'économie de marché et de concurrence libre et non faussée (I-3-2), article qui sert de référence dans les autres rubriques. La deuxième, intitulée "charte des droits fondamentaux" définit théoriquement des droits sociaux et environnementaux mais "sans aucune compétence ni aucune tâche nouvelle pour l'Union" (II-111) et avec de fortes limitations avec l'article II-112. Quant à la troisième rubrique, elle définit les politiques (libérales !) de l'Union. C'est la plus longue et la plus précise. Les libéraux n'assument pas leur politique ; ils présentent souvent cette "constitution" sans parler de la partie III ou en la minimisant. Or, ces politiques libérales seraient difficiles à remettre en cause du fait de la partie IV (dispositions générales et finales), les procédures de révision nécessitant toutes l'unanimité des Etats membres, que ces procédures soient ordinaires (IV-443), simplifiées (IV-444) ou super-simplifiées (IV-445). Il n'y a aucun recours prévu, donc pas de révision en continu. Comment Alain Lipietz fait-il pour affirmer cela ?
Quant au droit de pétition, mis en avant par Alain Lipietz, c'est une mauvaise farce, comme l'explique l'article de Silence (p.21, n°322). Malgré toutes nos pétitions contre la malbouffe, les OGM, les brevets, le nucléaire, tous ces fléaux pourraient sévir encore plus longtemps avec le secours de cette "constitution".
(...) Comment peut-on affirmer que ce texte protège les services publics alors qu'il ne parle que de "services économiques d'intérêt général" et surtout que la libéralisation des services négociée au sein de l'Organisation mondiale du commerce, est protégée par les articles III-314 et III-315. Quant à la co-décision, que ce soit au niveau environnemental ou social, elle est strictement encadrée (III-233). Les mesures environnementales ne doivent pas perturber l'économie est-il précisé au paragraphe 2. Quant aux mesures de protection sociale qui peuvent, selon Alain Lipietz, être prises à la majorité qualifiée, elles n'ont qu'une valeur consultative (III-217).
Si le oui l'emportait, ce texte graverait l'ultralibéralisme dans le marbre de la loi. Si le non l'emporte, ce ne sera ni un séisme, ni le retour irréversible à Nice, ce traité qui sera caduc en 2009. Le non sera l'opportunité d'écrire, un jour, une vraie constitution par des gens mandatés, avec de vraies clauses sociales et environnementales, en s'appuyant sur des exigences formulées par des associations comme ATTAC et par des participants aux forums sociaux. Voilà qui réconcilierait l'Europe et le citoyen qui, après vingt ans d'ultralibéralisme en Europe, boude les urnes. Ceci profite à l'extrême-droite.
Ceux qui parmi les militants et les élus de gauche voteront non, que ce soit en accord ou pas avec leur direction, feront un véritable geste pour la démocratie en Europe. J'aime l'Europe sociale, environnementale et démocratique, alors je voterai non !

Christian David ■
Militant d'ATTAC et du Mouvement pour une alternative non-violente.
Rhône.

Espéranto

Ce courrier pour vous remercier de me faciliter la tâche. Deux de mes principales actions militantes sont la promotion de S!lence et de l'espéranto. Avec cet excellent numéro de mars, je fais une pierre deux coups. Car pour promouvoir ma revue préférée, je ne me balade jamais dans Paris et sa région sans avoir S!lence en main. Sur les quais de métro, dans le train de banlieue qui me traîne au turbin, ostensiblement je lis S!lence.
Hélas, je me sens très seul. Je n'ai pas encore eu la joie de croiser un autre fou, une autre folle. Les lecteurs de S!lence seraient-ils aussi passifs ; se contentant de lire la revue cachés sous leur drap éclairés d'une bougie ? (attention très dangereux). Allez je fais un pari. Que chaque lecteur trouve un nouvel abonné et en fin d'année nous serons le double ! Et si jamais je vous croise avec S!lence à la main, je vous offre un abonnement d'un an !

Jean-Pierre Travers ■
Essonne.

Ordinateurs

Le premier paragraphe de l'article sur *Bureautique et économies d'énergie* (n°320) me semble une déclinaison du discours sur "le progrès qu'on n'arrête pas". Ainsi, à propos des ordinateurs, "il est difficile de remettre en cause leur intérêt lorsqu'ils sont utilisés intelligemment", ils "offrent les services courants dont on ne pourrait plus guère se passer"...
Ce paragraphe est une succession d'affirmations floues justifiant l'utilisation de l'ordinateur.
L'ordinateur est un des fleurons du système productiviste actuel et de la croissance anti-conviviale. Le choix d'utiliser un ordinateur appartient à chacun. Il aurait été plus intéressant de publier un article permettant de faire ce choix en conscience plutôt que de présenter de savantes études statistiques de consommation d'énergie pour en arriver à la conclusion : utilisez des ordinateurs, on ne peut plus faire autrement.
Faites un peu attention.

Thaddée Comby ■
Landes.

Silence : *les 86 premiers numéros de Silence (soit les quatre premières années, en sortant tous les quinze jours sur 28 pages) ont été réalisés sans ordinateur. C'est donc possible... mais très contraignant. Aujourd'hui, nous disposons de trois ordinateurs pour le réaliser... tous provenant d'une multinationale ! Contradictions et compromis...*

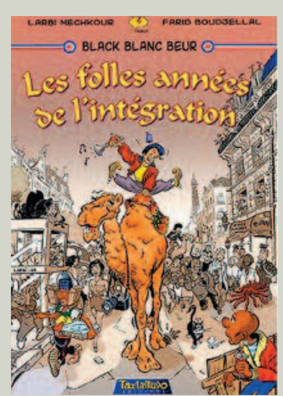
Nanotechnologies

Pour alimenter le débat sur les nanotechnologies (*S!lence* n°321), je vous joins un dossier sur le rôle de ces nanotechnologies dans le domaine des énergies renouvelables : elles sont aujourd'hui utilisées par exemple pour l'application en couche fine du silicium par l'industrie photovoltaïque.

Jacques Adam ■
Haute-Loire.

B.D





Black, blanc, beur
Les folles années de l'intégration

Larbi Mechkour et Farid Boudjellal
Ed. Tartamudo
2004 - 96 p. - 15 €

Deux parties dans cet ouvrage. En ouverture, une suite d'histoires de 6 à 8 pages se passant dans le milieu beur dans les années 80, alors que le mouvement des "jeunes de deuxième génération" donne lieu à de multiples actions politiques. Cette partie, très vivante, presque musicale est un vrai délice. Les auteurs mêlent allègrement l'ambiance des contes orientaux avec la réalité d'aujourd'hui. La suite est une reprise de la série *Aziz bricolo* parue à l'époque dans *Pif-Gadget*. Cela s'adresse à un jeune public et aurait pu faire l'objet d'un album séparé. MB.

Les damnés de Nanterre



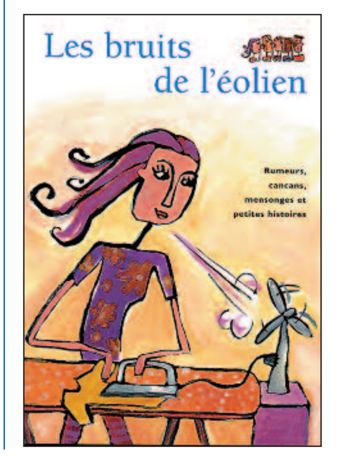
Chantal Montellier
Ed. Denoël Graphic
2005 - 88 p - 20 €

Le 4 octobre 1994, Florence Ray et Audry Maupin, deux jeunes squatters parisiens, tentent de voler des armes à des policiers, l'affaire se termine par un bain de sang qui facilite alors les volontés sécuritaires de la droite au pouvoir (lois Pasqua). Chantal Montellier, dont les BD sont toujours très engagées, mène une enquête, dix ans après, pour montrer que ce bain de sang n'a sans doute pas été un hasard. Les squats et le milieu autonome étaient alors infiltrés par la police qui ne pouvait ignorer ce qui se préparait. Chantal Montellier rappelle que celui qui a fourni les fusils pour attaquer le poste de police de Pantin l'a fait sous son vrai nom et s'en est bien tiré, preuve qu'il était en cheville avec les autorités. Dessin percutant et mise en couleur violente (essentiellement du rouge) dénoncent la force du capitalisme à détruire tout espoir de rébellion. MB.

Les bruits de l'éolien

Sous la direction d'Yves-Bruno Civel
Ed. Systèmes solaires (146, rue de l'Université, 75007 Paris)
2004 - 52 pages - 16 €

Les opposants à l'éolien sont-ils sérieux ? En tout cas, ils excellent à faire courir les rumeurs les plus idiotes : tous les moyens sont bons pour bloquer le développement des éoliennes en France. Ce petit livre, fort agréable, recense 35 rumeurs entendues par les industriels du domaine, par les représentants de l'Ademe et par les associations faisant la promotion des énergies renouvelables. La brièveté de l'ouvrage a quand même ses limites quand il est affirmé qu'il n'existe pas d'études probantes sur les champs électromagnétiques provoqués par les lignes à haute tension… par contre la comparaison est juste entre le voltage d'une éolienne (700 volts pour une 1,5 MW) et une ligne à haute tension (jusqu'à 400 000 volts).
Le danger des chutes des pales ?

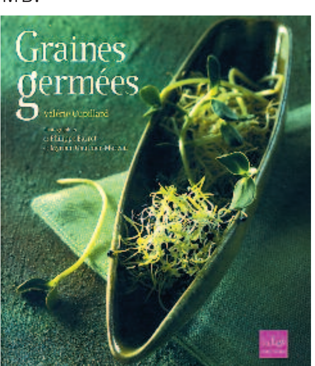


(6 en France pour le moment) : aucune victime pour le moment dans le monde avec plus de 30 000 éoliennes. Plein de bons arguments pour convaincre de l'utilité des éoliennes. MB.

Graines germées

Valérie Cupillard
Ed. La Plage (34200 Sète)
2005 - 120 p. - 18 €

La germination d'une graine en modifie sa valeur nutritive. Celle-ci augmente considérablement. La germination des graines permet de valoriser au mieux céréales et légumineuses. En plus, cela permet de les manger crues, ce qui en conserve toutes les composantes. Ce livre de recettes est un outil pour apprendre à faire soi-même ses graines germées, mais aussi son jus d'herbe, et propose ensuite de multiples recettes richement illustrées. Un régal ! MB.



Par delà le féminisme

Edith Sizoo
Ed. Charles-Léopold Mayer
2004 - 180 p. - 15 €

Profitant de la richesse des grands rassemblements internationaux de femmes, l'auteure essaie ici de montrer les différentes approches perceptibles dans les mouvements de femmes et d'en dégager les points communs. Parmi les différences, elle note une coupure Nord-Sud assez nette. *"Le féminisme qui émerge de l'Afrique est clairement hétérosexuel, pronataliste et traite des questions de survie et de pouvoir"* [p.22]. Les exigences des femmes y sont plus clairement politiques avec la revendication des droits à la santé, à l'éducation, au travail rémunéré. Des mouvements de femmes du Sud s'étonnent des "préoccupations de riches" des femmes du Nord et refusent également une littérature occidentale qui place leurs cultures dans une sorte de "sous-développement". L'autre grande coupure qui traverse ce mouvement est la croyance ou non à la différence des sexes. *"Dans le sillage de Simone de Beauvoir […] l'identité sexuée n'est qu'un effet des rapports sociaux et il faut donc construire une société où la différence sexuelle n'a plus d'importance"* [p.45]. Alors que pour d'autres la capacité physique de reproduction entraîne une différence de fait qui ne peut conduire qu'à *"une citoyenneté sexuellement différenciée où chaque sexe sera traité différemment"* [p.45]. Les premières correspondant aux féministes "de gauche", d'inspiration marxiste, et leurs principes ont été mis à l'essai dans les pays de l'Est, sous le communisme, avec des plus et des moins. La deuxième tendance se rencontre plus dans l'écoféminisme, l'écologie et les cultures du Sud.
Il y a d'autres différences d'approche, entre autres aussi par les différences culturelles liées aux religions dominantes. Les grandes religions monothéistes sont toutes pratriarcales, ce qui a conduit, surtout en Occident, de nombreux mouvements de femmes à rejeter la religion. La spiritualité est souvent mieux vécue dans les autres régions du monde. On pourra cité les approches orientales liées au yin et au yang, deux figures qui s'interpénètrent et s'influencent mutuellement souvent perçues comme le masculin et le féminin. Là la spiritualité n'est pas hiérarchique et donc plus conciliable avec une approche féministe.
L'auteure présente bien les auteures de l'écoféminisme (Vandana Shiva, Maria Mies…) qui font un lien entre *"la pensée économique du toujours plus […] la pensée que la nature est subordonnée à l'humain […] les rapports de pouvoir et les colonisations"* [p.76.77]. A l'opposé des écoféministes qui luttent contre le "développement" qui entend tout monétariser, il existe un mouvement marxiste qui, lui, entend faire entrer toutes les activités dans les indicateurs économiques. Après ces divergences, l'auteure cherche ce qui réunit les femmes : l'amour de la vie, qu'au lieu de hiérarchiser, il faut rééquilibrer, l'importance du corps, la nécessité de relier la sphère publique et la sphère privée… Les femmes sont fortement impliquées dans les mouvements de paix : "Les expériences qu'ont vécues les



Livres

femmes à travers leur subordination au pouvoir masculin [...] les ont rendues particulièrement sensibles aux problèmes de la résolution des conflits en dehors du foyer" [p.127]. Les femmes ont une grande capacité d'empathie, savent privilégier l'horizontalité et l'informel dans les rapports aux autres. Elles ont une culture de la relation. Dans une dernière partie, l'auteure cherche si l'on peut retrouver cela dans d'autres cultures. C'est le cas dans de nombreux peuples ayant une culture dite "traditionnelles", mais aussi ce que l'on peut sentir dans les tentatives de fonctionnement de mouvements comme les écologistes ou les altermondialistes. Un livre qui ouvre plein de sujets à réflexion. MB.



Les dépossédés

Revue Marginales
Les Billardes,
04300 Forcalquier
2004 - 252 p. - 20 €

Revue de littérature critique, *Marginales* présente dans son numéro d'hiver une sélection de textes autour du thème des vagabonds, SDF, clochard et simples chômeurs... Un bon travail de recherche avec des reprises de textes de Louise Michel, Gaston Couté, George Orwell, Rosa Luxembourg... le tout illustré par le travail effectué par Mahlen pour une expo à Forcalquier. Quelques textes théoriques sont par contre moins intéressants. Le rapprochement entre des textes contemporains et ceux de la crise des années 30 nous interrogent... quand on se souvient de ce qui a suivi. FV.

ROMAN



Pays à vendre

André Bucher
2005 - 204 p. - 19 €

André Bucher, après deux romans ruraux ayant rencontré un succès certain (*Le pays qui vient de loin,* 2003 et *Le cabaret des oiseaux,* 2004), commence avec cet ouvrage la publication d'une trilogie écrite antérieurement que l'on pourrait classer dans le "polar rural". Avec l'arrivée de l'autoroute A45 à Sisteron, les investisseurs découvrent la vallée du Jabron : deux projets s'affrontent, une décharge et un complexe touristique. Le héros de l'ouvrage, ayant— comme l'auteur — fait le retour à la terre, complète ses revenus avec son ancien métier : enquêteur privé. Là, il découvre vite que derrière les deux projets prévus sur sa commune, il y a des gros sous qui fluctuent entre la famille du maire de Sisteron et le milieu marseillaise. Il y a aussi une revue écolo *La souris verte* (qui a réellement existé, mais pas aux dates du roman), des mœurs encore légères (après 68 et avant le Sida). Bref, des embrouilles tout au long du récit. André Bucher nous régale dans les descriptions de nature et du métier d'agriculteur (ce qu'il est) ; il n'hésite pas à glisser des moments surréalistes au milieu de tout ça, créant sans cesse des déséquilibres dans la narration.
La chute est trop convenue. MB.

Le complexe nucléaire

Bruno Barrillot
Ed. Observatoire des armes nucléaires et Réseau Sortir du nucléaire
2005 - 144 p. - 10 €

L'auteur, spécialiste de ces questions, montre les liens entre le nucléaire dit "civil" et le nucléaire militaire ; ceci afin de mettre fin au mythe de l'"atome pour la paix" soigneusement entretenu au niveau international par l'AIEA et en France, entre autres, par la mouvance communiste. Au moment où se renégocie le traité de non-prolifération, il est toujours bon de rappeler que les nouveaux possesseurs de la bombe ont tous commencé par produire de la matière fissile dans des réacteurs nucléaires, toujours présentés comme "civil".
Le livre rappelle que les liens entre l'armée et le nucléaire sont nombreux et pas seulement au niveau des réacteurs. Ainsi, l'armée réprime dès 1947 une révolte à Madagascar pour conserver la possibilité d'y extraire de l'uranium. Ce sont les essais nucléaires pour la bombe qui servent à mettre au point les premiers réacteurs producteurs de chaleur transformée en électricité. Ce sont encore les militaires qui depuis cinquante ans mènent les recherches sur la fission et ce n'est donc pas un hasard si le site proposé pour l'éventuel futur Iter est Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône : un site militaire.
En France, l'interface entre civil et militaire est représenté par le CEA, Commissariat à l'énergie atomique. Créé dès la fin de la guerre, il est dirigé par Frédéric Joliot-Curie, communiste et par Raoul Dautry, ancien ministre à l'armement pendant la guerre. Quand Frédéric Joliot-Curie annonce son intention de refuser de travailler pour la bombe, il est vite écarté... tout comme les ministres communistes de la coalition gouvernementale. Les premiers réacteurs de la filière graphite-gaz serviront à produire du plutonium pour assurer les besoins du développement de la bombe.
Pendant toutes ces années, des scientifiques essaieront de tirer le nucléaire vers le civil, mais l'armée veillera à toujours les garder sous son contrôle. EDF est de fait contrôlé en amont et en aval par le CEA et l'armée trouve toujours de nouvelles applications du nucléaire : utilisation des déchets pour faire des bombes sales, utilisation de l'uranium dit appauvri pour faire des munitions... Le "secret défense" est encore là pour éviter que l'on connaisse les conséquences sanitaires de la manipulation des produits radioactifs et des expériences diverses dont les essais nucléaires.
Un livre percutant pour enterrer une bonne fois pour toute l'idée d'un nucléaire dit civil. MB.

C. D.



Longtemps nous nous sommes couchés tard

Bistanclaque
Association La Voisine (26, rue René-Leynaud, 69001 Lyon)
2004 - 14 titres
15 € + 3 € de port

Le groupe musical lyonnais, Bistanclaque nous propose un lot de chansons à textes sur la libéralisation des marchés, sur la fuite en avant de la société, sur le rejet de la sagesse des vieux (*Car les anciens / On les camoufle bien / On construit des maisons pour eux / Que leur sourire généreux / N'irradie pas l'espace / Ne laisse pas la place / A l'envie de se poser / De réfléchir et de se causer*), un pamphlet contre le maire "de gauche" de Lyon, surnommé ici Berlus-Collomb (*On se disait que la gauche ce serait pas pire que la droite / Mais on avait bien tort car cette gauche est très adroite*) et quelques chansons d'amour. Renaud Pierre, à la composition, accordéon et tambourin, Eric Ksouri à l'accordéon et aux basses, se moquent allègrement des travers de notre société et le sommet est atteint avec leur description sans pitié de la société de consommation (*Sacro sainte nouveauté / Que la religion des marchands / Doit sans cesse réinventer/ Pour que l'on ne devienne pas méchants*). Ils nous proposent avec une belle énergie une révolte joyeuse comme on la rencontre parfois dans le quartier de la Croix-Rousse. Quartier où historiquement les canuts ont su mener la révolte, les bistanclaques étant le nom donné aux métiers à tisser. MB.

Nous avons également reçu

■ **La bourse du travail de Lyon,** *Daniel Rappe, éd. ACL, BP 1186, 69202 Lyon cedex 1, 2004, 222 p. 15 €.* Dans une période où n'existaient ni système étatique de placement, ni formation professionnelle réglementée, ni assurances sociales, les Bourses du travail ont mis en place des services essentiels pour la population ouvrière en termes d'emploi, de formation professionnelle, de santé mais aussi d'éducation et de culture. Elles furent aussi des centres de résistance, de revendication et d'action ouvrière. En narrant l'histoire de la Bourse de Lyon, l'auteur donne des pistes pour un "autre socialisme".

■ **Max Stirner,** *Victor Rousine, Daniel Guérin, Rudy Rocher, éd. Libertaires (35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2004, 80 p. 8 €.* Trois textes d'analyse de la pensée de Max Stirner, penseur de l'anarchisme individualiste.



❩ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
✆ **Rédaction :** 04 78 39 55 33 le mercredi
✆ **Stands, correspondants :**
04 78 39 55 33 le vendredi
✆ **Dépositaires :** 04 77 63 00 65
❩ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
❩ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54
❩ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4
Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)
N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 2ème trimestre 2005
Tirage : 7 700 ex
Editeur : Association Silence
Président : Xavier Sérédine
Vice-président : Jacques Caclin
Trésorière : Myriam Cognard
Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette et publicité : Patrice Farine
Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler
Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Dorothée Fessler, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot
Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité
Et pour ce numéro : Nathalie Berriau et Côté Jardins, Christiane Bessenay, Françoise Chanial, Guy Claux, Bruno Clémentin, Marguerite Descamps, Passerelle Eco, Florence De Luna, Fima, Thierry Folliard, Michel Guérin, Nicole Guidi, Bruno Guillemin, Christine Guillemin, Matt Mahlen, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Bernard Nicollet, Mireille Oria, Vincent Peyret, Tobias Pflüger, Reine Rosset, Andreas Speck, François Schneider, Jean-Marie Tisseuil, Myriam Travostino, Bernard Valette
Couverture : Francis Mainard /Côté Jardins

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Bon de commande

Anciens numéros

- Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (frais de port en sus).

Numéros régionaux

☐ **218 Alsace**
Fessenheim. Projet Alter Alsace. Lutterbach. Imagination au pouvoir. Alsace Nature. Steiner. Bilinguisme . . . . **3,8 €**

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . **6 €**

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage . . . . **6 €**

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. . . . . **6 €**

☐ **298-299 Franche-Comté**
Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Biolopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité . . . . **6 €**

☐ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse**
Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords, Ballon rouge. CIRA. Longo Maï. GERES. Graines de vie. Pic Noir . . . . **6 €**

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. . . . . **6 €**

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires . . . . **6 €**

Autres numéros

☐ **284 Jeûner et sortie du nucléaire**
Développement : de la pauvreté à la misère. Ecovillages . . . . **4 €**

☐ **289 Un monde écolo possible ?**
Croissance des associations. Sud et pesticides. Mauvais garçons . . . . **4 €**

☐ **290 Ne pas oublier le train**
Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. . . . . **4 €**

☐ **294 Enfance en collectif**
Prostitution. Trucs bioclimatiques . . . . . **4 €**

☐ **300 Nos lecteurs ont du talent**
40 pages réalisées par les lecteurs... . . **4 €**

☐ **301 La face cachée des vaccins**
Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef . . . . **4 €**

☐ **304 Toujours sexistes ?**
Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. . . . . **4 €**

☐ **307 Ecocités**
Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. . . . . **4 €**

☐ **310 Nature politique de l'écologie**
Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin . . . . **4 €**

☐ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. . . . . **4 €**

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . . **4 €**

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires . . . . **4 €**

☐ **316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio . . . . . **4 €**

☐ **317 Vivre à la campagne sans voiture ?**
Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération . . . . . **4 €**

☐ **320 Ecologie et cultures alternatives**
Décroissance : Pétrole et géologie politique. Finances : Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie . . . . **4 €**

☐ **321 Est-ce paix l'espéranto ?**
Développement personnel : enrichissement pour qui ? Société : Autour des nanotechnologies. Energies : Atelier solidaire . . . . . . **4 €**

☐ **322 Décroissance en mouvement**
Energies : Acceptabilité de l'électricité verte. Alternatives : A fleur de terre. Culture : Pour le libre accès à la culture . . . . **4 €**



Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

☐ **Annuaire de la presse alternative,** édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

☐ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
☐ Particulier	12 n°	40 €
☐ Institution	12 n°	80 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	65 €
☐ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
☐ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
☐ Petit budget	12 n°	25 €

Suisse

☐ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
☐ Particulier	12 n°	60 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
☐ Particulier	12 n°	45 €
☐ Institution	12 n°a	90 €
☐ Soutien	12 n°	50 € et +
☐ Petit futé	24 n°	70 €
☐ Petit budget	12 n°	40 €

je règle un total de :

NOM ______________________

Prénom ______________________

Adresse ______________________

____

Code postal ______________________

Ville ______________________

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

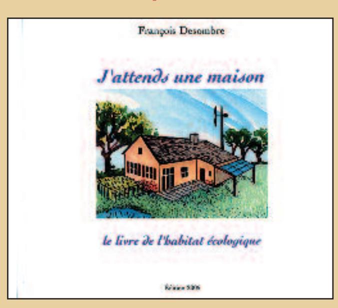


Livres

J'attends une maison

Le livre de l'habitat écologique

François Desombre
Ed. La Pierre Verte
(Maison du jardinier, 81500 Garrigues)
2005 - 504 p. - 22 €

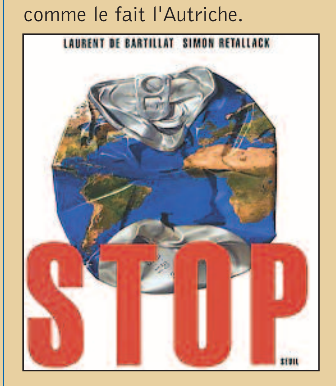


François Desombre était déjà le rédacteur du *Guide de l'habitat écologique* publié en 2003 aux éditions du Fraysse, dont il a repris l'essentiel en l'enrichissant encore. Un format deux fois plus grand et une pagination revue permet toutefois d'en limiter cette fois la pagination ! Beaucoup de récits personnels, de trucs de chantiers et un copieux carnet d'adresses en fin d'ouvrage pour trouver aussi bien l'architecte que les fournisseurs dont vous avez besoin. Il manque toutefois une réflexion sur les limites de l'habitat individuel et dispersé qui coûte cher en matériaux et coûts externes (voies d'accès, voitures, voir conduites d'eau, électricité...). MB.

Stop

Laurent de Bartillat et Simon Retallack
Ed. Le Seuil
2003 - 455 p. - 34 €

Fastueux dans sa présentation, *Stop* fait tout d'abord penser aux ouvrages de luxe que l'on offre (ou s'offre) dans les grandes occasions. Il surprend donc par cet aspect dans le monde plutôt modeste et papier recyclé de l'écologie... Mais attention aux préjugés, il faut le lire pour en parler. Et l'on se rend compte très rapidement qu'il s'agit d'une sorte d'encyclopédie, ou tout au moins d'un recensement presque complet des problèmes planétaires avec photos splendides à l'appui. Il est donc très intéressant en tant qu'ouvrage de référence. Il comporte d'excellents chapitres, tel celui concernant les déchets. Les auteurs s'alarment à juste titre de l'augmentation programmée du nombre des incinérateurs dans le monde, avec pour conséquence une montée catastrophique des taux de dioxines et furanes. Très bonnes pages également à propos des essais nucléaires et des victimes qu'ils ont engendrées, trop longtemps oubliées. Sur l'eau, et sous le titre "Laisser les fleuves et les rivières aux rivières", belle analyse aussi.
Les pages dédiées à l'"étrange arithmétique d'un monde" démontrent parfaitement l'outrance d'une surproduction qui est en grande partie jetée et non pas consommée (aux Etats-Unis, 43,5 tonnes de nourriture sur une production totale de 161,5 millions sont ainsi perdues). Après avoir appauvri les sols et pollué... Dans le même esprit, j'ai aussi apprécié le texte de David Korten (ce livre comporte beaucoup de pages de différents auteurs) sur les grandes entreprises "programmées pour détruire" et la dénonciation des pratiques de Monsanto et consorts, qualifiées de coercition et violation de la liberté. Les auteurs encouragent vivement consommateurs et gouvernements à refuser les OGM comme le fait l'Autriche.



Mais tous nos soucis écologiques ordinaires ne seraient rien face à un nouveau danger, la "mélasse grise" ou la "mélasse verte". Science-fiction ? Pas sûr, ces expressions désignent les conséquences d'une erreur de manipulation possible dans le domaine des nanotechnologies et alors là, adieu la vie !
On peut émettre de petites critiques évidemment, par exemple p. 81 à propos de la voiture, on nous parle du remplacement proche du moteur à combustion par la pile à combustible en affirmant que le seul rejet sera de la vapeur d'eau, sans se poser des questions sur ceux qui seraient induits par la fabrication de l'hydrogène.
Mais ma conclusion rejoint ma première impression : bel ouvrage de référence à offrir ou s'offrir. MN.

LE FILM DU MOIS

Le cauchemar de Darwin

Hubert Sauper
Saga Film
2005 - 1h47mn

L'histoire pourrait être celle de n'importe quelle usine dans n'importe quel pays du monde où la soif de profit va jusqu'au sacrifice — sale et simple — de la main-d'œuvre et à la déstructuration globale, la destruction totale de l'environnement (naturel, social, économique...). Et si cela prédomine évidemment dans les pays pauvres, n'oublions pas que ce phénomène, intrinsèque au capitalisme, n'épargne pas des enfants, des femmes et nombre d'hommes du sous-prolétariat des pays dit riches. Un maillon, en l'occurrence ce super prédateur qu'est la perche du Nil venu *d'un seau versé un jour par un chercheur*, risque là de couper la chaîne des espèces et de tuer l'homme, d'éliminer toute vie. Hubert Sauper [déjà auteur de *Kisangani Diary, loin du Rwanda* (1998), *Seuls avec nos histoires* (2000)] montre la folie rationnelle de notre monde et aborde un ensemble étourdissant de questions (travail, pauvreté, prostitution, sida, armement, famine, éducation, drogues, écologie, rôle de la religion, colonialisme, relations internationales...).
Cette œuvre, qu'on pourrait aussi titrer *UE, FMI et World Bank, ces criminels charitables* ou *Requiem pour le développement* ou encore *Monde à l'envers et Mort à l'endroit*, aborde l'ensemble des facettes d'une situation tout aussi inextricablement complexe qu'implacablement simple avec une maestria radicale et un respect merveilleux. Sauper, avec des yeux pleins de larmes et le désespoir de la raison, avec au cœur la rage et l'insondable tristesse, nous adresse pourtant une image juste, ni floue, ni folle. Il nous donne un film d'une humanité aussi incroyablement résistante et belle que les chants et le courage des femmes, que les mots et les regards sincères des hommes, que les couleurs vives de Jonathan, enfant-peintre parmi les enfants des rues.
Ce n'est plus rien que de dire que la réalité dépasse la fiction quand le fataliste *c'est la vie!* est troqué par son fade et total condensé : *c'est le business.* Quand, remplaçant son prédécesseur découpé à coups de machette, un gardien armé d'un arc et de flèches empoisonnées garde une usine moderne pour un dollar, et remarque, dans un sourire, au sein de ce conflit économique sans pitié, que tout le monde ici espère la guerre pour avoir un job bien payé... Quand un graffiti dit *Etre pauvre, c'est comme être vieux* et que le gadget vulgaire de l'entrepreneur, cette truite sur un cadre de bois qui remue la queue comme un chien, chante et semble lui répondre mécaniquement *Don't worry, be happy !*
D'une honnêteté puissante, d'une pertinence aiguë, d'une distance sensible, ce documentaire étourdissant et formidable ne laisse même pas de côté une esthétique simple et savante qui contribue à servir son sujet et à rapprocher encore le spectateur de ce qu'il voit. Dans ce chaos qu'est *Le cauchemar de Darwin,* Hubert Sauper s'efface et laisse chaque interlocuteur — plus ou moins conscient, bourreau et victime à la fois — dévoiler son monde et ce monde. Une pure prouesse !
Matt Mahlen.


DR